

Le voyage de M. Mitterrand aux Etats-Unis

LIRE PAGE 3
L'ARTICLE
DE BERNARD GUETTA

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 13 à 20

Images et imaginaires d'architecture

Le retour de M. Mondale

Déjouant les pronostics des supporters enthousiastes de M. Gary Hart, M. Walter Mondale a confirmé, mardi 20 mars aux élections primaires démocrates dans l'Illinois, qu'il restait le chef de file d'un appareil qui n'a rien perdu de son efficacité mobilisatrice. Il a en effet nettement devancé ses deux concurrents, obtenant 41 % de suffrages contre 36 % à M. Hart et 20 % à M. Jackson.

Survénant après son succès de samedi dernier dans trois des quatre Etats qui choisissent leur candidat à l'investiture, la victoire de l'ancien vice-président de M. Carter paraît marquer un coup d'arrêt sérieux à l'ascension aussi inattendue que foudroyante du sénateur du Colorado.

L'Illinois est l'un des Etats les plus industrialisés du Midwest et une place forte du syndicalisme américain et de la machine démocrate. Mais M. Mondale avait à y surmonter deux handicaps : les sondages qui donnaient, il y a trois jours encore, son principal adversaire gagnant, et la campagne « à l'arraché » du pasteur Jesse Jackson, bien décidé à faire oublier à ses frères de race que M. Mondale avait été choisi par les dirigeants noirs les plus en vue.

De fait, M. Mondale ne devait obtenir que 16 % des voix d'une communauté qui ne pesait guère, jusqu'ici, dans les scrutins du pays.

Soutenu par le nouveau maire de Chicago, M. Harold Washington, qui a quelques comptes à régler avec la machine démocrate, le pasteur Jackson a recueilli 30 % des suffrages de la communauté noire.

Le pasteur est, il est vrai, presque un enfant du pays, puisque c'est là qu'il a créé l'organisation qui a servi de plate-forme à sa carrière politique : PUSH (People United to Save Humanity), destinée à favoriser la scolarisation et l'emploi des jeunes Noirs.

M. Hart n'a recueilli que 4 % des voix noires. Il a pâti également de son manque de soutien dans les milieux les plus traditionnalistes de son parti et aussi, peut-être, d'une nouvelle assurance qui lui a fait commettre quelques impairs ; il a notamment attaqué bien maladroitement son adversaire.

Le sénateur du Colorado a des chances de retrouver son public la semaine prochaine dans le Connecticut, Etat typique de cette Nouvelle-Angleterre qui lui a valu ses premiers succès, avec ses bataillons de jeunes électeurs ralliés à ses idées « nouvelles », comme leurs parents l'avaient été à celles de John Kennedy.

Une semaine plus tard, l'Etat de New-York choisira le plus important contingent de délégués à la convention de juillet après la Californie, et les trois candidats encore en lice devront compter avec les deux électeurs-clés de la grande ville : les juifs et les Noirs.

Ayant amélioré à Chicago ses demi-succès d'Alabama, de Floride et de Géorgie, le pasteur Jackson semble en bonne position pour offrir en juillet les suffrages de ses partisans à celui des deux candidats qui lui paraîtra donner les assurances les plus sérieuses aux vingt-six millions d'Américains noirs.

La rupture des négociations risque de relancer la guerre civile au Liban

Les débats de Lausanne ont illustré le divorce entre deux conceptions du statut du pays

De notre envoyé spécial

Alors que les combats se sont brutalement intensifiés à Beyrouth au lendemain de la fin de la conférence de réconciliation de Lausanne, le président Amine Gemayel devait être reçu ce mercredi 21 mars, en fin de matinée, par M. Mitterrand. Le chef de l'Etat recevra d'autre part, en fin d'après-midi, M. Nabih Berri, chef du mouvement chrétien Amal. Ce sera la première rencontre entre les deux hommes.

Lausanne. — Le rideau est tombé en laissant aux spectateurs un arrière-goût d'amertume. La conférence de dialogue interlibanaise, qui avait suscité malgré tout un début d'espoir, s'est terminée, mardi soir 20 mars, par un sombre épilogue. Personne n'est doute : l'accord en trompe l'œil des participants n'aura d'autre effet qu'exaspérer les passions et intensifier la guerre civile.

Les observateurs emporteront le souvenir d'un conclave de chefs de guerre qui, neuf jours durant, ont

réité des monologues dans le cadre surréaliste d'un palais pour milliardaires oisifs. L'hôtel Beauvillage, que fréquentaient autrefois les princes russes, avec ses haute plafonds, ses lustres scintillants et ses salons spacieux, s'était transformé en un vaste caravansérail.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

M. Walid Joumblatt n'a pas voulu quitter les rives enchantées de la mer Libanaise sans acheter quelques souvenirs de la conférence sur la « réconciliation ». Délaissant les coucoux suisses et le chocolat helvétique, il s'est offert, chez un armurier de Lausanne, plusieurs revolvers et des pistolets du dernier cri.

M. Mitterrand invite les Dix à réaffirmer leur fidélité au traité de Rome

Après l'échec de Bruxelles une conférence européenne va être convoquée par la France

L'échec du conseil européen de Bruxelles impose à M. Mitterrand, qui avait donné l'impression de faire de la réussite de ce sommet une affaire personnelle, de proposer rapidement à ses partenaires (et sans doute au moins autant, à l'opinion française et étrangère) un nouveau plan de bataille pour « sauvegarder l'Europe », selon la formule qu'il a employée lors de sa conférence de presse de clôture, mardi soir.

Non que le président en exercice du conseil européen estime encourir

des reproches pour l'insuccès de la réunion. Il a, depuis le début de l'année, multiplié les contacts avec les autres chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE. Et il a manifesté, tout au long de la négociation, une compréhension vis-à-vis des exigences britanniques qu'expliquait sans doute son envie de ne pas quitter Bruxelles sans avoir obtenu d'accord, mais qui a surpris, voire irrité, certains autres participants, notamment italiens. On a même été, semble-t-il, en fin d'après-midi, à deux doigts d'un accord dont on peut se demander s'il n'eût pas été plus dommageable encore à la Communauté que l'échec final du sommet.

Quoi qu'il en soit, c'est désormais à cet échec que le chef de l'Etat se trouve confronté, et auquel il doit trouver une issue dont il est évident qu'elle ne peut plus être de nature seulement technique. Ce n'est plus un mécanisme budgétaire qui est en cause (encore que M. Mitterrand se défende de sous-estimer l'importance des questions financières et des procédures), ce sont l'esprit même de la Communauté et les chances ultérieures de la construction européenne.

Dès avant le sommet, il avait insisté sur la dimension proprement politique de l'entreprise des Dix, et notamment de leur conseil, appelé — en vain — à retrouver tout son rôle à cet égard. A plus forte raison désormais, comme devrait le montrer son intervention télévisée de ce mercredi soir, M. Mitterrand estime manifestement que, face à cette crise non ouverte mais bien réelle, l'Europe n'a de chance de surmonter l'épreuve que par « davantage d'Europe », encore, et non en mettant en veilleuse ses ambitions et ses moyens.

Encore faut-il savoir de quelle Europe il s'agit. C'est à une telle réflexion que le président de la République a convié « ceux qui veulent qu'une Europe se bâtisse », invités à se réunir en une conférence qui pourrait avoir lieu dans quelques semaines.

BERNARD BRIGOLEIX.

(Lire la suite page 4.)

Au coup par coup

L'IDEE européenne est en panne depuis si longtemps que la nouvelle échec de l'Europe des Dix ne surprend pas. Cette Europe-là s'écroule, comme d'habitude. Est-ce un crime ? Faut-il chercher un coupable ?

La construction européenne en a vu d'autres avant de parvenir à ses réalisations les plus caractéristiques : la politique agricole commune, l'union douanière, le système monétaire européen et une ébauche, toujours remise en cause, de coopération politique. Elle a traversé bien des crises, mais sa capacité à les surmonter ne trahit, désormais, par une forme pernicieuse de paralysie. Comment en sortir ?

Les Dix n'ont pas réglé le nouveau conflit qui les divise et qui, au reste, n'est pas vraiment nouveau. L'échec est là, mais il s'est fait, peut-être, plus grave pour l'Europe s'ils avaient accordé à la Grande-Bretagne les concessions qu'elle exigeait.

La signification de cet échec est qu'un coup d'arrêt est donné à une pratique communautaire qui, de dégradation en dégradation, vient à la Communauté de son contenu. Le sommet de Bruxelles n'a pas reproduit, certes, d'effacement, et les responsabilités politiques des participants n'ont pas été occultées par la fuite dans le maquis des solutions techniques.

L'échec est présent, mais au moins s'est-on peut-être. La Grande-Bretagne se trouve isolée — et assure son isolement — face à une communauté des Neuf plus resserrée et dans laquelle la chemise franco-allemande révèle sa solidité.

La tentation est grande de rejeter toute la responsabilité de l'affaire sur M. Thatcher, parce que c'est une « dame de fer », ou sur l'Angleterre qui est, comme on sait, une île tournée vers d'autres horizons que celui du continent. C'est une explication, qui a sa part de vérité, mais qui est un peu courte. A moins de décider que l'Europe ne se sauvera qu'en se coupant de son partenaire britannique. Rien n'est moins sûr.

A. L.

(Lire la suite page 4.)

La fontaine de sang

par ANDRÉ FONTAINE

Le Spiegel vient de publier une photo atroce : il existe, au cimetière militaire de Téhéran, une « fontaine de sang », pyramide tronquée d'où jaillit en permanence, baignant de haut en bas ses gradins, un jet d'eau rouge, en hommage aux centaines de malheureux, dont beaucoup à peine pubères, qui meurent chaque jour pour la survie de la République des ayatollahs. Le même numéro du magazine allemand reproduit un extrait d'une brochure de propagande distribuée aux enfants iraniens : « Maman, demande un petit garçon, quand serai-je assez grand pour apprendre à conduire un camion ? — Et pour quoi faire ? — Pour pouvoir le charger de dynamite et le conduire contre un bastion de l'ennemi de notre pays... »

L'horreur n'est pas à sens unique. L'armée iranienne se voit accusée,

notamment par les Etats-Unis, d'avoir employé du gaz moutarde, encore qu'à entendre les porte-parole de Bagdad les grands brûlés soignés dans les hôpitaux occidentaux soient en réalité victimes d'une explosion survenue dans une usine iranienne de gaz asphyxiants. Si nous nous en servions, disent-ils, c'est par milliers que se compteraient les soldats iraniens atteints. Les défenseurs de l'Irak, qui sont nombreux en France, tant dans les rangs de la majorité que dans ceux de l'opposition, ajoutent volontiers que les Américains qui ont inventé les armes nucléaires, le napalm, les défibrillateurs et les bombes à fragmentation ne sont peut-être pas les mieux placés pour s'indigner.

Un peu partout, on verse des larmes de crocodile sur cette guerre sans fin et, avec une conviction tempérée par la manifeste inutilité de l'incantation, on exhorte les deux camps à faire la paix. « Il est temps, grand temps », écrit par exemple l'Afrique-Asie, que s'ouvrent enfin des négociations véritables et loyales. « Hélas ! le régime de Téhéran n'a manifestement aucune envie de négocier, que ce soit « loyalement » ou autrement. Ce qu'il veut, c'est renverser Saddam Hussein, le « renégat » de Bagdad, coupable d'avoir, il y a déjà trois ans et demi, tenté d'en faire autant avec lui, et mettre en place un gouvernement « islamique », autrement dit à la dévotion non seulement d'Allah le miséricordieux, mais des mollats persans.

Si ce qu'on est convenu d'appeler la communauté internationale, et, pour commencer, les grandes puissances, voulait vraiment mettre fin au conflit, il faudrait au moins couper les livraisons d'armes et les achats d'hydrocarbures soit aux deux antagonistes, soit à celui qui paraît le plus dangereux. C'est ce dernier parti que la France, comme on le sait, a choisi, estimant, comme les pays du Golfe, qu'une victoire de Téhéran serait une catastrophe pour la région, sinon pour la terre entière.

Les dirigeants de Téhéran s'en procurent, c'est le cas de le dire, à droite et à gauche, puisqu'ils en reçoivent aussi bien de la Chine populaire que des deux Corées, d'Israël et de la Libye et de l'Afrique du Sud. C'est de toutes ces que fait apparaître une récente brochure de l'Institut international de recherche de la paix de Stockholm (SIPRI) (1), selon laquelle dix-sept pays ont fourni à l'Iran les armes essentielles (major weapons) depuis le début des hostilités, contre dix-huit à l'Irak.

(Lire la suite page 2.)

(1) SIPRI FACTSHEET — ARMS TRADE II — Berghmans 5-171 73 Solem — Suède.

TÉLÉCABLE 84

Le printemps des réseaux

LIRE PAGES 22 ET 23

Angelo RINALDI



Les jardins du Consulat

« Un beau livre sur une grande œuvre d'art, les jardins du Consulat de France à New York, pour une chance de voir la ville par une autre perspective ».

GALLIMARD 1984

LES CENT PREMIERS JOURS DU PRÉSIDENT ALFONSIN

L'Argentine désenchantée

De notre correspondant JACQUES DESPRÉS

Buenos-Aires. — La démocratie argentine a démarré sur les chapeaux de roue. Traditionnellement, janvier et février sont deux mois durant lesquels ne passe nada, il ne se passe rien. Tout Buenos-Aires va se rafraîchir au bord de mer, à Mar del Plata. Cette année, les habitudes ont été bouleversées, et l'insupportable été porteno a été marqué par une grande effervescence politique.

Bien avant les élections du 30 octobre, M. Raúl Alfonsín et ses collaborateurs étaient décidés, en cas de victoire, à lancer immédiatement et simultanément une offensive sur les fronts les plus périlleux : la question militaire, celle des disparus, qui lui est intimement liée, la situation des syndicats, celle de l'économie, l'affaire des Malouines et celle du chenal du Beagle, autre problème territorial. Les Argentins, tout heureux de goûter une liberté dont ils avaient été privés durant plus de sept ans, ont embêté le pas.

Ce climat de liberté, c'est d'abord ce qui frappe dans l'Argentine de mars 1984. Liberté, simplement, d'aller et venir sans crainte d'être arrêté par des policiers en civil. Liberté de s'exprimer, et les médias en usent largement. Liberté de se réunir sur les places, les trottoirs et la chaussée pour gratter la guitare, chanter, danser, voire pour protester

contre la politique du gouvernement. Car, et c'est la deuxième constatation qui s'impose, cent jours après l'entrée de M. Alfonsín à la Maison Rose, le mécontentement grandit.

Les étudiants sont en colère. Ils descendent dans la rue pour réclamer une université ouverte à tous. Les milieux d'affaires sont très préoccupés : le contrôle des prix et les augmentations massives de salaires décrétées par le gouvernement rongent leurs marges bénéficiaires. Des arrêts de travail se produisent ici et là, tandis que les syndicats se mobilisent. La CGT a lancé un « plan d'action », avec une manifestation le 30 mars devant le ministère du Travail, et n'exclut pas une grève générale. Les deux principaux dirigeants de la centrale pétrolière, M. Raúl Alfonsín et Jorge Triaca, ont tenu des propos très durs contre M. Raúl Alfonsín. M. Alfonsín lui-même, par exemple, reproche de « philosopher au lieu de gouverner ».

Les organisations humanitaires, elles, se sentent dupées. « Les coupables n'ont pas été châtiés », telle est la phrase qui revient le plus souvent dans la bouche des mères de la place de Mai.

(Lire la suite page 8.)

صلى الله عليه وسلم

Proche-Orient

Du Proche-Orient arrivent chaque jour les sinistres échos de conflits qui s'éternisent. Mais qui s'occupe sérieusement d'y mettre fin ? Comme le montre André Fontaine, l'Irak et l'Iran n'ont pas de peine à trouver des armes, et la diplomatie américaine a fait faillite aussi bien entre Israël et les Palestiniens qu'à Beyrouth. La seule médiation en cours est celle que Damas cherche à imposer aux divers clans libanais : Jean-Pierre Péroncel-Hugoz montre à ce propos toute l'équivoque du mot, souvent employé, de « déconfectionnalisation ». Marc Bergé rappelle ce qu'est pour l'essentiel la nature de l'islam, et Maxime Rodinson saluait la publication du premier dictionnaire franco-arabe digne de ce nom.

Le prénom du facteur

par JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Si le rationalisme est le drame de l'Occident, il n'est certes pas celui de l'Orient, où, par exemple, le concept de déconfectionnalisation est généralement exclusif de celui de laïcisation. Ainsi, la plupart des pays arabo-musulmans qui s'affirment encore aujourd'hui « progressistes », voire « laïcs », ont, malgré tout, une religion d'Etat (l'islam) et des règlements rigoureux prescrivant le mariage d'une musulmane avec un non-musulman, l'adoption d'un enfant, l'athéisme ou la conversion à une autre foi que l'islam.

On rencontre des musulmans qui se montrent de vifs partisans de la laïcité, mais qui, dès qu'ils sont en communauté, n'ont plus de peine à défendre la position selon laquelle la religion doit être une affaire privée. D'où un double langage permanent qui finit par trahir l'Occidental. Il faut donc bien qu'un jour les dirigeants palestiniens s'expliquent sur leur discours « démocratique et laïc » à usage externe et leurs réflexes confessionnels sur le terrain. Ainsi Yasser Arafat lançant à Tripoli du Liban, en présence du cheikh intégriste Sâd Chaabane, que « le musulman n'a pas le droit de se laisser gouverner par (...) un infidèle » (1).

Le paradoxe, dans l'affaire libanaise, c'est qu'on est arrivé à faire passer les chrétiens pour les adversaires de la laïcité, alors qu'ils ont été les promoteurs de cette idée en Orient. Dans un discours prononcé à huis clos devant les cadres de son régime, le 20 juillet 1976, le général Hafez El Assad raconta : « Kamal Joublatti me parla un jour d'un Etat laïc au Liban. Je lui fis observer que les Kataëbs (les Phalanges) plaident avec plus d'ardeur encore le dossier de la laïcité mais que le mufti Khaled et l'imam Sadr s'étaient récriés contre cette atteinte à l'essence de l'islam ».

Le Monde reçoit quotidiennement en ce moment des lettres de Libanais chrétiens expliquant sur tous les tons qu'ils sont « à mille pour cent » en faveur de la laïcisation « à condition qu'elle soit totale, de la carte d'identité aux fonctions politiques, du divorce à l'héritage, de la justice à l'armée, et ne concerne pas seulement la présidence de la République ». La grande peur des chrétiens

est que, si la charge présidentielle est seule déconfectionnalisée, y accède un jour un musulman tout à fait modéré, comme Sadate ou l'actuel président soudanais, mais que, soumis comme ces deux derniers à des pressions islamistes, il décrète ex abrupto que « le Coran est la source fondamentale de la loi ».

L'arabe langue sacrée

A partir de ce moment-là serait caduc leur statut de citoyens à part entière auquel tiennent tant les Libanais chrétiens, car, quel qu'on dise, il est unique - une « anomalie » - disent les islamistes - pour des non-musulmans vivant dans le monde islamique. Le député anti-phalangiste Raymond Eddé nous confiait en 1979 : « Les maronites ne veulent pas devenir comme les copistes d'Egypte, qui doivent cacher leur prénom chrétien pour devenir facteur ». L'image était un peu forcée, mais en Egypte, depuis Nasser, il n'est plus possible, par exemple, à un chrétien arabophone d'enseigner l'arabe, « langue du Coran ».

En réalité, l'islam ne pourra sans doute donner le meilleur de lui-même que lorsqu'il aura cessé de s'accrocher à cet intégrisme mouquin - non sans similitude avec l'apartheid mesquin - de l'Afrique du Sud. Et cette déconfectionnalisation - on devrait dire cette libération - devra, pour être crédible, commencer par le bas. Si le Liban continue, souhaitons que la première mesure de son nouveau gouvernement soit l'application de la décision prise en février 1979 par le ministre de l'Intérieur druze du président Sarkis, Salah Selmane, de ne plus faire figurer la confession sur les cartes d'identité.

Un tel pas franchi, la voie serait ouverte à un recensement non confessionnel, à toutes les variétés de mariages interreligieux, bref à la vraie déconfectionnalisation. Limitée au poste de chef de l'Etat, elle serait un leurre qui signifierait à terme l'islamisation de toutes les structures libanaises.

(1) Journal *Al Nahar*, Beyrouth, 9 octobre 1983.

Force ou faiblesse de l'islam ?

par MARC BERGÉ (*)

L'ISLAM ne cesse de défrayer la chronique. Il fait parler de lui sur tous les continents, surtout en Asie et en Afrique. Un homme sur six est musulman. Quarante-deux des cinquante-cinq Etats qui comptent le plus de musulmans ont rejoint l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), qui se penche sur les problèmes tant politiques qu'économiques ou culturels concernant cette vaste communauté musulmane de 800 millions de croyants. Demain un milliard.

Mais que recouvre ce mot islam, employé si aisément par tout le monde ? N'évoque-t-il pas dans les consciences non musulmanes plus d'images d'effractions, de destruction, d'opposition, de fanatisme, de tolérance, de construction et de conciliation ? Et ce nom d'Allah, Dieu, l'Unique, qu'on ne peut esquiver ? Il retentit dans la rue, il se dépose en calligraphie.

Tout le monde, depuis les événements d'Iran et d'Afghanistan, connaît la formule : « Allah Akbar ! Dieu est plus grand ». Mais, pour le musulman, Dieu est-il un boulet qu'il traîne, ou une force de libération ? Que de malentendus à dissiper. « On est toujours l'ennemi de ce que l'on ignore », disait-on dans les milieux intellectuels de Bagdad au X^e siècle, reprenant un vieux dicton de la sagesse antique.

Quelle est donc la force originale de l'islam, qui lui conserve sa capacité d'intervention ? Dans la vie quotidienne des musulmans, nous voyons cette force - ou, faute de fidèle au message islamique, cette faiblesse - éclater au grand jour. Car l'islam porte en lui sa propre force critique pour dénoncer jusqu'aux erreurs et aux méfaits commis en son nom.

L'expérience montre que l'ensemble du public arabo-islamique mal les ressorts essentiels de l'islam. Il est vital de comprendre la dynamique permanente de la conscience islamique. Quatre faits nous paraissent fondamentaux :

— L'islam est une communauté (Umma) à laquelle est confié un rôle à la fois politique, social et religieux, à l'échelle de l'humanité. Son message - révélatrice en langue arabe - est universel. « L'Arabe n'est supérieur à un non-Arabe », a dit Mahomet avant sa mort.

chilte et druze n'ont aucune envie particulière de servir les intérêts et les ambitions de Damas. Il s'y ajoute que, depuis la maladie qui l'a tenu écarté plusieurs semaines du pouvoir l'an dernier, Hafez el Assad est un homme affaibli. Le bruit a couru que son propre frère avait tenté de prendre sa place, et la nomination de trois vice-présidents, dont le frère en question, montre que le chef de l'Etat cherche soit à se décharger de certaines de ses tâches, soit à préparer sa succession.

L'accueil chaleureux réservé à Moscou, au moment des obsèques d'Andropov, à Yasser Arafat, qu'Assad cherche à éliminer, montre que l'URSS, de son côté, ne doit apprécier qu'à moitié son allié de Damas : il est par trop clair en effet qu'il entend se servir de lui. Enfin, bien qu'il soutienne activement, par hostilité à l'Irak, la cause de l'Iran, le président syrien officiellement allié, et membre d'une secte - les alaouites - qui, bien qu'elle ne représente que 11 % de la population syrienne, détiennent tous les postes-clés, n'est pour les Frères musulmans qu'un hérétique doublé d'un bourreau sans scrupules, à abattre à la première occasion.

Tout à tour, et à diverses reprises, depuis le départ des Français et des Britanniques, qui avaient pris eux-mêmes, en 1918, le relais de l'hégémonie ottomane, les Etats-Unis, l'Egypte, l'Irak, Israël, l'URSS ont essayé d'établir leur propre hégémonie dans la région. On ne compte pas d'autre part les tentatives faites pour garantir le statu quo et la paix par un accord des principales puissances, soit de l'Occident, soit de celles-ci et de l'URSS à la fois. Toutes ces ambitions ont été déçues.

Quelles que soient la détermination, l'intelligence, la connaissance du terrain et des hommes d'un Hafez el Assad, il semblerait surprenant qu'il réussisse là où tous les autres ont échoué. Il n'est d'ailleurs pas à l'abri des erreurs : après tout, c'est lui qui, en voulant le briser, a jeté Yasser Arafat dans les bras de l'Egypte, sa rivale de toujours, ouvrant ainsi la porte à sa réintégration dans la famille arabe. Pour longtemps encore, le Proche-Orient paraît voué aux affres de la « balcanisation », pour ne pas dire des guerres tribales, la paix n'y étant, selon la forte formule de Léonine après Brest-Litovsk, qu'une « trêve pour la guerre ».

ANDRÉ FONTAINE.

LU

AS-SABIL, de Daniel Reig

Le premier dictionnaire français de l'arabe moderne

On a du mal à le croire, mais il n'existait pas, jusqu'ici, de dictionnaire arabe-français et français-arabe utilisable, tenant compte, au premier chef, de l'arabe moderne, la langue utilisée par la presse, la littérature courante, les documents officiels, les discours, de l'Irak au Maroc. Pourtant, les étudiants en arabe, jeunes ou moins jeunes, se multiplient, les cours, officiels ou privés, voient affluer les élèves.

Qu'y avait-il avant ce dictionnaire élaboré par Daniel Reig ? La liste est vite faite : pour l'essentiel, le dictionnaire arabo-français, le dictionnaire de Kachimirski, qui remonte à 1860 et abonde en termes techniques familiers à la littérature arabe médiévale, notamment sur les parties du corps du chameau, son élevage et sa sexualité ; le petit volume métrique, modestement intitulé *Vocabulaire*, compilé par un juvénat français de Beyrouth, le R.P. J.-B. Bellet en 1883, souvent réimprimé sans grandes modifications ; le monumental et peu maniable dictionnaire de l'arabe classique, médiéval et moderne, lancé par R. Blanchet en 1964, mais dont la publication en fascicules a été arrêtée il y a dix ans au beau milieu de la dernière lettre de l'alphabet. A part cela, les lexiques d'un domaine limité comme l'électricité, des suppléments aux dictionnaires existants, de modestes vocabulaires, et c'est tout.

Les Allemands, mieux lotis, avaient, depuis 1952, l'admirable dictionnaire arabo-allemand de Hans Wehr, plus tard (1961) traduit en anglais.

Un enseignement français, Daniel Reig, a entrepris de combler cette lacune et, chose merveilleuse, il y a réussi. Il a noté pendant de longues années des mil-

liers et des milliers de fiches sur les journaux, la littérature moderne, les textes officiels. Il a trié, mis en ordre, consigné toutes les racines, de façon rationnelle et pratique, dans un gros livre élégamment présenté.

Enfin, le lecteur français de textes arabes peut voir traduits dans un dictionnaire les mots qui griffent « satellites de communication » ou « géomorphologie ». Dans ses quelques mille cinq cents pages, D. Reig enregistre aussi bien des mots se rapportant à la vie traditionnelle, souvent encore partie de la réalité contemporaine dans les pays arabes, souvent aussi évoqués par la littérature.

Il y a là, dans la partie arabo-française, plus de quarante mille vocables et expressions. Les expressions sont très nombreuses. Avec des proverbes et autres locutions usuelles, elles servent d'exemples. C'est une aide précieuse pour comprendre les textes.

L'index français-arabe est intelligentement conçu, détaillé et copieux. On peut donc se servir du livre à la fois pour comprendre un texte arabe et pour traduire du français en arabe. Des appendices (cours de grammaire arabe...) aideront beaucoup l'arabisant plus ou moins novice.

Il s'agit de l'arabe moderne, qui suit les règles de la vieille langue littéraire, celle du Coran, mais qu'il emploie ou que lisent des dizaines de millions d'Arabes aujourd'hui avec des milliers d'innovations concurrentes, tous les jours proposées, du Maroc à l'Irak.

MAXIME RODINSON.

* Daniel Reig, *As-Sabil, dictionnaire arabo-français / français-arabe*, Larousse (Collection « Sarrasin »), environ 1 450 pages, relié, 151 F.

La fontaine de sang

(Suite de la première page.)

Huit en vendent, ou en ont vendu aux deux, parmi lesquelles l'URSS et les Etats-Unis qui maintiennent un « profil bas », leur aide étant schématisée « de manière indirecte, souvent par l'intermédiaire de leurs alliés ». A la possible exception de la France, écrit le SIPRI, très peu des pays impliqués dans la vente de pièces de rechange montrent des signes qu'ils veulent voir la fin de la guerre. Enfin, le trafic d'armes privé est, bien entendu, en pleine expansion (boom).

Tout porte donc à croire que la guerre se poursuivra aussi longtemps que l'une des deux armées n'aura pas remporté une victoire totale. A moins évidemment que l'inévitable disparition de Khomeiny n'entraîne l'effondrement de son régime : après tout, la fanatisme des Marie-Louise persans a des limites, comme on le voit au nombre des prisonniers qu'il fait ces temps-ci les Irakiens. Mais l'imam appartient à une famille de centenaires, le pouvoir se transmettra à son fils, et des dizaines de milliers de mollahs encadrent de très près la population.

Ne pourrions-nous pas imaginer une médiation ? Plusieurs pays, dont l'Algérie, s'y sont vainement essayés. L'URSS avait pratiquement imposé la sienne, en janvier 1966,

entre l'Irak et le Pakistan en guerre pour le Cachemire. Mais c'est en vain qu'elle a cherché à en faire un pont, en 1977, entre l'Ethiopie et la Somalie. Aujourd'hui, après l'expulsion de nombreux diplomates soviétiques de Téhéran et l'exécution de dirigeants communistes iraniens, l'influence dont elle dispose auprès de l'imam est au plus bas.

Quant aux Etats-Unis, la banque-route de leur action au Liban a porté un coup terrible à leur crédit au Proche-Orient. A preuve, le réquisitoire que vient de prononcer contre eux l'un des hommes sur lesquels ils croyaient le plus pouvoir compter dans la région : Hussein de Jordanie. « Ils ont perdu toute crédibilité en tant que médiateurs », vient-il de déclarer en propres termes, dans une interview au *New York Times*, en raison du soutien excessif qu'il donne au seul Israël (2). Et le souverain de laisser entendre qu'il pourrait lui aussi se procurer des armes à Moscou.

La Syrie protectrice des chrétiens du Liban ?

A l'automne 1982, après le départ des Palestiniens de Beyrouth, il semblait que la Maison Blanche eût toutes les cartes en main : Yasser Arafat lui-même commen-

çait à flirter avec elle. Aujourd'hui, on voit mal celles qui pourraient servir de médiation. C'est Hafez el Assad, le maître de la Syrie, que Begin croyait, il y a moins de deux ans, avoir mis quasi définitivement hors jeu. Lui seul paraît en mesure de jouer les médiateurs. Non, certes, entre Israël et les Arabes, et encore moins entre Téhéran dont il est l'allié, et ses frères ennemis de Bagdad, mais entre les diverses factions libanaises.

Il ne faut pas, bien entendu, se méprendre sur le sens de cette médiation. Son article premier, c'est qu'elle consacre ce protectorat syrien que le président Sarkis avait déjà accepté en fait il y a neuf ans et que les phalangistes avaient cru pouvoir remettre en question dans la foulée de l'invasion israélienne. Mais Amine Gemayel s'est fait apparemment payer d'un bon prix son voyage à Damas-Canossa et l'abandon du traité avec Israël. Il a dû passer avec Assad un accord assez complet sur la manière dont ce protectorat sera exercé. Et, sur les écrans de télévision, il apparaît si souriant.

Le maître de la Syrie, il ne faut jamais l'oublier, est un adepte totalement dénué de scrupules de la *Realpolitik*, laquelle enseigne qu'il faut diviser pour régner et sur lequel on ne peut jamais manifester la moindre reconnaissance à qui que ce soit. Si les chefs druzes et chiites du Liban se sont imaginés que, pour les remercier de l'appui décisif que lui ont donné leurs milices, Assad leur permettrait de couvrir l'Etat libanais, ils se sont fait beaucoup d'illusions. Mais on a peine à croire qu'un Walid Joublatti puisse entretenir la moindre, alors que ses provisoires alliés syriens ont assassiné, il n'y a pas si longtemps, son propre père.

En tout cas, il est de plus en plus évident que Damas est décidée, au moins pour le moment, afin de consolider son pouvoir à Beyrouth, à jouer, comme il l'avait déjà fait, à la surprise générale, en juin 1976, le rôle de protecteur des chrétiens. Déjà Assad a obligé Nabih Berri et Joublatti, qui comparurent en justice d'Amine Gemayel, à accepter son maintien à la tête de l'Etat. Il leur reste encore beaucoup de consœurs à avaler. Mais ils ne peuvent oublier que c'est de Syrie que leur viennent toutes leurs armes.

Est-ce à dire que, au Liban au moins, cette fontaine de sang qui symbolise si bien, hélas ! l'actuel Proche-Orient va s'arrêter résolu à la prudence, et les « bases »

Une vraie ville de congrès
à 100 minutes de Paris par le TGV



DIJON

Mairie de Dijon
Palais des Etats de Bourgogne
Téléphone (80) 87.51.51

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4807-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.R., 65 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 L. ; Japon, 375 ¥ ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 182 ml.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1959) Jacques Faivre (1959-1982)					
Imprimé au "Monde" 5, rue des Italiens PARIS-8					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-3037					

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'appoint.

(2) Le Monde du 17 mars.

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

La France de M. Mitterrand bénéficie d'un large crédit de confiance et de sympathie

De notre correspondant

Washington. — Tout devrait séparer M. Reagan, conservateur californien aux idées carrées, de M. Mitterrand, socialiste européen fondé sur le jeu de l'esprit. Le président américain apprécie pourtant assez le chef de l'Etat français pour n'avoir pas hésité, à la fin de l'année dernière, à le citer dans l'une de ses adresses radiophoniques du samedi.

Il est vrai que la phrase reprise par M. Reagan — « Le pacifisme est à l'Ouest et les euro-missiles sont à l'Est » — aurait pu être de son cru, mais c'est précisément cette communauté de vues sur les rapports Est-Ouest qui a permis une réelle connaissance entre les deux hommes. Une visite d'Etat est par définition amicale, mais celle que M. Mitterrand entame aux Etats-Unis ce mercredi 21 mars ne devrait pas l'être seulement en vertu du genre. Elle devrait, au contraire, refléter l'excellent état des relations de la Maison Blanche et de l'Elysée, ce qui ne signifie pas que les présidents américains et français se trouveront d'accord sur tout.

Paradoxal, parce que incarné par MM. Reagan et Mitterrand, ce retour à la confiance entre les deux pays tient, après tant d'années de suspicion et de tension, à des évolutions profondes. Lorsque au début des années 60, le rapport des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique était encore largement en faveur des premiers, la France du général de Gaulle pouvait, sans danger pour la sécurité de l'équilibre international, affirmer son indépendance. Elle le devait d'autant plus qu'à une époque où l'alignement sur Washington dominait largement dans le reste de l'Europe, elle défendait ainsi ses positions dans le monde, où elle faisait entendre une troisième voix qui n'aurait pas dû être que la sienne propre.

Dès lors qu'à la fin des années 70 le rapport des forces américano-soviétiques avait évolué au point que l'URSS entreprenait d'ajouter sur le théâtre européen son avantage nucléaire à sa supériorité dans le domaine de l'armement classique, la France était naturellement conduite à se faire, sur le continent, le champion du rééquilibrage. L'existence de sa force de dissuasion a épargné à

sa population la peur d'un naît le pacifisme. Elle en avait les capacités politiques — renforcées de surcroît par l'appartenance du Parti communiste à la majorité gouvernementale. Elle en ressentait également la nécessité face aux faiblesses apparaissant en Europe du Nord devant la campagne menée par l'Union soviétique pour s'assurer une suprématie militaire régionale porteur d'une inhibition politique des pays continents de l'alliance atlantique.

L'élection à la présidence de la République d'un homme ayant une expérience certaine des rapports avec les appareils communistes et assez de titres à pouvoir dire que la menace soviétique ne saurait être réduite à un épouvantail agité pour défendre un ordre social, a enfin beaucoup joué. Gouvernée par M. Mitterrand, la France était à même de parler en la matière plus nettement qu'elle ne l'eût sans doute fait sous une autre majorité.

Côté américain, la satisfaction suscitée par le rôle pris par le président français a été et demeure aussi vive qu'avait été profonde les craintes ressenties au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Au-delà, pourtant, du charme opéré par cette divine surprise, il y a une raison plus essentielle à l'actuelle chaleur des relations franco-américaines : l'interrogation pesant sur l'Allemagne fédérale.

Le mouvement pacifiste, au grand soulagement de Washington, semble s'y être essouffé depuis qu'il n'a pu empêcher le début du déploiement des euro-missiles et depuis que l'URSS s'est unilatéralement retirée des négociations de Genève. Il n'en reste pas moins que la tentation neutraliste, en RFA, trois racines au moins. Le désir d'abord d'un rapprochement entre les deux Etats allemands. La perspective pour le réajustement de la balance des pouvoirs en Europe, d'être le premier champ de bataille d'un hypothétique conflit Est-Ouest. L'anti-américanisme enfin des jeunes générations qui aspirent à une identité nationale après avoir grandi après la guerre dans un pays sans identité et à l'ombre politique et culturelle des Etats-Unis.

Officiellement, ces problèmes à long terme n'ont pas pour Washington, et l'on comprend facilement que l'on ne tienne pas à les aborder, même officiellement. Il suffit cependant d'entendre l'insistance mise au département d'Etat à chanter les mérites français, de lire aussi la chaleureuse pleine page consacrée, dimanche dernier, à M. Mitterrand par le *Washington Post*, pour voir que la France — malgré la gauche et ses débâcles électorales — n'est plus loin d'être considérée par les Etats-Unis comme leur allié le plus solide en Europe.

Un atlantisme solide

Ce mouvement se renforce d'une perception nouvelle de l'ancrage atlantique de l'Europe du Sud (France, Italie, Espagne et Portugal), qui se trouve aujourd'hui être tout entière socialiste, et dont Washington voit en Paris une figure de proue. L'esquisse de ce sous-ensemble géopolitique est observée avec autant d'attention que sera écouté M. Mitterrand.

Il ne fait pas de doute que les entretiens qu'aura jeudi et vendredi le président de la République avec M. Reagan et nombre de ses collaborateurs seront de véritables échanges de vues. La raison, abondamment soulignée dans les milieux officiels américains, en est que la France joue un rôle, parfois de pre-

mier plan, dans toutes les grandes questions internationales.

Au Proche-Orient, où Washington esuie des déboires, la France reste, encore, en prise — présente au Liban par l'histoire mais aussi, aujourd'hui du moins, par ses soldats. A quelques encablures, dans le Golfe, elle est encore là, acteur important par les livraisons d'armes à Bagdad de la guerre entre l'Irak et l'Iran. En Afrique noire et du Nord, les positions de la France lui confèrent un rôle-clé, en particulier au Tchad, vis-à-vis du colonel Kadafi, qui est, au moins autant que M. Castro, bonni des Etats-Unis.

Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, encore, l'attitude du gouvernement français pèse par les bonnes relations qu'il entretient avec Cuba, et l'influence qu'il cherche à exercer sur l'évolution de la crise caraguayenne en modulant son attitude à l'égard des sandinistes.

Pour ce qui est des relations Est-Ouest, et plus précisément des possibilités et des modalités d'une éventuelle reprise du dialogue avec Moscou, les positions françaises sont, là encore, à prendre en compte. Deux raisons à cela : la France est un élément important de ce jeu diplomatique, et la question de la comptabilisation de sa force de frappe est un des problèmes majeurs qui se posent dans une reprise des négociations sur le désarmement.

La France, enfin, est non seulement un membre de poids de la Communauté européenne, mais en assume aussi aujourd'hui la présidence au beau milieu d'une crise qui ne peut laisser indifférents les Etats-Unis.

Les points de désaccord — en tout premier lieu sur les politiques financières et centre-américaines de Washington — ne manquent pas entre M. Reagan et M. Mitterrand, dont les personnalités n'ont, de surcroît, rien de commun. Il n'en est pas moins sûr que la France est un interlocuteur difficile à négliger pour les Etats-Unis dans la conduite de leur politique étrangère. Cet interlocuteur bénéficie, en 1984, d'un crédit de confiance et de sympathie rarement atteint.

BERNARD GUETTA.

Un commentaire de l'agence officielle tchécoslovaque. — L'agence tchécoslovaque de presse CTK a reproché, mardi 20 mars, à la France de « quitter son rôle traditionnel de défenseur de la confiance et de la détente sur le continent européen pour se rapprocher des Etats-Unis », dans un commentaire sur la visite de M. Mitterrand aux Etats-Unis. L'agence affirme encore que le président français fait preuve d'une « compréhension inhabituelle » à l'égard de la « solidarité atlantique ». « En dépit de nuances dans les positions française et américaine, dues à des considérations de politique intérieure, le processus de rapprochement entre Paris et Washington se poursuit », ajoute CTK.

A un moment où la tension internationale s'aggrave, l'agence s'étonne que « le président Mitterrand rencontre son homologue américain pour la huitième fois depuis 1980, alors qu'aucun d'entre eux n'a rencontré un dirigeant suprême de l'URSS ».

DE NOMBREUSES RENCONTRES ANTÉRIEURES

Depuis l'avènement de la V^e République, tous les présidents français ont effectué une visite d'Etat aux Etats-Unis, à l'invitation de leur homologue américain :

— Général de Gaulle, du 22 au 29 décembre 1959 (Dwight Eisenhower) ;

— Georges Pompidou, du 23 février au 3 mars 1970 (Richard Nixon) ;

— M. Valéry Giscard d'Estaing, du 17 au 22 mai 1976 (Jimmy Carter) ;

M. François Mitterrand est déjà venu trois fois aux Etats-Unis depuis qu'il est président de la République : en octobre 1981 pour les cérémonies du bicentenaire de la bataille de Yorktown, en mars 1982 pour la préparation du sommet économique de Versailles, et en mai 1983 pour le sommet économique de Williamsburg. M. Mitterrand et Reagan se sont aussi rencontrés au sommet d'Ottawa (juillet 1981), à celui de Cancun (octobre 1981), le 9 juin 1982, à Bonn, pour une réunion de l'alliance atlantique, et au sommet de Versailles (juin 1982).

Le 28 septembre 1983, M. Mitterrand s'est rendu à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, d'où il a lancé un appel en faveur du désarmement et du développement.

A TRAVERS LE MONDE

Ghana

• UNE CENTAINE DE DISPARUS DANS UN NAUFRAGE. — Deux bateaux ont coulé, samedi 17 ou dimanche 18 mars, au large d'Accra, lors d'une opération de transbordement de passagers, entraînant la disparition d'une centaine de personnes, apprend-on mardi 20 mars dans la capitale ghanéenne, de source policière.

Mozambique

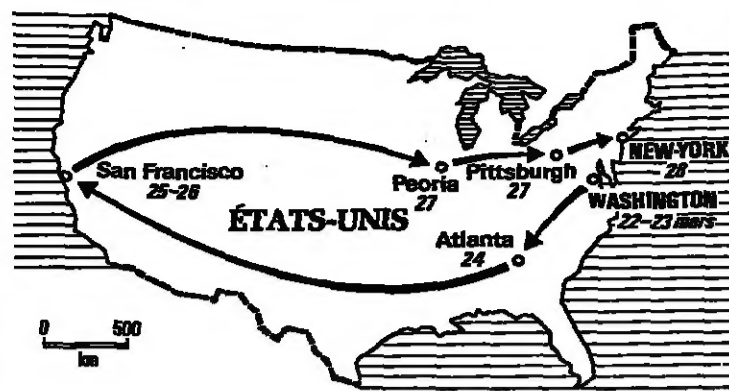
• UN CONVOI MILITAIRE ATTAQUÉ PAR LA RNM. — Une unité de l'armée mozambicaine escortant un convoi de cinquante camions a été attaquée, dimanche 18 mars, près de la frontière du Malawi, lors d'une embuscade tendue, semble-t-il, par des combattants de la Résistance nationale du Mozambique (RNM). A Harare (Zimbabwe), on indiquait, mardi 20 mars, de sources diplomatiques, que huit camions ont été détruits et que la plupart des soldats gouvernementaux ont été tués. Cette attaque est la première depuis la signature, le 16 mars, du pacte de non-agression entre le Mozambique et la République Sud-Africaine.

Pologne

• PROCÈS A KATOWICE. — Le procès de M^{me} Anna Walentynowicz, l'une des grandes figures des grèves d'août 1980 à Gdansk, et de M. Kazimierz Switon, fondateur des syndicats libres, s'ouvrira le 4 avril prochain devant le tribunal régional de Katowice (sud du pays). s-t-on apprit mardi 20 mars. Ils avaient été arrêtés, le 4 décembre dernier, alors qu'ils s'approprièrent à apposer devant la mine Wujek, à Katowice, une plaque à la mémoire des neuf mineurs tués par la milice, trois jours après l'instauration de l'état de siège. — (AFP.)

Taiwan

• LE PRÉSIDENT CHIANG CHING-KUO RÉÉLU. — Le président Chiang Ching-kuo, soixante-quatorze ans, a été réélu, mercredi 21 mars, pour un nouveau mandat de six ans, par l'Assemblée nationale taïwanaise. M. Chiang était le candidat unique du parti nationaliste chinois Kuomintang, au pouvoir à Taïpei depuis 1949. Il est le fils aîné de l'ancien dirigeant nationaliste Tchang Kai-shek, décédé en 1975. — (AFP.)



Le programme de la visite

M. François Mitterrand quitte Paris ce mercredi 21 mars en fin de journée, à bord de Concorde, pour un voyage officiel de sept jours aux Etats-Unis.

Les premières quarante-huit heures seront consacrées à la partie purement politique de cette visite. Le président de la République s'entretiendra, jeudi en fin de matinée, pendant une heure et demie environ, avec M. Ronald Reagan, à la Maison Blanche, puis il prononcera, l'après-midi, un discours devant le Congrès, avant de rencontrer le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Le soir, il sera l'invité de M. Reagan à un dîner à la Maison Blanche.

Vendredi, après un déjeuner avec le vice-président Bush, M. Mitterrand s'entretiendra avec M. Jacques de Larosière, directeur du Fonds monétaire international, puis avec M. Richard Lesh, président de la Chambre de commerce américaine. Après avoir enregistré samedi matin l'émission « Rencontre avec la presse », diffusée dimanche par la chaîne NBC, le président de la République quittera Washington pour Atlanta, où il sera reçu par le maire, M. Andrew Young (ancien ambassadeur de M. Carter aux Nations unies), et où il déposera une gerbe au pied de la tombe du pasteur Martin Luther King. Le même jour, M. Mitterrand se rendra à San Francisco, où l'accueillera le maire démocrate de la ville, M^{me} Diane Feinstein.

Il visitera, dimanche, le village scolaire de Davis, puis offrira, dans un restaurant français, un dîner en l'honneur de personnalités scientifiques et culturelles.

La communauté scientifique de Californie

Le lundi 26 mars, M. Mitterrand prononcera un discours à l'université de Berkeley, l'un des neuf campus qui composent l'université de Californie. Puis, à l'université Stanford, il participera à un débat avec les présidents des sociétés de Silicon Valley (siège de 1 400 sociétés qui travaillent essentiellement dans l'électronique) et les chercheurs de Stanford. Le soir, le chef de l'Etat s'exprimera devant le World Affairs Council (hommes d'affaires, industriels, avocats, banquiers...) et la Commonwealth Club.

Le lendemain, M. Mitterrand visitera, à Knoxville (Illinois), la ferme de M. John Block, secrétaire d'Etat à l'agriculture, avant de prononcer, à Pittsburg, un discours au Carnegie Mellon, université qui compte un institut de robotique.

Le mercredi 28 mars à New-York, M. Mitterrand s'entretiendra avec des hommes d'affaires américains, déjeunera en compagnie des membres de l'Economic Club, se rendra à l'hôtel de ville où il s'entretiendra avec le maire, M. Edward Koch, puis rencontrera des personnalités des milieux culturels et économiques chez M. Elie Wiesel.

Le président de la République quittera New-York dans la soirée, pour Paris, où il reviendra jeudi matin.

Le gouvernement américain actuel est « le plus antisoviétique et le plus militariste de l'histoire de nos relations » déclare un porte-parole soviétique

En visite à Paris, M. Georgui Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada de l'Académie des sciences de l'Union soviétique et membre du comité central du PC soviétique, s'est montré, mardi 20 mars, extrêmement pessimiste sur l'état et les perspectives des relations soviéto-américaines, qu'il a qualifiées de « très mauvaises » et qui ne pourront s'améliorer, selon lui, que si « la politique ou les hommes changent » aux Etats-Unis.

« Si un tel changement se produit, sous Reagan ou après », a dit M. Arbatov au cours d'une table ronde organisée par l'Institut national supérieur d'études de défense et de désarmement (INSED), nous essaierons d'en profiter pour retourner à une situation normale dans nos relations avec les Etats-Unis. »

« Nous sommes conscients, a-t-il ajouté, d'avoir en face de nous le gouvernement le plus antisoviétique et le plus militariste de toute l'histoire de nos relations avec les Etats-Unis. »

M. Arbatov a constaté, d'autre part, la détérioration des rapports entre l'Union soviétique et la France dont, a-t-il dit, « nous ne comprenons pas toujours la politique, en particulier la politique militaire ». Il a justifié la demande soviétique de prendre en compte dans le calcul des armements en Europe les forces nucléaires françaises qui, a-t-il dit, « sont plus importantes que celles que nous avions à la veille de la crise de Cuba » (en 1962) et dont « nous ne pouvons imaginer vers quels objectifs elles pourraient être dirigées, à part notre pays ».

LA PRIÈRE A L'ÉCOLE

M. Reagan s'est acquis le soutien de la droite malgré un échec au Sénat

Correspondance

Washington. — Malgré les incessantes pressions exercées par la Maison Blanche et les interventions personnelles du président Reagan auprès des sénateurs, l'amendement constitutionnel visant à rétablir l'organisation de prières dans les écoles publiques (*le Monde* du 10 mars) n'a pas réuni la majorité requise des deux tiers.

Le président a subi un échec, mais, compte tenu de la faiblesse relative de la majorité (56 contre 44), les groupes qui font campagne pour l'amendement peuvent se targuer d'avoir remporté une victoire morale leur permettant de reprendre l'offensive avant la fin de la session parlementaire. Très probablement, le président devra accepter un compromis, c'est-à-dire en fait une révision de l'amendement qui recommandera la généralisation de la « prière silencieuse ».

M. Reagan avait livré bataille pour la prière à haute voix, recommandée par les éléments les plus conservateurs des églises protestantes appuyés sur des groupes de pression comme la Moral Majority, Christian Voice ou encore le Club PTL (Praise the Lord : louons le Seigneur) qui diffuse ses messages sur un important réseau de télévision par câble et de stations radiophoniques.

Outre la référence au principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les adversaires de l'amendement ne manquaient pas d'arguments : s'il est établi que la prière soit écrite par les autorités fédérales, qui la rédigerait ou la choisirait ? Le professeur ou chaque élève à tour de rôle ?

Le président n'avait rien à perdre en se lançant dans ce débat académique. Sa défaite consolide sa position auprès de la droite républicaine, bien qu'il s'expose à être taxé d'hypocrisie par ses adversaires. Son comportement, en effet, dément sa pensée rhétorique sur le retour aux valeurs traditionnelles « du travail, de la famille et de la foi ». Le président va rarement à l'église : neuf fois depuis le début de son mandat.

Souvent, il évoque le « bon vieux temps » où la famille était le

« fondement solide de la société américaine ». Mais cette Amérique-là, provinciale et pastorale, n'est pas celle dans laquelle il a évolué. Sa vie familiale est analogue à celle de milliers de ses compatriotes, divorcés, remarqués et aux liens familiaux très relâchés.

Le contraire d'un puritain

Les enfants de son premier mariage avec l'actrice Jane Wyman viennent rarement à la Maison Blanche. Dans une interview donnée au magazine *Redbook*, son fils Michael regrette que ses propres enfants (les seuls petits-enfants du président) ne voient pas souvent leur grand-père. M. Reagan vit dans un milieu très éloigné de l'Amérique profonde, avec des artistes comme Frank Sinatra, ou des milliardaires comme MM. Walter Annenberg ou Alfred Bloomingdale, qu'il avait envisagé de nommer à un poste administratif important.

Le président affirme prêter à un renouveau de la foi. Le meilleur exemple en est qu'un sondage Gallup récent indique que 82 % des Américains souhaitent « ramener Dieu dans les écoles publiques ». Mais un autre sondage indique que 60 % des Américains préfèrent, comme M. Reagan, rester chez eux le dimanche plutôt que d'aller à l'église.

A la vérité, M. Reagan est le contraire d'un puritain ou d'un précepteur à la Jimmy Carter. Il n'est pas l'homme de la rigueur, mais un bon vivant, tolérant et indulgent à l'égard des faiblesses humaines. Peut-être son zèle de croisé contre l'avortement, pour les prières dans les écoles publiques, visait-il non seulement à se dédouaner politiquement auprès des éléments conservateurs, mais à prévenir le reproche d'un certain laxisme. Il a joué le jeu à fond : il prie avec ostentation, le visage crispé dans le recueillement. Il en rejoue, il en fait trop, comme un vieil acteur...

HENRI PIERRE.

EUROPE

L'ÉCHEC DU SOMMET EUROPÉEN

L'intransigeance de M^{me} Thatcher l'a conduite à repousser des offres pourtant favorables à la Grande-Bretagne

Bruxelles (Communautés européennes). — M^{me} Margaret Thatcher et les neuf autres chefs d'Etat et de gouvernement ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni au cours des années 1984 et suivantes pour alléger sa contribution au budget européen.

Cet échec va engendrer des tensions sérieuses dans la Communauté, même si les principaux protagonistes s'accrochent à l'idée d'une crise ouverte ou d'une rupture. « Nous allons recommencer », l'Europe des Dix n'est pas morte, mais elle a reçu un coup supplémentaire : plus il y a de blessures, plus l'état de santé s'aggrave, la cause n'est pas désespérée et elle peut être encore servie », a déclaré M. François Mitterrand, qui a indiqué qu'il allait poursuivre ses efforts pour essayer de rendre possible un accord au conseil européen qui se tiendra au mois de juin à Fontainebleau.

M^{me} Thatcher a insisté de son côté sur le rapprochement des positions en présence et sur la nécessité de persévérer afin d'aboutir en juin. Les principaux acteurs se menagent, mais des coups de pied commencent à être échangés. Ainsi mardi soir, aussitôt le conseil européen terminé, les ministres des affaires étrangères des Dix se sont réunis pour décider s'il fallait adopter le règlement rendant possible le versement de la compensation budgétaire au Royaume-Uni pour l'année 1983, dont le montant est de 750 millions d'ECU, soit 5,17 milliards de francs — avait été fixé en juin lors du conseil européen de Stuttgart. Les Français et les Italiens, qui, dès Stuttgart, avaient indiqué que dans leur esprit l'octroi de cette compensation était subordonné à un accord d'ensemble, s'y sont opposés. Interrogé à ce sujet, M^{me} Thatcher a estimé que c'était là une « attitude inadmissible ».

Menace antibritannique

Au lendemain du sommet, on est amené à distinguer la situation sur le plan politique et sur celui du fonctionnement de la Communauté. Sur le plan politique, les impressions sont contrastées. M. Mitterrand, président en exercice du conseil européen, fait part de sa volonté de poursuivre ses efforts pour parvenir à une conclusion; d'autre part, il annonce la convocation d'une conférence informelle où les chefs de gouvernement qui vont d'ici bien venir « examineront ensemble les conditions de sauvegarde de l'Europe », une initiative dont la coloration antibritannique est, qu'on le veuille ou non, implicite.

Sur le terrain, il s'agit d'éviter la paralysie de la Communauté, et en particulier de la politique agricole commune (PAC), malgré le véritable blocage britannique et malgré aussi l'insuffisance des moyens budgétaires dont dispose la CEE en 1984 pour faire face à ses besoins; l'exercice n'est pas des plus commodes. Il exige pour réussir le maintien de la cohésion des Neuf et la complexité active de la Commission.

La présidence française, M. Mitterrand l'a annoncé mardi, a l'intention de commencer par un coup spectaculaire. Les ministres des affaires étrangères vont se réunir pro-

De notre envoyé spécial

bablement lundi et mardi prochains à Bruxelles pour faire voter l'ensemble des décisions qui ont été adoptées par les ministres de l'agriculture au cours de la semaine passée; le programme de plafonnement de la production laitière; celui prévoyant l'élimination progressive des montants compensatoires monétaires (MCM); la fixation des prix agricoles et les mesures d'accompagnement.

Sur le fond, les Britanniques — ils l'ont confirmé lors du conseil européen — ne sont pas du tout opposés aux mesures ainsi retenues, qui constituent en réalité une réforme allant dans le sens qu'ils préconisent depuis longtemps. Mais, à moins qu'ils ne choisissent une autre tactique, il est vraisemblable qu'ils essaieront de s'opposer à leur adoption formelle en faisant valoir que, si un Etat membre considère ses intérêts vitaux menacés, il peut, en vertu du compromis de Luxembourg de 1966, demander le respect de la règle de l'unanimité. Les Français sont déçus à ce point, car c'est déjà produit lors de la fixation des prix agricoles en 1982, à faire voter. Ils expliqueront que le compromis de Luxembourg ne peut être détourné de son objet (garantir le gouvernement des membres contre des développements de la CEE qu'ils estiment contraires à leurs intérêts) pour servir à bloquer le fonctionnement normal du Marché commun.

L'opération, pour être réalisée, exige le concours de la Commission: le conseil ne peut en effet voter que sur des propositions qui lui sont présentées par cette dernière. La Commission va décider ce mercredi si elle agit de la sorte, et par conséquent reprendre à son compte l'ensemble des accords agricoles intervenus la semaine passée.

Lundi et mardi, les ministres des affaires étrangères et leurs collègues de l'agriculture devront également reprendre le dossier irlandais, qui a fait l'objet d'un débat difficile devant le conseil européen. Pendant plusieurs heures, M. Garrett Fitzgerald, premier ministre irlandais, a quitté la salle pour manifester sa mauvaise humeur contre l'insuffisance des efforts consentis par ses collègues en faveur de son pays. L'Irlande, dont l'économie dépend largement du lait, entend être dispensée du programme de réduction laitière que la Communauté s'apprête à mettre en œuvre. Le conseil européen, malgré les vives réticences du Royaume-Uni, paraît disposé à lui permettre de produire 600 000 tonnes de plus que le niveau auquel conduirait le jeu normal de la production. Dans cette hypothèse l'Irlande pourrait, à peu de chose près, maintenir sa production au niveau de 1983 (5,3 millions de tonnes). M. Fitzgerald a estimé que c'était insuffisant.

Les ministres des affaires étrangères ne pourront échapper à l'échange de vues sur la manière de financer le Marché commun agricole. Le problème, déjà difficile puisque les crédits disponibles sont inférieurs aux besoins, se compliquera si M^{me} Thatcher, tentant de commencer par un coup spectaculaire, reprendra dans le passé, décidait d'interrompre le versement de

sa quote-part au budget européen. Cependant, mardi, elle n'a rien dit qui fasse présager une telle attitude.

Les Neuf ou les Dix vont donc être contraints de gérer la crise en attendant un accord sur le montant de la compensation budgétaire britannique. Mardi le débat sur cette affaire a été marqué par de nombreux rebondissements. Initialement les Neuf proposaient 750 millions par an d'ECU (un ECU égale 6,90 F) alors que sur la base de sa contribution nette en 1982, M^{me} Thatcher en demandait 1 500. Mardi matin le président Mitterrand lançait sur la table le chiffre d'un milliard d'ECU par an, combiné à la mise en œuvre après deux ans, d'un mécanisme permettant d'ajuster les montants en fonction de l'évolution de la contribution britannique.

Les chefs de gouvernement délibèrent parallèlement des deux



Dessin de PLANTU.

question liées à l'augmentation des ressources mises à la disposition de la Communauté. Ces ressources sont composées des droits de douane et des prélèvements agricoles, prélevés aux frontières de la CEE, ainsi que d'une fraction actuellement plafonnée à 1 % des recettes de la TVA. Elles ne suffisent plus pour satisfaire les besoins. Il convient donc de relever la fraction des recettes de TVA versée au budget européen. Quelle ampleur donner à ce déplaçement? Le conseil européen est parvenu à la solution suivante: le nouveau plafond serait porté à 1,4 % au 1^{er} janvier 1986 (ce délai est nécessaire car une telle décision doit être ratifiée par les Parlements nationaux), et à 1,6 % au 1^{er} janvier 1988, à condition que ce second ajustement soit approuvé à l'unanimité par le conseil des ministres de la Communauté. Un relèvement de 0,4 % devrait permettre à la CEE de tenir sans problème jusqu'en 1986, guerre au-delà. On s'aperçoit que le dispositif ainsi retenu offre au Royaume-Uni un moyen de pression d'excellente qualité pour continuer à obtenir ce qu'il veut en ce qui concerne sa contribution budgétaire.

L'arrangement sur l'augmentation des ressources propres auquel on est parvenu ne permet pas de dire que la Communauté des moyens suffisants pour vivre à l'aise, envisager de nouvelles politiques et faire face dans le confort à son élargissement. Il permet assurément d'aller de l'avant, mais exige que l'on revienne sans cesse devant les gouvernements membres pour obtenir les crédits nécessaires. Cependant, Mme Thatcher

refusa la proposition d'un milliard d'ECU comme compensation. C'est alors que les choses dérapèrent quelque peu. Même si les Français le nient, il apparaît de façon claire que, d'une manière ou d'une autre, ils proposaient (et ils furent relayés par d'autres) d'aller au-delà du milliard.

Durant l'après-midi, on vit ainsi se dessiner le plus mauvais des compromis: une compensation britannique égale aux deux tiers de sa contribution, comme dans le passé, mais accordée désormais de façon permanente ou presque: une ouverture seulement partielle sur les nouvelles ressources mises à la disposition de la Communauté, sans parler des autres concessions faites par les Neuf et singulièrement par la France — ainsi s'agissant de ce que l'on appelle la maîtrise budgétaire, la décision que les dépenses agricoles ne pourront croître plus vite que les ressources propres (soit environ 6 % par an) et que cette orienta-



Dessin de PLANTU.

tion fera l'objet d'un règlement, ce qui lui enlève tout élément de souplesse.

M^{me} Thatcher fut alors victime de sa propre assurance. Convaincu qu'elle pouvait arracher pratiquement tout ce qu'elle voulait, elle commist l'erreur de refuser l'offre pourtant extrêmement favorable qui lui était faite et au même moment ou presque de partir en guerre contre les demandes portant sur la production laitière, de se remettre à la disposition de M. Fitzgerald, premier ministre irlandais.

C'était trop. Le temps du flottement était alors dépassé. La colère de M. Fitzgerald donna l'occasion aux Neuf, et en particulier à la présidence française, de se remettre de revenir à des projets s'apparentant à un véritable compromis et non plus à une reddition. Le chancelier Kohl, au nom des Neuf, proposa comme compensation au Royaume-Uni 1 milliard d'ECU par an pendant cinq ans, le premier ministre britannique refusa. M. Thörn, le président de la Commission, appuyé par M. Lubbers, le premier ministre néerlandais, parlant lui aussi au nom des Neuf, proposa 1 milliard par an pendant trois ans avec, à partir de la troisième année, de se remettre d'un mécanisme permettant d'ajuster ce milliard (ce qui veut dire de l'augmenter) en tenant compte de l'évolution de la contribution britannique. Là encore, M^{me} Thatcher refusa. Ce fut alors le moment où le président Mitterrand décida qu'il était temps de mettre un terme à la discussion.

PHILIPPE LEMAITRE.

Londres envisage de suspendre le paiement de sa contribution au budget communautaire

De notre correspondant

Londres. — Avant de réunir son cabinet, jeudi 22 mars, pour examiner les conséquences de ce nouvel échec européen, M^{me} Thatcher devait s'adresser à la Chambre des communes mercredi après-midi et peut-être déjà annoncer les décisions qu'elle compte prendre. L'ensemble de la presse britannique vient de rappeler que le chef du gouvernement a maintenant l'occasion de mettre à exécution des menaces souvent répétées à plusieurs reprises, elle avait mis en garde ses partenaires européens contre des mesures de rétorsion au cas où le remboursement dû à la Grande-Bretagne pour l'année 1983 ne serait pas effectué avant le 31 mars, date de la fin de l'exercice budgétaire britannique.

La plupart des journaux soulignent qu'avant de quitter Bruxelles M^{me} Thatcher a confirmé qu'elle envisageait de cesser toute contribution au budget de la CEE à partir du mois prochain. Mais la position du premier ministre est assez inconfortable et, comme l'écrit le *Daily Mirror* (proche du Parti travailliste), l'échec de Bruxelles est « aussi un coup dur » pour M^{me} Thatcher. Alors qu'elle est plus que jamais montrée du doigt par les autres chefs de gouvernement, peut-être se permette-t-elle de sauter le pas et paraître se placer elle-même au ban de la Communauté, tandis qu'elle continue de dire que ses exigences de réforme

budgétaires sont destinées à faire progresser l'Europe?

Il est vrai que le *Daily Express* (conservateur) a trouvé un bon ami en la personne du premier ministre irlandais, qui, en remettant en cause l'accord de principe conclu sur les quotas laitiers, aurait fait échouer tout compromis. Mais il est peu probable que M^{me} Thatcher ne veuille pas tirer gloire de sa fermeté et rejette sur un autre la responsabilité de l'échec.

A l'approche des élections européennes, qui pourraient consacrer le renouveau du Parti travailliste, elle risque cependant d'être accusée de se contredire par une opposition qui, malgré une certaine évolution, demeure très antieuropéenne. Au sein même du Parti conservateur, les avis sont partagés. Certains lui reprochent d'avoir une attitude trop rigide et d'autres l'encouragent à réduire la participation de la Grande-Bretagne au financement de la CEE. Un député conservateur vient d'affirmer que son pays devrait prendre ses distances avec la Communauté, et il n'a pas hésité à déclarer le 20 mars: « Je crois que notre coopération avec l'Europe serait améliorée si nous nous libérions de tous les problèmes liés à la politique agricole commune et à la contribution budgétaire ».

FRANCIS CORNU.

L'idée d'une Europe à neuf est « ridicule », estime-t-on à Bonn

Correspondance

Bonn. — Un sentiment de frustration régnait, ce mercredi 21 mars, à Bonn. La presse n'a pas assez de mots pour qualifier l'attitude rigide du premier ministre britannique dont l'« égoïsme national », selon l'expression du *General Anzeiger* (proche des libéraux), suscite, d'une manière générale, colère et incompréhension. « M^{me} Thatcher a joué contre les règles du jeu », écrit le *Kölnischer Anzeiger* (indépendant). « Sur les têtes dépliées des partenaires du Marché commun, semble planer l'esprit du général de Gaulle, qui avait prédit que les Britanniques seraient toujours un corps étranger dans la communauté continentale en raison de leurs liens extra-européens ».

Le quotidien de Bonn critique les déclarations de M. Kohl, pour qui « il n'y a pas de solution de rechange à l'Europe ». « C'est certainement vrai », estime le *General Anzeiger*, à ceci près que, pour M^{me} Thatcher comme pour beaucoup de Britanniques, « une sortie de la Communauté ne serait pas une catastrophe nationale. C'est dans cet état d'esprit que M^{me} Thatcher a fait éclater le sommet ».

Le seul motif de satisfaction dans la capitale allemande est de constater que la coopération entre les

Français et les Allemands a bien fonctionné, que M. Mitterrand et Kohl ont navigué de conserve. Dans les milieux officiels, on estime que les Neuf n'ont plus rien d'autre maintenant à proposer à M^{me} Thatcher, et qu'il ne reste plus à M. Mitterrand qu'à faire preuve de persuasion pour tenter de faire revenir la « dame de fer » à la plus juste raison. « On a tellement travaillé pour ce sommet, nous, les Allemands, avons tellement fait de concessions qu'on ne peut qu'être déçu », soulignait l'un des membres de l'entourage du ministre des affaires étrangères.

Les moyens de faire plier M^{me} Thatcher ne sont toutefois pas très nombreux. « Jusqu'où ira-t-elle? Personne ne le sait », reconnaît-on à Bonn. Une étroite coopération entre la France et l'Allemagne, qui « peut faire bouger les choses », reste plus que jamais nécessaire, estime-t-on, en écartant pour le moment, comme « ridicule », toute idée d'une Europe à neuf. Le chancelier Kohl s'est lui-même refusé, lundi à Bruxelles, à évoquer cette perspective, mais il est évident que, si un compromis n'était pas possible, d'ici juin, la lassitude finirait par l'emporter à Bonn sur la perplexité.

H. de S.

Une conférence européenne va être convoquée par la France

(Suite de la première page.)

S'agira-t-il d'une sorte de contre-sommet à neuf? On se défend, du côté français, d'une telle interprétation, à laquelle une formulation plus catégorique du chancelier Kohl avait pu donner corps.

M. Mitterrand ne paraît pas souhaiter, en effet, que la CEE se passe désormais de la participation de Londres. Autant l'isolement préalable de M^{me} Thatcher était, à ses yeux, une nécessité dans la perspective du sommet de lundi et mardi, autant il estime que le retrait britannique, en droit ou même simplement en fait, volontaire ou par une sorte d'exclusion tacite de la part des Neuf, marquerait un recul de l'esprit communautaire. Même s'il est décidé de permettre de se demander si celui-ci a beaucoup gagné à l'adhésion de la Grande-Bretagne, dans des conditions imprécises, en 1973... Le chef de l'Etat a d'ailleurs pris soin de préciser, à propos des participants à cette conférence: « Mon souhait est que ces Etats soient au nombre de dix ».

Mais plus encore que sur le nombre de participants, c'est sur la nature de la réunion prochainement convoquée par M. Mitterrand que l'on souhaite, à Paris, mettre l'accent. Il s'agit, bien davantage que d'un accommodement budgétaire, avec ou sans les Britanniques, d'une sorte de retour aux sources, d'une grande réflexion collective sur l'Europe, en revenant aux dispositions du traité de Rome, et même en confirmant de façon solennelle l'adhésion des membres de la Communauté à sa loi fondamentale.

On commence à entendre de nouveau parler de l'idée d'un « nouveau Messie » (du nom de la conférence des ministres des affaires étrangères des Six qui avait, en juin 1955, jeté les bases de la future Communauté). Formule ambiguë, car elle pourrait laisser croire qu'il s'agit d'une réunion préalable à une sorte de renégociation, alors que son objet est au contraire de rappeler solennellement l'attachement de ses participants aux principes du droit qui

fonde la Communauté, et les contraintes que cet attachement implique. Ce qui n'exclurait évidemment pas certains aménagements; mais M. Mitterrand, ces derniers temps, et notamment à l'occasion des différentes étapes de sa récente tournée européenne, ne manquait jamais une occasion de rappeler le caractère récent et non « constitutionnel » de certaines causes actuelles du blocage. Ainsi de la règle de l'unanimité, appliquée non seulement aux questions majeures, comme le prévoyait le compromis de Luxembourg de 1966, mais aussi, de plus en plus, à celles de moindre importance.

Cette conférence pourrait, s'il est précisé, rassembler tous ceux « qui veulent la réussite de l'Europe sur la base du traité de Rome », étant entendu que « personne n'en est exclu ».

On ne saurait cependant réduire une telle rencontre à un rappel au règlement communautaire. Le président du conseil européen y voit manifestement, avant le sommet de Fontainebleau et les élections à l'Assemblée de Strasbourg, en juin, l'instrument d'une relance et aussi, très certainement, d'une pression sur Londres et tout autre « récalcitrant » éventuel. Cette initiative à la fois novatrice — c'est une « première » — et, au sens littéral, conservatrice — il s'agit de préserver, et même de retrouver, l'esprit des premiers temps de la construction européenne — aura au fond quelque chose d'un concile: elle devra redire la loi de l'Eglise européenne, mais aussi la faire évoluer.

BERNARD BRIGOUDEX.

Au coup par coup

(Suite de la première page.)

Il n'empêche que l'on mesure, une nouvelle fois, les conséquences néfastes du flou artistique qui a entouré en 1973 l'admission de l'Angleterre. Cela devrait servir de leçon pour de nouveaux élargissements.

M^{me} Thatcher n'a pas tous les torts. Ses compatriotes ne s'enthousiasment pas pour l'Europe et préféreraient le retour à une entente de libre-échange, c'est vrai, mais ils peuvent aussi avoir le sentiment que la construction européenne leur coûte proportionnellement beaucoup trop et que dans le budget communautaire la part de l'agriculture continentale — et française notamment — est exorbitante. Qui le nier?

La construction européenne a permis à la paysannerie d'entrer avec bien des ménagements dans l'ère industrielle, mais, à trop s'en tenir à cet acquis, elle prive des moyens financiers nécessaires les autres progrès possibles: ceux de l'industrie, de l'espace, des énergies et technologies nouvelles, de la culture, à l'échelle européenne. Il faut bien que ce constat soit, enfin, établi avec ce qu'il suppose de révisions parfois cruelles.

Des révisions ou innovations s'imposent dans d'autres domaines: dans le fonctionnement de la communauté, dans ses limites et son contenu. L'approche technocratique de la construction de l'Europe a re-

layé, à sa mesure, l'affaiblissement de la foi européenne, mais elle ne suffit plus. M. Mitterrand, qui n'a pas perdu la foi, tente de remettre au premier rang la part du développement politique. Comme il est acquis que tout le monde ne suivra pas et, en tout cas, pas au même rythme — on le voit aujourd'hui — la logique de cette démarche est d'accepter à terme une différenciation. L'Europe à géométrie variable ou l'Europe à plusieurs vitesses, suivent que certains de ses membres, mais pas forcément tous, ou que des partenaires extérieurs, se mettent d'accord pour respecter une discipline, réaliser tel projet. Les exemples d'Ariane et d'Airbus ont montré le chemin quand la CEE pti-

Cette Europe à la carte, au coup par coup, délibérément politique et pragmatique, répondrait peut-être mieux à la réalité des pays qui la composent que la recherche de compromis incertains, dans une unité théorique et à travers des règlements de plus en plus incompressibles. Elle permettrait d'explorer pour rapprochement politique, telles que celles de l'espace, de la communication, de la défense, alors que celles de l'Europe marchande et institutionnelle ont montré leurs limites.

A. L.

EUROPE, AFGHANISTAN, PAIX

VIDÉO non stop

3 FORUMS

VENDREDI 23 MARS - MUTUALITÉ - 18 h-24 h

COMPRENDRE L'AFGHANISTAN CRISE MONDIALE POUR LES EUROPEENS Organisé par le M.S.R.A., 20, rue Pierre-Brassac, 93130 Nky-le-Sec

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

كتابي لاجل

EUROPE

DE BRUXELLES

Une crise qui ne cesse de s'aggraver depuis 1979

Le problème de la contribution britannique au budget de la Communauté s'est posé, de nouveau, au sommet, avec une acuité croissante depuis 1979, année au cours de laquelle Londres a commencé à exiger la correction du décalage entre le volume de sa contribution nette (c'est-à-dire la différence entre les sommes versées à la CEE et les sommes reçues d'elle par l'économie britannique) et l'importance de ses PNB par rapport à celui des autres États membres.

1980-1981 : M. Thatcher obtient, pour ces deux années, des remboursements du « drop-percentage » (ou du moins de ce qu'elle considère comme tel) d'un montant total de près de 2 milliards et demi d'ECU. Il est, en outre, décidé que, plutôt que de multiplier ces remboursements, la CEE développera ses politiques communes agricoles, afin d'accroître les « retours » financiers à la Grande-Bretagne.

1982 : de très longues négociations sont menées, en application du « mandat de 30 ans » que s'est donné la Communauté pour régler la question budgétaire britannique. Mais ces pourparlers s'achèvent sans succès. Londres obtient un nouveau remboursement forfaitaire de 850 millions d'ECU.

MARS 1983 : le sommet européen de Bruxelles, précédé d'une réunion des ministres des finances qui doivent faire face à la tourmente que traverse le SMF, s'achève, après la question de fond, renvoyée à la rencontre suivante.

JUIN 1983 : le conseil européen de Stuttgart, après avoir fait échec, parait-il, à l'adoption d'un communiqué : la Grande-Bretagne tue-

chait 750 millions d'ECU de remboursement pour cette année, mais sans réserve qu'une négociation spéciale aboutisse à un système durable corrigeant le mode de calcul de la contribution britannique, ainsi qu'une réforme plus générale du financement des dépenses de la Communauté et de la politique agricole commune.

DÉCEMBRE 1983 : le conseil européen d'Athènes, bien que précédé de nombreuses réunions des ministres spécialisés, ne peut que constater l'échec de la négociation, sur les résultats de laquelle l'unité des Dix est nécessaire. Dans ces conditions, le remboursement des 750 millions d'ECU prévus à Stuttgart ne peut avoir lieu, malgré les protestations de la Grande-Bretagne. Celle-ci demande désormais non plus une somme forfaitaire, mais une réduction permanente, fixée en pourcentage, de sa contribution (en principe les trois quarts).

HIVER 1984 : M. Mitterrand, devenu président du conseil européen pour dix mois, multiplie les rencontres avec ses partenaires, reçoit M. Thatcher à Marly-le-Bel, puis se rend à Changers pour un nouvel entretien, mais sans succès. La résolution du premier ministre britannique, l'acharnement de M. Thatcher à exiger une « restitution » de l'ordre de 75 % des quelque 2 milliards d'ECU que doit verser Londres en 1984 (on des engagements votés pour les années ultérieures, moyennant lesquelles elle accepterait la contre-proposition de 1 milliard d'ECU) provoquent un nouvel échec de conseil européen.

Dans la presse parisienne

L'Europe ? Faut-il la fuir en avant ? répond Jacques Francillon dans le Figaro, la fuite en avant à laquelle « s'était condamné » M. François Mitterrand. « Il devait gagner, il a perdu. L'Europe a perdu. Nous avons perdu », écrit l'éditorialiste du Figaro, avant d'ajouter : « [...] M. Mitterrand s'était engagé à sauver la France des tentacles de la plume européenne. Y a-t-il réussi ? La colère de nos agriculteurs apporte la réponse. »

M. Mitterrand s'était engagé à libérer l'Europe de son cheval de Troie - la « perfide Albion ». Il s'enfuit, lui, faire entendre raison à l'irréductible « dame de fer ».

« Le « gant de velours » n'a fait aucun miracle [...] »

Il faut donc, selon M. Jacques Francillon, faire un constat : « [...] Vingt-cinq ans après le traité de Rome, la Grande-Bretagne se cherche toujours qu'à obtenir ce qu'elle a toujours souhaité : une CEE étendue - au plus tard - à une forme de zone de libre-échange. Comment M. Mitterrand a-t-il pu en douter ? Et conclure : « Amère victoire », en effet, que le chef de l'Etat s'apprête à nous servir à célébrer juste avant de s'enfuir vers les Etats-Unis. N'ayant pas vraiment réussi à refaire l'Europe à Bruxelles, il espère sans doute refaire le monde à Washington. Europe fuir en avant. »

L'Europe ? « Une situation difficile », affirme Jeanne Villeneuve dans Libération. Car « l'Europe se restructure et la mutation n'a guère visage humain. Comme en France, comme en Grande-Bretagne, comme en Allemagne, le futur bute sur le passé [...]. Chaque mois passé à ne rien décider, chaque sommet raté, chaque décision rapportée à courti-

bue à dramatiser le règlement judiciaire. Même pas celui du futur, mais la simple addition du passé. »

L'éditorialiste de Libération admet donc que « M. Thatcher a toutes les raisons de rester ferme sur son chèque [...] ». Elle n'est pas mauvaise européenne pour autant. Simplement, elle prône pour l'Europe le même traitement de choc que celui administré à la Grande-Bretagne. Une affaire, au sommaire, entre « journaux européens, Grande-Bretagne, Allemagne, exégètes du Vieux Continent », dont, « au premier rang, la France ». Une affaire dont Jeanne Villeneuve conclut :

« François Mitterrand est tout aussi bon Européen que les autres, lui aussi pense au futur, mais il est un de ceux qui, parmi les Dix, a plus reçu qu'il n'a donné : pour nourrir des agriculteurs qui ne figurent pas dans la liste des industries du futur, ou pour consolider par emprunts communautaires les erreurs d'une gestion dispendieuse. Le cap s'inverse aujourd'hui [...] »

L'Europe ? « Quelle Europe », répond Jacques Coubar dans l'Humanité, où il note : « Le sommet de Bruxelles était d'entrée de jeu hypothéqué parce qu'il faisait l'impasse sur les graves problèmes qui secouent l'Europe : l'hémorragie de l'emploi, la baisse du niveau de vie, l'arrêt de la croissance. La stratégie des multinationales conduit à de nouvelles tensions, à de nouveaux drames. Que serait-ce demain à douze, avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal ? »

« Et c'est pour sauver cette Europe-là qu'on devrait accepter encore d'allonger les files de chômeurs aux portes de l'ANPE ? Poser la question, c'est y répondre. »

ASIE

Afghanistan

L'ancien roi Zahir Shah souhaite qu'un « front uni » de la résistance participe à toute négociation

Dans une déclaration publiée à l'occasion du Nouvel An afghan (le 21 mars), l'ancien roi Zahir Shah invite la « nouvelle direction soviétique » à réaliser que « l'existence d'un Afghanistan indépendant et non aligné pourrait être la meilleure façon de garantir, par une politique de bon voisinage, la sécurité et les autres intérêts légitimes de l'URSS ».

Invitant Moscou à ouvrir des « négociations sincères et objectives [...] avec les représentants véritables du peuple afghan », l'ancien souverain se prononce pour la constitution d'un « front uni » regroupant tous les éléments de la résistance et susceptible de représenter cette dernière dans toute négociation internationale sur l'Afghanistan. Il ajoute que les initiatives en vue d'une telle unité ne peuvent être le fait d'une seule personne et d'un seul groupe, mais peuvent se réaliser au sein de l'assemblée traditionnelle (loja jirga).

D'autre part, la résistance a accueilli récemment ses opérations contre les convois de poids lourds reliant l'URSS à la capitale afghane.

Selon des sources diplomatiques occidentales, à Islamabad et New-Delhi, citant des « informations non confirmées », entre quarante et cinquante camions-citernes ont notamment été détruits le 8 mars au col de Khenjang, au nord de Kaboul. Les mêmes sources font état de l'arrêt quasi total de la fourniture de gaz dans la capitale et à Kandahar.

A l'issue de violents combats, les résistants semblent avoir réussi à retarder une offensive soviéto-afghane dans la vallée du Fannshir. A la suite de leurs attaques et d'une mobilisation à l'appel du chef local du maquis, M. Massoud, plusieurs convois auraient rebroussé chemin vers l'URSS.

A Kaboul, selon des rumeurs rapportées par les diplomates, le ministre de la défense, le général Abdul Qader, aurait été remplacé par le lieutenant-colonel Watanjar, ancien ministre des communications, chef de la région militaire de la capitale, qui passe pour l'un des dirigeants les plus proches de Moscou. Les autorités afghanes n'ont toutefois pas confirmé un tel changement.

RFA

La nièce du chef du gouvernement est-allemand est arrivée à l'Ouest avec sa famille

Correspondance

Bonn. - M. Ingrid Berg, la nièce du chef du gouvernement est-allemand, M. Willi Stoph, est arrivée, mardi 20 mars, avec son mari et ses deux enfants en République fédérale d'Allemagne. Après s'être réfugiée, le 24 février dernier, à l'ambassade de RFA à Prague, avec son mari, ses deux enfants et sa belle-mère, elle avait regagné Berlin-Est, le 1^{er} mars, avec l'assurance des autorités de RDA de pouvoir se rendre ultérieurement à l'Ouest.

La présence de la famille Berg à l'ambassade de RFA avait suscité l'embarras des gouvernements de Bonn et de Berlin-Est. La RDA, qui multiplie actuellement les autorisations de départ à l'Ouest, redoute, comme Bonn, un afflux dans les ambassades occidentales - comme cela s'est produit à plusieurs reprises déjà depuis le début de l'année - de candidats à l'immigration.

Entassés dans la voiture familiale (une Volga soviétique) avec leurs enfants, ours en peluche, bagages, mais sans la belle-mère, qui a finalement décidé de rester en RDA, les Berg sont arrivés par la route au centre d'accueil de Giessen, en Hesse. C'est par ce centre que tous

les réfugiés doivent transiter pour les formalités d'installation en RFA.

Bien que le gouvernement ouest-allemand se refuse, depuis dix jours, à communiquer le nombre des arrivants, le rythme, qui était au début mari de trois cents par jour, ne semble pas avoir diminué. Près de quatre mille réfugiés avaient franchi le portail du centre entre le 18 février et le 12 mars.

Inquiétude en Allemagne fédérale

Cet afflux, dont on ignore où il s'arrêtera, commence à susciter des inquiétudes en Allemagne de l'Ouest, compte tenu notamment des problèmes d'insertion en cette période de chômage. « Nous nous réjouissons pour ceux qui peuvent venir, mais déplorer la RDA ne peut pas être le but de notre politique », déclarait, dimanche, un proche collaborateur du chancelier Kohl, en souhaitant que ces départs puissent être canalisés « d'une autre manière ».

HENRI DE BRESSON.

Pays-Bas

Une enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics met en cause d'anciens ministres

De notre correspondant

Amsterdam. - Le Parlement néerlandais a commencé, lundi 19 mars, une enquête sur la façon dont quelque 3 milliards de florins (plus de 8 milliards de francs) des deniers publics ont été investis dans le conglomérat Rijn-Skeldel-Voerme (RSV) sans éviter la déconfiture de ce qui fut la plus grande entreprise de construction et de réparation navales des Pays-Bas.

Il s'agit d'un événement pratiquement sans précédent dans l'histoire parlementaire néerlandaise. Les conditions de tous les témoins cités devant une commission composée de neuf députés seront, en principe, diffusées par la radio et la télévision.

Ainsi, les témoins ont-ils déjà pu assister à la déposition d'un ancien ministre des affaires étrangères, M. Norbert Schmelzer, qui, à la fin des années 60, était conseiller de l'armateur, M. Cornelis Verolme. Selon M. Schmelzer, ses conseils étaient rémunérés 20 000 florins par an à l'époque où il dirigeait le groupe parlementaire du Parti catholique KVP. Il affirme cependant avoir rompu avec RSV pour mettre un terme aux critiques.

Vingt et une personnes, dont l'ancien premier ministre chrétien-démocrate, M. Berend Biesheuvel, ont été convoqués pour témoigner, sous serment, devant la commission, qui compte avoir terminé ses travaux pour le début de l'été.

C'est sous pression du gouvernement qu'en 1971 les géants de la construction et de la réparation navales Rijn-Skeldel-Voerme avaient décidé de fusionner. La crise eut vite fait cependant de menacer l'existence même de RSV, malgré les subventions gouvernementales et les opérations d'assainissement entraînant la suppression de quelque six mille emplois.

RSV utilise une partie importante des fonds publics dans des expériences visant à diversifier ses débouchés. Mais ces opérations se soldèrent par des échecs. Au début de 1983, le ministre des affaires économiques du gouvernement actuel de centre droit décida de tailler dans le vif et de diviser RSV, qui comptait une centaine d'entreprises, en une petite partie viable et une autre, beaucoup plus importante, vouée à la disparition.

RENÉ TER STEEGE.

LA CRITIQUE SALUE LE CHEF-D'ŒUVRE DE ROBERT SABATIER

Déjà plus de 100 000 exemplaires vendus

«... Un texte qui réunirait "tout", le réel et l'irréel, les sensations et la métaphysique, la grande histoire et les petits secrets, la pointe de ce que les mots peuvent faire bouger chez qui les lit, poésie et fiction mêlées, "le" livre quoi ! » Bertrand Poirot-Delpech / LE MONDE

« Roman absolu, roman total... Sabatier joue avec ce livre, suprême orgueil, sa vie d'écrivain... Eh bien, c'est gagné... » Françoise Xenakis / LE MATIN

« "Les années secrètes de la vie d'un homme", fruit longuement mûri des années secrètes de la vie d'un écrivain. » Pierre Démeron / MARIE-CLAIRE

« Ah ! c'est vrai, aucun autre romancier n'écrit ainsi aujourd'hui ! » François Nourissier / LE POINT

« Il y a des voyages qu'on ne peut faire que sur les grands radeaux du rêve. » Jean-Didier Wolfromm / L'EXPRESS

« Un authentique livre-événement. » Gilles Pudlowski / PARIS-MATCH

LES ANNÉES SECRÈTES DE LA VIE D'UN HOMME ROMAN

ALBIN MICHEL



PROCHE-ORIENT

La rupture des négociations de Lausanne risque de relancer la guerre civile au Liban

(Suite de la première page.)

Des délégués accompagnés de leurs épouses, de leurs enfants, de leurs parents et de leurs amis, étaient à la lueur des chandeliers tandis qu'un pianiste jouait des airs nostalgiques, dont certains ont été empruntés au répertoire du début du siècle. Aux portes de l'hôtel, dans le vestibule, sur les marches des escaliers, le long des couloirs et aux portes des chambres, des « gorilles » à la mine patibulaire montaient une garde vigilante, jour et nuit.

En fait, la conférence a été marquée par des « trahisons » successives, à la suite de renversements d'alliance jusqu'au sein des deux camps antagonistes. M. Camille Chamoun n'a pas toujours été l'allié au-dessus de tout soupçon de M. Pierre Gemayel. Le fils de ce dernier, le président Amine Gemayel, a souvent confié, en privé, son « écartement » devant l'intransigence des dirigeants chrétiens. L'ex-président Suleiman Frangieh a été, tour à tour, l'instrument et l'adversaire de la Syrie. Les dirigeants sunnites sont passés successivement d'un camp à l'autre, au gré de leurs intérêts. Seuls MM. Nabih Berri et Walid Joublatt sont restés solidaires sans cacher pour autant que leurs analyses ne coïncident pas toujours.

Le partage du « fromage » était au centre des préoccupations de la plupart de ces dirigeants qui prétendaient défendre soit la « sécurité » de leur communauté, soit la paix et l'indépendance de leur pays. « Il nous faudra trouver d'autres interlocuteurs », disait M. Berri avant de prendre l'avion pour Paris.

La conférence de Lausanne aura été celle des « documents », ce qui aurait pu être un signe de sérieux. Deux douzaines au moins de « projets de règlement », tout autant irréalistes que les uns que les autres, ont

été présentés par les diverses délégations, séparément ou en commun. La plupart de ces textes n'ont pas fait l'objet d'un examen, alors que, « confidentiels », ils étaient distribués aux journalistes avant d'être remis à leurs destinataires.

L'échec de la Syrie

Neuf jours de délibérations pour revenir à la case départ : après avoir cessé d'exiger la destitution du chef de l'Etat, M. Berri est revenu à la charge, mardi 20 mars au matin, en déclarant à des journalistes : « Je pense que M. Amine Gemayel devrait démissionner. Il est venu à Lausanne sans la moindre idée sur la manière de régler le conflit ; et ce n'est qu'après cinq jours de débats qu'il a présenté un projet de compromis qu'il a aussitôt désavoué. Je le tiens pour responsable de l'échec de cette conférence. »

Le président Gemayel s'est efforcé, à la séance de clôture, il a présenté sa démission, avant de la retirer sur l'insistance de M. Abdelhalim Khaddam, le vice-président de la République syrienne, qui lui a rappelé qu'il ne doit rendre de comptes qu'au Parlement libanais. M. Gemayel a obtenu, selon son porte-parole, M. Michel Samaha, que les participants lui renouvellent leur confiance.

Mais quel crédit peut-on prêter aux propos des uns et aux communications des autres ? La déclaration finale, adoptée à la séance de clôture, n'a suscité que scepticisme et ricanements. Personne n'a cru aux intentions proclamées, et pour cause. Quelques minutes avant la signature de la déclaration, MM. Pierre Gemayel, Camille Chamoun et Suleiman Frangieh s'étaient déclarés résolument hostiles à tout amendement de la Constitution. Comment pourrions-nous croire dès lors à la for-

mation prochaine d'une « commission constituante » chargée d'élaborer une nouvelle loi fondamentale ? Ou à la mise en place d'une « commission supérieure de la sécurité » destinée à consolider le cessez-le-feu, alors que nombre de délégués conseillaient amicalement aux journalistes présents de ne pas remettre les pieds de sitôt à Beyrouth ? « Ça va barder, et de plus belle », lançait l'un d'eux en quittant le Beauvillage. MM. Berri et Joublatt ont eu recours à la liote en déclarant que « les problèmes politiques se régleront désormais sur le terrain ». Et le chef du mouvement Amal ajoutait : « J'aime beaucoup la Suisse, mais je ne pense pas que j'y reviendrai pour une nouvelle conférence de réconciliation nationale. »

L'échec de Lausanne est aussi celui de la Syrie. M. Khaddam a, de l'avis général, déployé des efforts aussi intenses que méritoires sans parvenir au moindre résultat. Il n'a même pas pu obtenir que les représentants libanais avalisent la « victoire » de Damas que constitue l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai. La preuve serait ainsi faite qu'aucune puissance étrangère n'est capable d'imposer sa volonté aux Libanais ; le pays du cédre sera, en dernière analyse, ce qu'en feront ses enfants.

Au-delà des palabres, des fausses manœuvres, des faux semblants et des manœuvres, la conférence de Lausanne n'a fait qu'illustrer ce qu'on savait déjà : deux conceptions du Liban de demain s'affrontent, l'une confessionnelle et fédéraliste, l'autre laïciste et unitaire. Elles seront irréconciliables aussi longtemps que les canons des milices ne se seront pas tus pour laisser la parole aux Libanais.

E. R.

UN ENTRETIEN AVEC M. NABIH BERRI

« Seuls ceux qui tirent profit du confessionnalisme cherchent à défendre, au prix d'un torrent de sang, le statu quo »
nous déclare le chef du mouvement chiite Amal

Avant de quitter Lausanne pour Paris, où il devait être reçu ce mercredi 21 mars en fin d'après-midi par le président Mitterrand, le chef du Mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri nous a indiqué, au cours d'un entretien, que la France pourrait aider son pays dans trois domaines essentiels : la réconciliation nationale, en raison des bons rapports qu'entretient Paris avec les dirigeants maronites ; le retrait des forces israéliennes du sud du Liban ; la reconstruction et le développement après le rétablissement de l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban.

« La question qui nous tient le plus à cœur, a précisé M. Berri, est la libération du sud du pays. Nous souhaitons le renforcement des effectifs de la FINUL (Force internationale des Nations unies au Liban) dans laquelle la France entretient déjà un contingent, ainsi que l'extension de l'autorité de cette force, afin qu'elle puisse jouer un rôle plus efficace. Nous espérons que Paris prendra à l'ONU des initiatives dans ce sens, et contribuera ainsi à la défense de notre frontière méridionale avec Israël. »

« Croyez-vous que cela suffirait à rassurer Israël qui exige des garanties pour la sécurité de sa frontière septentrionale ? »
« Il faudrait protéger l'agneau et non le loup. C'est nous qui avons besoin de garanties et non Israël, qui cherche des prétextes pour ne pas retirer ses troupes. Tout un chacun sait qu'il n'y a plus de fedayins palestiniens dans le sud du Liban, et que nous veillerons dans notre propre intérêt à ce qu'ils ne reviennent plus. Une page douloureuse du Liban a été tournée à jamais. »

« Evoquant la possibilité d'un changement de gouvernement à Jérusalem, le chef d'Amal poursuit : « Israël commence à payer la facture politique de l'invasion du Liban en juin 1982. Cela deviendra évident lors des prochaines élections (israéliennes). Comme les Français pendant la guerre d'Algérie, comme les Américains après le Vietnam, les Israéliens ne voudront plus d'un gouvernement qui les a entraînés dans une coûteuse et vaine aventure militaire. »

M. Berri évoquera aussi avec M. Mitterrand la guerre du Golfe, pour exprimer le vœu que la France adopte à son égard une « attitude équilibrée ». « Dans l'intérêt général, ajoute-t-il, votre gouvernement devrait normaliser ses rapports avec Téhéran. »

« Pourtant, il est de notoriété publique que vos propres relations avec la République islamique ne sont pas aussi bonnes qu'on le prétend... »

« C'est vrai, Téhéran a rompu toutes relations avec le mouvement Amal il y a deux ans, pour des raisons qui ne relèvent pas de notre volonté. Libanais avant tout, les chiites de notre pays respectent néanmoins l'imam Khomeini comme étant l'un des plus grands chefs religieux de notre époque, et ne peuvent dès lors être indifférents à l'égard de la conjoncture en Iran. »

M. Berri ne veut pas en dire davantage. Mais on sait par ailleurs que Téhéran reproche essentiellement à Amal son orientation laïque. Notre interlocuteur explique : « Amal n'est ni un mouvement reli-

gieux ni un parti confessionnel, mais tout le contraire. Sa charte élaborée en 1975 par cent quatre-vingts intellectuels libanais, pour la plupart chrétiens, appelle précisément à l'abolition du système confessionnel, à l'égalité des droits de tous les citoyens sans distinction. Le fondateur du mouvement, l'imam Moussa Sadr, n'a cessé d'insister pour faire savoir que son mouvement a été conçu pour défendre tous les déshérités. »

« En prônant l'instauration d'un système politique non confessionnel, ne prenez-vous pas le risque d'être débordé par vos chefs religieux ? »

« Non, car ils ne peuvent pas se permettre d'être plus royalistes que le roi, plus musulmans que l'imam Moussa Sadr (dont M. Berri était l'un des premiers disciples et le principal conseiller avant sa disparition en 1978). D'ailleurs, nous méconnaissons la sensibilité des musulmans comme celle des chrétiens quand nous soutenons que la laïcité de l'Etat ne signifierait pas nécessairement que nous imposerions le mariage civil. Une loi devrait être promulguée pour donner aux citoyens la possibilité de se marier aussi religieusement. En tout cas la guerre civile n'a pas été engendrée par le statut personnel des Libanais, mais bien par un système politique qui a nourri les antagonismes entre communautés. C'est pourquoi nous estimons que la grande majorité des Libanais, chrétiens ou musulmans, aspirent à son abolition. Seuls ceux qui tirent profit du confessionnalisme, qui demeurent attachés à des concepts anachroniques qui remontent aux années 40, cherchent à défendre, au prix d'un torrent de sang, le statu quo. »

Propos recueillis par
ERIC ROULEAU.

Le document final

Voici le texte du communiqué publié à la fin de la Conférence :

« La Conférence du dialogue national libanais, réunie à Lausanne du 12 au 20 mars 1984, a beaucoup progressé dans l'étude des problèmes constitutionnels, politiques et sociaux qui lui ont été soumis et qui ont rendu inéluctable la mise sur pied d'un comité institutionnel comprenant un certain nombre de juristes et d'hommes politiques, chargé de préparer la constitution de demain. »

« La Conférence décide à l'unanimité :
1) Un cessez-le-feu et l'élaboration d'un plan de sécurité fondé sur le désengagement des forces combattantes, le retrait des armes lourdes. L'élaboration d'un plan en vue d'assurer le retour de l'armée dans ses casernes, les forces de sécurité intérieure (gendarmérie), auxquelles seront adjoints des conscrits et des réservistes de l'armée, prenant en charge la responsabilité de la sécurité, ainsi que la formation d'un haut comité politique et militaire qui, sous la présidence du président de la République, sera responsable de la mise en application du plan de sécurité et prendra les décisions et mesures adéquates à la lumière des principes précités ;
2) L'arrêt des campagnes d'information diffamatoires sous toutes leurs formes ;
3) La constitution d'un comité institutionnel pour élaborer un projet de nouvelle constitution pour le Liban de demain, formé de trente-deux membres choisis par le président de la République, en collaboration avec le comité de dialogue national et ayant la charge de présenter un rapport sur les résultats de ses travaux dans un délai de six mois ;
4) Le comité de dialogue poursuivra ses consultations et se réunira à l'invitation du président de la République ;
5) Les participants rendent hommage au rôle constructif joué par les représentants du roi Fahd Ben Abdel Aziz (d'Arabie Saoudite), le ministre Mohamed Ibrahim Massoud, et par le président (syrien) Hafez el Assad et le vice-président de la République arabe syrienne, Abdelhalim Khaddam ;
6) La Conférence adresse ses remerciements aux autorités du canton de Vaud et aux autorités fédérales pour leur bonne hospitalité et pour la sollicitude qu'ils ont manifestée pour assurer le déroulement des travaux dans les meilleures conditions. »

LA GUERRE DU GOLFE

Les combats continuent autour des îles Majnoun

Le président guinéen Ahmed Sekou Touré a annoncé que le comité de médiation constitué sous sa présidence par la Conférence islamique en vue de trouver une solution pacifique au conflit irano-irakien se rendra prochainement à Téhéran à la demande de l'Iran. Dans un entretien diffusé mardi 20 mars par l'agence Algérie Presse Service, le chef de l'Etat guinéen a estimé que l'Iran et l'Irak sont « condamnés à répondre à l'appel de la Oumma (communauté islamique). S'ils ne le font pas, il se condamnent devant Dieu... »

Sur le terrain, les militaires irakiens se disent prêts pour la prochaine grande offensive irannienne, attendue à l'occasion du nouvel an iranien, célébré depuis le 20 mars. Les Irakiens, qui ont déjà repris depuis plusieurs jours le contrôle d'une partie au moins du champ pétrolier non exploité des îles Majnoun, ont apparemment progressé depuis quarante-huit heures, mais rencontrent une vive résistance des troupes iraniennes.

D'autre part, et pour la première fois, les autorités irakiennes ont emmené un groupe de journalistes visi-

ter l'usine d'engrais d'Al-Qatm. Trois étrangers - un Belge, un Britannique et un Américain - employés par des compagnies étrangères, qui ont remis cette nouvelle usine d'engrais clé en main en juillet dernier au ministère irakien de l'industrie et des ressources minières, ont démenti formellement aux journalistes que l'équipement et les matières premières de cette usine puissent être utilisés pour fabriquer des armes chimiques. Des compagnies étrangères continuent à assurer l'entretien et la bonne marche du projet, dont le coût de construction s'est élevé à plus de 3 milliards de dollars.

Ces compagnies étrangères - dont deux sont belges, une britannique, une américaine, une suisse, une danoise et deux allemandes - assurent jusqu'au 22 juillet prochain l'entretien et la bonne marche de ce projet.

Les autorités irakiennes avaient déclaré récemment que « l'objectif recherché par ces affirmations mensongères concernant l'usine était de préparer le terrain à une agression contre cette usine et contre d'autres installations irakiennes d'intérêt économique... » (AFP.)

M. Shamir semble résigné à l'organisation d'élections anticipées

De notre correspondant

Jérusalem. - Rarement partie aura semblé jouée d'avance à ce point. La question n'est déjà plus : y aura-t-il des élections au Liban, mais quand ? Mais quand se tiendront-elles ? Ainsi, avant même le vote en première lecture jeudi 22 mars sur cinq projets de loi - pas un de moins - « d'auto-dissolution » de la Knesset, pas un seul député de la coalition gouvernementale ne croit que le cabinet de M. Itzhak Shamir surmontera l'épreuve parlementaire déclenchée lundi par le parti Tami (le Monde du 21 mars).

Si la cause paraît entendue, ce n'est pas simple affaire d'arithmétique. Pour l'instant, un seul élu « flottant », le publiciste fait connaître son ralliement à la proposition du Tami, ce qui sur le papier ne suffirait pas à la faire triompher. Il s'agit de M. Itzhak Berman, « colonne » du Parti libéral et ancien ministre de l'énergie, qui avait quitté le cabinet Begin après les massacres de Sabra et de Chatila en 1982. M. Berman est partisan de longue date d'un gouvernement d'union nationale.

En outre, l'incertitude demeure quant à la participation au vote d'une poignée de députés des deux camps en voyage à l'étranger. Mais là n'est pas l'essentiel, car nul doute que les partisans d'un scrutin anticipé trouveront sans trop de mal les deux ou trois voix d'appoint nécessaires à la réalisation de leur projet. L'important, c'est que M. Shamir, privé de majorité par la « trahison » du Tami, semble résigné à la mort prématurée de l'actuel gouvernement.

Homme circonspect, d'instinct, M. Shamir avait tout fait ces derniers temps pour calmer le jeu, accordant ici et là aux alliés de son parti, le Herout - Tami en tête, - les concessions politiques et financières qu'ils réclamaient en échange de leur soutien au pouvoir. Son calcul était simple : « assurer sa survie jusqu'aux vacances de la Knesset le 1^{er} avril, puis « passer l'été » en douceur, quitte à accepter, l'automne venu, de convoquer l'électorat pour la mi-1985 quelques mois avant l'échéance normale de novembre. L'impatience du Tami a fait échouer ce scénario trop présomptueux.

Des élections anticipées, donc, mais pour quand ? Le Tami veut hâter le feu pendant qu'il est chaud. Son chef, M. Aaron Abouhatzera, a suggéré mardi à M. Shamir que le scrutin se tienne « avant quarante-cinq jours ». Les chefs du Parti travailliste, MM. Pères et Rabin, proposent en commun la date du 22 mai. Ce délai de deux mois est suffisant, de l'aveu du ministre de l'Intérieur, à la préparation technique et administrative de la consultation.

La commission des lois de la Knesset a commencé, mardi, à examiner certains amendements techniques au texte électoral. Les diri-

geants travaillistes craignent que la coalition de ce petit parti n'ait pas agi sur un coup de tête. Né, en juin 1981, d'une rébellion contre les caciques du Parti national religieux (PNR), le Tami se veut le défenseur intransigeant des plus pauvres parmi les Israéliens séfarades (originaux du monde musulman). Ce « créneau politico-technique » lui a, jusqu'à présent, fort bien réussi puisqu'il a, à peine constitué, il recueilli 2,5 % des voix et raffa trois sièges au Parlement. Surtout par la grâce d'un mode de scrutin (de liste proportionnelle) qui favorise l'émission multipartite, le Tami devint la formation-charnière par excellence, confortablement placée en position d'arbitre et sans l'appui de laquelle le Likoud ne pouvait prétendre gouverner. Le Tami tint bientôt la coalition à sa merci et obligea ses alliés à des concessions successives.

Fortes paroles des sans-grade, le Tami exige une forte hausse du salaire minimum, une revalorisation des allocations familiales et un relèvement du plancher fiscal. Il reproche à M. Cohen-Orgad d'être un théoricien ignorant des réalités sociales. Ses chefs de file ne sont pas toujours aussi-dessus de tout soupçon. Ainsi, M. Abouhatzera purgée, fin 1983, une peine de mise à l'épreuve dans un commissariat de police. La justice l'accusait d'avoir détourné les fonds d'une organisation de bienfaisance (le Monde du 4 octobre 1983). L'actuel ministre des affaires sociales, M. Uzan, est, quant à lui, l'objet d'une enquête policière. Il aurait reçu des pots-de-vin en 1975, alors qu'il appartenait à un cabinet... travailliste.

Au fil des mois, les partenaires du Tami supportaient de moins en moins bien son chantage permanent. En janvier, le Tami avait, pour prix de sa fidélité, arraché au Trésor des promesses écrites au profit du ministère dont il a la charge. M. Shamir n'eut pas d'autre choix que de lâcher du lest. « Ça ne vaut plus la peine de rester avec le Likoud », remarquait, récemment, M. Abouhatzera sur le mode ironique, « quelles que soient nos demandes, il est prêt à les satisfaire ». On ignore si les travaillistes ont ébauché le Tami en lui faisant des promesses précises.

En plaçant pour des élections rapides, le Tami compte gagner de vitesse tous ceux qui pourraient être tentés de récupérer à leur profit le « vote séfarade », qu'il s'agisse de M. Weizman, de certains religieux du PNR ou, surtout, de petites formations naissantes qui ont déjà montré leurs ambitions lors des élections municipales de décembre dernier. Tout en se rendant d'abord service à lui-même, le Tami comble d'aise l'opposition travailliste en espérant sans doute, le jour venu, être récompensé.

Attention aux idées de mars !, lançait, il y a quelques temps déjà, un

La rentrée
de M. Weizman
L'ancien ministre de la défense de M. Begin, le général Ezer Weizman, a effectué, fort à propos, mardi 20 mars, sa rentrée politique, après trois mois de silence, en annonçant la création prochaine, sous son égide et dans la perspective des élections, d'un « rassemblement centriste », accusé déjà M. Shamir de vouloir « mordre le pays en vidéo ». Mais la crise financière d'Israël a tant empiré en trois ans qu'on voit mal le grand argentier, M. Cohen-Orgad, rééditer le « coup » de son prédécesseur, M. Aridor, qui, en favorisant une spectaculaire relance de la consommation, fut, en 1981, le véritable artisan de la victoire du Likoud. « Il n'y aura pas cette fois d'économie électorale », assure-t-on dans les allées du pouvoir. Le Trésor, lui, a déjà chiffré le coût du scrutin : 13 millions de dollars.

La tenue rapide des élections permettrait, en revanche, à M. Shamir de rater le patron incontesté du Likoud pendant la campagne électorale et de couper l'herbe sous le pied de son principal rival, M. David Lévy. Le vice-premier ministre a d'ailleurs réaffirmé, mardi 20 mars, sa loyauté envers M. Shamir. Le Likoud a constitué un « comité de sept », chargé de fixer une date acceptable par toutes ses composantes, Tami y compris. Ce pourrait être vers le début de l'été.

« Attention aux idées de mars ! », lançait, il y a quelques temps déjà, un

LES EMPLÉTTES DE M. JOUBLATT

M. Walid Joublatt et son cousin Khalid, membre également de la délégation druze à la conférence de Lausanne, ont fait des emplettes mardi 20 mars dans une armurerie de la ville. M. Khalid Joublatt a acheté plusieurs revolvers et pistolets, notamment un pistolet Sig P-10, baptisé le « Rois-Royce des armes de poing » par de nombreux officiers de l'armée suisse.

M. Joublatt s'était déjà rendu la veille chez cet armurier, où il a fait l'acquisition d'un pistolet de compétition à air comprimé, ardoise, à-t-il confié à l'armurier, « introuvable à Beyrouth ». Apparemment, les membres de la délégation druze ont obtenu toutes les autorisations légales à Berne pour exporter ces armes.

A un journaliste qui lui demandait comment il voyait l'avenir, le chef du Parti socialiste progressiste a répondu : « Encore des combats, encore du sang. »

M. Walid Joublatt s'est ensuite rendu à Genève, qu'il a quittée pour Londres, mardi soir, à bord d'un avion privé. - (AFP, Reuters.)

« La relève du contingent français à Beyrouth. - Le navire de transport Estrel, de la Société nationale Corse-Méditerranée, a quitté Toulon, mardi 20 mars, à destination de Chypre, avec à son bord des détachements de gendarmes français qui relèveront les unités du contingent français à Beyrouth. Le bateau pourrait ensuite rester à Larnaca, à Chypre, pour aider aux opérations éventuelles de rapatriement de ce contingent de Beyrouth si la France le décidait. »

« Le secrétaire général de la Ligue arabe écrit à M. Reagan. - Dans une lettre ouverte au chef de la Maison Blanche publiée mardi 20 mars dans le journal saoudien As Sharg al Awsar paraissant à Londres, M. Klibi écrit notamment : « Il est devenu clair pour nous que les rapports (des Etats-Unis avec le Proche-Orient) se sont axés sur le seul Israël, ne tenant nullement compte de 158 millions d'Arabes et de vingt-deux Etats arabes, qui ont continuellement affirmé leur attachement à nouer des liens d'amitié et de compréhension avec votre pays. Les répercussions d'une telle position ne cessent de s'aggraver de jour en jour et il est fort à craindre qu'elles n'atteignent la limite au-delà de laquelle la position politique arabe à l'égard des Etats-Unis ne manquerait pas de se modifier en profondeur et sur une large échelle... » (Corresp.)

مكتبة الامال

مكتبة

"On a trouvé moins cher ici, on a gardé la différence et on s'est offert le champagne"



6800F

Göteborg
Canapé 3 places.
Revêtement cuir brun. L. 200 cm.

Dagb. Dore Barbach. Photo: Jacqueline Courtes

"Jean-Félix et moi, vous nous connaissez... nous ne sommes pas comme certains de nos amis que nous citerons pas ici, qui achètent ce qui est cher, justement parce que c'est cher.

Eh bien nous, nous achetons ce qui nous plaît, surtout quand ce n'est pas cher. Autant vous dire que, en ce qui concerne les meubles, nous allons souvent, pour ne pas dire toujours, chez IKEA. Nous prenons la voiture. C'est Jean-Félix qui conduit. Il adore conduire.

Et nous passons la journée chez IKEA. Nous nous promenons, nous regardons.

Et figurez-vous que personne de chez eux ne nous saute au collet pour nous dire qu'il a "exactement ce qu'il nous faut, et que lui-même en a acheté un pour lui pas plus tard qu'hier..."

Non, ils sont très bien, chez IKEA. Discrets. Et nous, nous aimons cela. Il n'empêche qu'à chaque fois, ça ne loupe pas, nous rapportons un petit quelque chose.

Et quand, par hasard, nos achats ne rentrent pas dans la voiture, nous nous adressons au Service Transport. Hier, comme nous avions le break, nous sommes revenus avec ce canapé 3 places. En cuir. 6800 F. Donné, non?

A ce prix-là, on s'est même permis une petite folie. Quelques caisses d'un excellent champagne millésimé. Cher, celui-là. Mais que voulez-vous, hélas, ils ne vendent pas encore de champagne chez IKEA."

IKEA EVRY - ALTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY, CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
TEL. (1) 832.92.95 (à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h
IKEA LYON, CENTRE COMMERCIAL DU GRAND YVER
VAULX-EN-VELIN, TEL. (7) 878.23.23
Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h

AMÉRIQUES

Pérou

Démission du ministre de l'économie Sa politique ultra-libérale avait beaucoup appauvri le pays

Correspondance

Lima. - Plus qu'un technocrate, c'est un homme de confiance du chef de l'Etat qui a pris, mardi 20 mars, le portefeuille des finances, en remplacement de M. Carlos Rodríguez Pastor, démissionnaire. Le nouveau titulaire, M. José Benavidez Munoz, était auparavant ministre de l'énergie et des mines.

Cette désignation annonce-t-elle un virage à 180 degrés dans la politique économique - ultra-libérale et scrupuleusement monétariste - suivie par le gouvernement que préside M. Fernando Belaunde depuis le 28 juillet 1980 ? Va-t-elle entraîner une rupture avec le Fonds monétaire international, qui en était l'inspirateur ?

Cette politique de rigueur extrême a été critiquée par les classes les plus déshéritées comme par la bourgeoisie. Au sein même de l'équipe au pouvoir, le vice-président de la République, M. Javier Alva Orlandini, en a regretté à plusieurs reprises le « tragique coût social ».

La crise s'est aggravée ces trois dernières années. En 1983, l'inflation a atteint 125 % et le déficit budgétaire 10,3 %. La chute de la production a été de 12 %, la diminution du pouvoir d'achat de 16 %. Le chômage a touché 9 % de la population, 48 % étant sous-employés.

La flambée des prix s'est poursuivie cette année : l'inflation cumulée

en janvier et février a été de 16 %. Pendant la première quinzaine de mars, l'essence a augmenté deux fois, ce qui a impliqué chaque fois une hausse du prix des transports et donc de toutes les denrées.

La population a multiplié les gestes de protestation, les paysans en barrant les routes, les ménagères en défilant avec des casseroles vides, les étudiants en affrontant violemment la police dans les rues de la capitale, les ouvriers en faisant des grèves de la faim sporadiques et des débrayages.

L'agitation sociale a amené les quatre centrales syndicales à lancer un ordre de grève générale pour le jeudi 22 mars.

« De la dynamite »

La politique suivie jusqu'à présent a servi de bouillon de culture à la subversion. « C'est de la dynamite contre le régime démocratique », a déclaré l'ancien ministre du travail, M. Alfonso Grados Bertolini. Le général Adrian Huaman, responsable politique et militaire des douze départements des Andes où se manifestent les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux, s'est plaint amèrement de l'indifférence du gouvernement envers les paysans faméliques de la Puna (hauts plateaux) : « Le terrorisme ne se combat pas avec des balles mais avec de l'argent et du développement », a-t-il dit.

M. Rodriguez Pastor affirmait que l'inflation péruvienne était due à un excès de la demande. Aussi préconisait-il une politique d'austérité visant à éponger le déficit budgétaire en restreignant le crédit et en rognant sur le pouvoir d'achat. Mais la récession qui s'est ensuivie a stimulé à son tour l'inflation : le remède a causé plus de ravages que la maladie.

Son successeur pourrait appliquer une politique exactement opposée. Des économistes indépendants viennent de soumettre au président un plan de relance qui prévoit une restriction drastique des importations, des subventions aux exportations non traditionnelles et la pleine utilisation de la capacité de l'industrie (qui ne tourne actuellement qu'à 50 % de ses possibilités).

Le seul inconvénient de ce programme est qu'il prend le contrepied des recommandations du Fonds monétaire international. Son application pourrait entraîner une rupture avec le FMI et bloquer les négociations avec les créanciers du club de Paris, prévues pour la fin avril : Lima demande un nouvel échelonnement de sa dette à court terme, qui atteint 2 milliards de dollars.

Le Pérou a des réserves de devises de près de 1 milliard de dollars. L'opposition soutient qu'il a donc une certaine marge de manœuvre pour appliquer un plan de relance sans recourir aux crédits trimestriels du FMI. Le Fonds a fait preuve d'une extrême sévérité avec le pays en lui imposant non seulement une politique de récession, mais aussi des mesures qui violent la Constitution, comme l'abrogation de la réforme agraire ou la privatisation des entreprises publiques.

NICOLE BONNET.

AFRIQUE

Angola

Le gouvernement sud-africain estime « inacceptables » les termes du communiqué anglo-cubain

Le gouvernement sud-africain a réagi négativement, mardi 20 mars, au communiqué anglo-cubain énonçant trois conditions pour le retrait des troupes cubaines d'Angola. Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. P. Botha, a estimé que ce document (le Monde du 21 mars) - contredit clairement l'esprit et la lettre de l'accord de Lusaka (1) et compromet les bonnes relations nées au sein de la commission de désengagement - (anglo-sud-africain).

M. Botha, qui a demandé une « clarification urgente » de la position anglo-sud-africaine, estime « inacceptables » les termes du communiqué, dans lequel les deux parties - admettent et se solidarisent avec la lutte héroïque que les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud mènent sous la direction de la SWAPO et du Congrès national africain (ANC), leurs représentants légitimes uniques, contre le régime honteux d'apartheid. Ils confirment leur conviction

que ce régime odieux est historiquement voué à disparaître. Ce passage, qui n'a été rendu public ni par La Havane, ni par Lusaka, l'a été, en revanche, mardi, par l'agence soviétique Tass.

Si le gouvernement anglo-sud-africain est si fortement attaché à la lutte « héroïque » de la SWAPO, a ajouté M. Botha, alors son rôle actuel au sein de la commission de désengagement n'a aucun sens. M. Botha estime qu'il faut établir clairement si ce communiqué constitue un rejet de l'accord de Lusaka, et affirme que « la seule question qui reste à résoudre est celle du retrait des quelque vingt-cinq mille Cubains d'Angola ».

(1) L'accord de Lusaka, signé le 16 février, crée une commission conjointe chargée de surveiller le processus de désengagement militaire dans le Sud-angolais. Les Etats-Unis joignent également partie des négociations (le Monde du 18 février).

L'Argentine désenchantée

(Suite de la première page.)

Le général Ramon Camps, ancien chef de la police, dont la cruauté et le cynisme inspiraient du dégoût à nombre de ses pairs, a certes été mis en « prison préventive rigoureuse », de même que l'ancien directeur de l'Ecole supérieure de mécanique de la marine, où près de quatre mille personnes auraient « disparu », le contre-amiral Ruben Chamorro. Mais, se demandent les parents de disparus, « combien de capitaines Astiz (1) continuent de déambuler librement ? ».

L'armée serait-elle, alors, rassurée ? Pas du tout ! Dans les casernes, on est passé de la grogne au ras-le-bol. « On nous met au banc des accusés pour une guerre que nous avons gagnée et pour une autre que nous avons perdue. Et ceux qui nous jugent sont ceux qui ont été si tranquillement assis derrière leur bureau sans se mouiller ni dans l'une ni dans l'autre », déclare, furieux, un ex-général de brigade. Les militaires se sentent calomniés, traités dans la boue par ces mêmes dirigeants politiques - radicaux et péronistes - qui, pour la plupart, les courbaient durant le processus de réorganisation nationale, et par ces mêmes journalistes qui les encochaient quand ils étaient au pouvoir.

La colère provoquée par l'étalage quasi-quotidien des horreurs commises durant la lutte contre la « subversion », s'ajoute aux inquiétudes suscitées par le plan de restructuration des forces armées.

Un pays déliquescant

Quant à l'homme de la rue, il est partagé. D'un côté, il est conscient qu'« on ne peut demander à un gouvernement de redresser en trois mois un pays détruit par sept ans de dictature ». De l'autre, il se plaint amèrement de la cherté de la vie et constate qu'« on n'arrive pas à joindre les deux bouts ». On le comprend. En février, les prix à la consommation ont officiellement augmenté de 17 %, soit une hausse de plus de 31 % depuis le début de l'année. Le bifeck a fait un bond de 50 %. Le secrétaire d'Etat au commerce a réagi par une mesure draconienne : interdiction de vendre de la viande durant une semaine.

Dans un pays où le bifeck constitue la base de l'alimentation, une telle décision a été, on s'en doute, très mal accueillie par la population.

Que s'est-il donc passé durant ces cent jours ? On est l'enthousiasme débordant des foules célébrant, le 10 décembre, l'avènement de « cent ans de démocratie » ? Mettre cette agitation sur le compte de la liberté recouvrée et de « la libération de forces trop longtemps réprimées », selon l'expression du ministre de l'Intérieur, M. Antonio Troccoli, c'est, certes, en sous-estimer la portée. Autre explication comode : la mentalité des Argentins. Leurs travers sont répertoriés : vanité, brulante ce qu'ils ont adoré la veille et, avant tout, soucieux de défendre leurs intérêts personnels ou sectoriels ! On ne peut s'en tenir là !

En fait, M. Raul Alfonsín et son équipe ont fait beaucoup durant cette courte période. Mais ils se sont heurtés à une réalité dont le noir cœur dépassait leurs émotions les plus pessimistes. Le président savait qu'il hériterait d'une situation extrêmement grave. Mais une chose est de s'en faire une idée abstraite dans l'opposition, une autre est de la vivre quotidiennement.

C'est sans doute pour cette raison que le président n'a pas, dès le début de son mandat, clairement dit aux Argentins que leur pays était en déliquescence. Beaucoup de promesses ont été faites qui, manifestement, ne pourront pas être tenues.

Surprise désagréable : le manque de cadres. Le président s'est certes entouré d'une équipe homogène, composée d'hommes dévoués et,

dans l'ensemble, compétents. Mais cela ne suffit pas pour que la machine gouvernementale tourne à la vitesse voulue. « En dessous, il n'y a personne », se lamente un ministre, qui ajoute : « La plupart des hauts fonctionnaires sont tous juste bons à vendre de la salade ! ».

Troisième difficulté qui n'avait pas été prévue : le Congrès traîne les pieds et tarde à approuver les projets de loi considérés par l'exécutif comme d'« extrême urgence ». Par manque d'habitude, mais aussi pour manifester son indépendance, et démontrer aussi que la démocratie fonctionne, il n'empêche : cela prive le gouvernement des instruments dont il a besoin pour agir vite et fort.

Les militaires serrent les rangs

Quelles actions concrètes M. Alfonsín s'est-il entreprises ? Face à l'armée, le président s'est efforcé de donner les impératifs éthiques et le réalisme. Les premiers l'obligaient à demander aux militaires de rendre des comptes. On ne saurait impunément faire disparaître des milliers de personnes, lancer un pays dans une guerre totalement improvisée et, de surcroît, mettre la main dans la caisse. Mais le réalisme le contraignait à tenir compte du fait que le retour à la démocratie n'était pas le résultat d'une conquête populaire et que les forces armées, bien que discréditées, n'avaient rien perdu de leur puissance. D'où une stratégie prudente.

Dans son allocution du 13 décembre, M. Alfonsín annonce aux Argentins médusés que les trois premières juntes seront déferées devant la justice. Les neuf ex-commandants en chef sont accusés « d'assassinats, de tortures et de privations illégales de liberté ». Mais, pour équilibrer la balance, il ajoute que la justice s'abstienne avec la même rigueur sur les ex-chefs de la guérilla réfugiés à l'étranger. Surtout, il confie au Conseil suprême des forces armées le soin de juger, en première instance, les militaires mis en accusation.

Autre garde-fou : pour décourager les membres du Congrès de former eux-mêmes une commission d'enquête, le président désigne une Commission nationale sur les disparitions, composée certes de personnalités jouissant d'une grande autorité morale, comme l'écrivain Ernesto Sabato, mais dont les attributions sont limitées.

Cette politique, habilement dosée, n'a pourtant pas donné les résultats escomptés. C'est que le gouvernement n'avait pas prévu que, dès le départ des militaires, les langues se délieraient, que le rideau se lèverait si haut sur les atrocités commises durant la « sale guerre » contre la « subversion » et que la rage de ceux qui ont perdu des êtres chers éclaterait.

Les militaires font face à l'avalanche en resserrant les rangs. « Nous sommes aujourd'hui plus unis que nous ne l'étions à la veille des élections », affirme un officier supérieur. Les ex-généraux du « processus » ont un porte-drapeau : l'ex-commandant du 3^e corps d'armée, le général Luciano Benjamín Menéndez, dont le prestige reste grand auprès des officiers en activité.

Le jugement des responsables de la folle aventure des Malouines présenterait apparemment moins de difficultés. Les conclusions du rapport Rattenbach, connues avant les élections, n'étaient-elles pas particulièrement sévères ? De fait, le général Galtieri, l'amiral Araya et le général de l'armée de l'air Lami Dozo ont été placés « en prison préventive rigoureuse » sur décision du Conseil suprême des forces armées. Mais tout n'est pas joué. A l'approche du deuxième anniversaire du débarque-

ment des troupes argentines aux Malouines et après les révélations de l'Economist (2) sur l'aide fournie par les Etats-Unis à la Grande-Bretagne, des voix s'élèvent qui soulignent la « portée historique » de la date du 2 avril 1982 et rappellent les hauts faits des pilotes argentins. Certes, les trois ex-commandants en chef ne sont pas encore transformés en héros. Mais le nationalisme à fleur de peau et la mémoire courte des Argentins pourraient leur valoir des circonstances atténuantes.

M. Alfonsín a visiblement senti qu'il fallait rassurer les militaires. Il a multiplié, au cours des dernières semaines, les contacts avec les officiers. C'est qu'il a besoin de leur coopération pour mener à bien ce qui constitue pour lui l'essentiel : la réforme en profondeur de l'armée. Celle-ci est ambitieuse. Elle vise à mettre fin au féodalisme qui a prévalu jusqu'à présent entre les armes et qui explique largement la déroute de Port-Stanley. M. Alfonsín veut intégrer les trois forces au sein d'un état-major conjoint placé aux côtés du ministre de la Défense. Deuxième objectif : le redéploiement, en particulier pour ce qui concerne l'armée de terre, dont l'implantation obéit à des critères politiques et non à des impératifs de défense. Ce redéploiement doit s'accompagner d'une réduction sensible des effectifs et d'une modernisation de l'armement.

Quatre objectifs économiques

Troisième front : l'économie. C'est celui qui préoccupe le plus le président. C'est celui, aussi, où la clarté des objectifs et la fermeté dans la conduite sont absolument nécessaires pour restaurer la confiance. Le gouvernement radical sait-il bien où il va dans ce domaine ? Non, entend-on répéter un peu partout : le plan d'urgence diffusé fin janvier ne serait qu'un catalogue de vœux pieux et contradictoires. « Mais si », affirme le ministre de l'économie, M. Bernard Grinspun, et ce plan commencera même à porter ses fruits. « Nous poursuivons simultanément quatre objectifs, dit-il, la réduction de l'inflation, la relance de l'activité, l'augmentation du pouvoir d'achat et la diminution du chômage. »

Utopie, dira-t-on. M. Grinspun est, quant à lui, convaincu que ces objectifs ne sont pas incompatibles. « Nous sommes en train de renverser la tendance récessive. Le PIB devrait croître de 5 % en 1984. La reprise est réelle. Il suffit de voir l'augmentation des offres d'emploi. » A l'origine de ce redémarrage, selon le ministre de l'économie, on trouve « l'augmentation régulière du pouvoir d'achat au cours des derniers mois, qui s'est traduite par une croissance de la consommation ». Et les prix ? Pour M. Grinspun, le mauvais indice de février est dû « aux distorsions provoquées par la hausse vertigineuse du prix de la viande ».

Il estime que le taux d'inflation pourra être ramené de 450 % au début de l'année à 100 % fin décembre. Comment ? Grâce, surtout, à une réduction du déficit budgétaire (ce dernier devrait passer de 14 % du PIB, à l'heure actuelle, à 4 % à la fin de l'année). Le projet de loi budgétaire, qui n'a toujours pas été envoyé au Parlement prévoit, en particulier, une réduction des dépenses militaires et un accroissement de la pression fiscale. Comment fera le gouvernement pour tenir en même temps ses promesses en matière de logement, d'éducation et de santé ?

En fait, la politique économique du gouvernement radical dépendra très largement des conditions dans lesquelles sera refinancée la dette de quelque 21 milliards de dollars qui vient à échéance en 1984, principal intérêt et... impayés. Les réserves librement disponibles ne dépasseraient pas, à l'heure actuelle, 500 millions de dollars, et l'excédent commercial devrait se situer, en 1984, autour de 3,5 milliards de dollars. M. Grinspun est catégorique : « L'Argentine ne décrètera pas un moratoire » ; tout ce qui se dit et s'écrit sur une possible rupture avec les créanciers n'est que « littérature ». Pas question, non plus, de constituer un « front des débiteurs » avec les autres Etats d'Amérique latine : « La situation de chaque pays est différente », affirme M. Grinspun. « Ce que nous n'accepterons pas, ce sont des « recettes réces-

sives » et « des taux d'intérêt exorbitants », précise-t-il. Il ajoute : « Nous sommes de bonne foi. Les banquiers aussi. Nous devons arriver à nous entendre. Des contacts ont été pris avec le Fonds monétaire international, les banques créditrices et le Club de Paris (3). Mais les négociations véritables n'ont pas encore commencé. La raison est simple : le gouvernement n'a pas encore chiffré son programme économique... ».

Des succès diplomatiques

C'est sans aucun doute dans le domaine de la politique extérieure, enfin, que les résultats de ces cent premiers jours sont les plus spectaculaires. Le ministre, M. Dante Caputo, a fait une entrée fracassante au palais San-Martin. S'appuyant sur une équipe réduite de fidèles, cet homme énergique, au style direct, s'est attaqué résolument aux deux épineux problèmes laissés par le gouvernement militaire : le litige frontalier avec le Chili, dans la zone du canal du Beagle, et les Malouines.

Force est de constater que des progrès substantiels ont été accomplis depuis le 10 décembre. Le 23 janvier, l'Argentine et le Chili ont signé, au Vatican, une « déclaration de paix et d'amitié » et se sont engagés à accélérer les négociations afin de parvenir le plus rapidement possible à la conclusion d'un traité de paix définitif. Il y a tout lieu de penser que celui-ci sera signé dans le courant de l'année.

Progrès également en ce qui concerne les Malouines. M. Raul Alfonsín a répondu favorablement à la proposition de M. Thatcher de normaliser les relations entre les deux pays. L'Argentine est disposée à rétablir les relations diplomatiques, commerciales et financières avec la Grande-Bretagne. Buenos-Aires a toutefois demandé que soient prioritairement discutés la levée de la zone d'exclusion de 150 miles et l'arrêt de la construction d'un aéroport stratégique à Port-Stanley. « Les négociations ne peuvent ignorer la question de la souveraineté », souligne le texte de la réponse au premier ministre britannique. Ce qu'accepte Buenos-Aires, évolution très perceptible, c'est de ne pas faire de la discussion de ce problème une condition « préalable » à l'ouverture des négociations.

Si le thème des Malouines a cessé d'être tabou, il continue toutefois d'être sensible. Le rapprochement avec la Grande-Bretagne suscite des réserves au sein de l'opposition péroniste et dans l'opinion publique. On reproche à M. Caputo de manifester trop d'empressement pour parvenir à une solution, ce qui risque d'affaiblir la position de l'Argentine face à la « dame de fer ». Nul doute que le ministre des relations extérieures devra tenir compte à l'avenir du « front interne ».

La tâche de M. Alfonsín est donc ardue. Le président dispose cependant d'un atout de poids : sa popularité. La confiance de la masse des Argentins s'est même accrue au cours de cette période. M. Alfonsín est, estiment-ils, l'homme providentiel qui les sauvera du chaos.

JACQUES DESPRES.

(1) Le capitaine Astiz est considéré comme l'un des plus sévères responsables des « groupes de travail » chargés d'enlever des opposants durant la « sale guerre ». Il aurait, en particulier, fait disparaître les deux religieux français, Sœurs Alice et Léonie.

(2) Voir le Monde daté 4-5 mars.

(3) Le Club de Paris rassemble, au cas par cas, les créanciers gouvernementaux des pays débiteurs en vue d'un réaménagement de leur dette.

Chili

Un dirigeant démocrate-chrétien, M. Lavenderos, a été grièvement blessé dans une embuscade

Santiago (AFP, Reuters). - Un dirigeant de la démocratie chrétienne, opposant actif au régime du général Pinochet, M. Jorge Lavenderos, a été hospitalisé, à Santiago, le mercredi 21 mars, dans un état grave après avoir été roué de coups. Il repassait son domicile en voiture lorsqu'il est tombé dans une embuscade, tendue par une douzaine d'inconnus qui circulaient à bord de trois véhicules.

M. Lavenderos, qui a quarante-trois ans, et qui était sénateur démocrate-chrétien au moment du coup d'Etat de 1973, est président de PRODEM (Projet de développement national) coalition entre diverses forces du centre et de la gauche (à l'exclusion du PC).

D'autre part, la police a annoncé que le général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète,

appelée alors DINA, a été victime d'un attentat. Des inconnus circulant à bord de plusieurs véhicules ont jeté une bombe dans la voiture où il se trouvait, mais le général a jeté l'engin sur la chaussée, où il a explosé.

De source officielle, on a annoncé l'arrestation, mardi, de trois membres présumés du Front patriotique Manuel-Rodríguez, qui a revendiqué une trentaine d'attentats commis la semaine dernière dans le centre du pays. Il s'agit de MM. Carlos Perez Figueroa, Genaro Roman Yanez et Carlos Ruiz Rojas, qui appartiendraient en fait, selon les services secrets, au PC. Les mêmes services affirment que l'un des trois hommes aurait participé il y a trois mois à une école de guérilla dans la cordillère des Andes.

CHARTERS ETE 84

U.S.A.

NEW-YORK

à partir de
2800 F.A.R.

AIRCOM SETI
93, rue de Valenciennes, 75008 Paris
Tél. : 522-98-46 - LIC A982

BENNETON

CHEVALIERES
GRAVEES

75, bd Malesherbes,
Paris 8 - tél. 397.57.39

مكتبة الأمل

POINT DE VUE

Gary Hart et la V^e République

par OLIVIER DUHAMEL

ES américanophobes n'aiment pas Gary Hart. Les constitutionnalistes n'aiment guère les élections primaires, et les professionnels de la politique encore moins. On comprend qu'aucune voix ne s'élève en France pour introduire la démocratie en amont de l'élection présidentielle. La victoire - éphémère ou durable - du sénateur hier encore inconnu confirme plutôt les réserves à l'endroit des campagnes présidentielles américaines. Les critiques s'organisent autour de quatre arguments :

1) La désignation des candidats présidentiels par les électeurs incarne la personnalisation du pouvoir. Le principal handicap de Gary Hart, à ce stade de la campagne, provient du fait qu'il n'est ni élu, ni élu par les électeurs. Qu'importe les idées pourvu qu'on les baptise « nouvelles », et l'essentiel de la campagne compare les coiffures ou comptabilise les lapsus.

2) Les primaires tendent à « désintégrer les partis politiques, ce qui n'est pas sain dans les démocraties » (1).

L'affaiblissement des partis aux Etats-Unis est un des leitmotivs de la science politique (2). Il semble aller de pair avec une intervention croissante des électeurs dans le choix des candidats. Ainsi, à San-Francisco en juillet 1984, 63 % des délégués à la convention démocrate auront été choisis par les électeurs (primaires), 23 % par les militants (caucus) et 14 % par les cadres dirigeants du parti.

3) Les primaires sont dangereuses, amplifiant de brusques mouvements de l'opinion. Elles aboutissent à des médiocres résultats. Tantôt elles investissent un candidat lamentable du point de vue de l'efficacité gouvernementale (McGovern, 1972), tantôt elles choisissent un mieux doué pour franchir le cap de l'élection, mais qui s'avère un « mauvais président » (Carter, 1976).

4) Le pouvoir lui-même est rendu plus fragile par l'alignement de la campagne électorale qui absorbe le dernier quart d'un mandat présidentiel déjà trop court.

Aucun de ces arguments n'empêche cependant la conviction, d'autant qu'ils entraînent aux seules primaires des vices qui affectent au vif d'autres variantes de la démocratie moderne.

La personnalisation du jeu politique est inhérente à la combinaison de l'élection et de la télévision. Nul besoin de primaires pour l'étendre, d'un monopole des partis pour l'activer. Même l'élection du président ne semble pas constituer une variable décisive : le « Drame de la France » n'est pas plus au suffrage universel direct. Quant à l'absence totale d'idées dans le discours du sénateur du Colorado, il pourrait s'agir du dernier cliché à la mode, soigneusement enroulé par ceux qui souhaitent réduire le débat politique à l'affrontement ultra-simplifié entre le libéralisme des chaires et le « moins d'Etat » et le socialisme stalinien au

« plus d'Etat ». Dénoncer le corporatisme des syndicats américains, proposer une réorientation de la défense du nucléaire, ne sont-ce pas deux façons précises de poser la question de la démocratie et la question de la paix, autrement dit, avec le sous-développement, les trois questions politiques décisives pour les années qui viennent ?

Les partis ne pourront jouer légitimement tout le rôle qui leur est dû s'ils demeurent de grandes ou petites machines bureaucratiques et oligarchiques. En négligeant l'affiliation des électeurs à un parti, les primaires encouragent l'identification partisane des citoyens, en même temps qu'elles donnent une raison d'être aux adhérents. Chaque primaire est un événement, chaque région devient un enjeu, les organisations de base des partis peuvent prendre vie. La chose entre Barre, Giscard ou Simon Veil ne se ferait plus dans l'alcôve secrète des couloirs et des sondages. C'est entre Rocard, Mauroy, Jospin, Chevènement ne serait plus fonction de la myriade des courants du parti socialiste et les désirs du prince - à moins qu'il ne décide seul de se représenter.

L'ouverture du jeu politique accompagne cette expansion de la démocratie. Les Américains peuvent en quelques mois faire d'un inconnu leur président, alors qu'en France il faut près d'une dizaine d'années pour fabriquer, on ne sait trop comment, un « présidentiable ». L'objection sur la médiocrité des résultats correspond aux lieux communs les plus anciens du suffrage universel. Maurice Duverger souligne à juste titre que les appareils partisanes, à l'évidence, ne font pas mieux. Sans compter que l'on ne sait pas très bien au nom de quels critères Johnson ou Nixon devraient être qualifiés de grands hommes d'Etat et Carter symboliser la nullité. En outre, le suffrage universel présente cette vertu de pouvoir désigner ce qu'il a fait.

En combinant la désignation directe du président et le scrutin majoritaire pour l'Assemblée, la V^e République a rétabli le lien entre l'élection des représentants, choix de la coalition des gouvernements et adoption d'une ligne politique de gouvernement. Mais elle a également considérablement renforcé le pouvoir d'un seul, aujourd'hui nécessairement pris dans le « bande des quatre », voire des trois. Le peuple ne choisit qu'entre ses chefs. Serait-ce affaiblir la démocratie que de lui proposer des choix plus larges et de permettre à un plus grand nombre de prétendre atteindre le sommet ? Pourquoi décider d'avance qu'en choisissant plus et plus vite il choisirait plus mal ?

(1) Maurice Duverger, « Des candidats choisis par les électeurs », Le Monde du 15 mars 1984.

(2) Voir l'édition d'Yves Mény, Pouvoir et 29, « Les Etats-Unis », à paraître, PUF, avril 1984.

Propos et débats

M. Barre : discours sérieux

Dans sa Lettre mensuelle du 15 mars, M. Raymond Barre écrit notamment :

« La France a besoin d'un discours sérieux, qu'il vienne de l'actuel pouvoir ou de l'actuelle opposition. Celle-ci aurait tout intérêt à comprendre que la défense et l'apologie de toutes les revendications catégorielles ou corporatistes lui coûteront cher si jamais elle revient au pouvoir. A force de promesses successives ou d'attitudes variables selon les interlocuteurs, elle devient d'elle-même ce qu'elle prétend combattre : l'objet de la politique n'est pas d'opérer les prouesses électorales des Français (...) mais de convaincre tous nos concitoyens de servir une ambition nationale. Le vrai problème de la France est un problème politique : avoir un gouvernement qui montre sans ambiguïté aux Français qu'il gouverne pour la France. »

M. Stirn : dérive droite

Avant d'en envoyer copie à ceux qui, au Parti radical, ont l'intention de rejoindre l'Union radicale et catholique qu'il vient de créer, M. Olivier Stirn a adressé à M. André Rosencrutz, président du Parti radical, sa lettre de démission. Après avoir constaté « l'impossibilité de trouver un compromis » entre les « orientations » de M. Rosencrutz et les siennes, le député du Calvados rappelle qu'il était entré en 1976 avec les socialistes au Parti radical, qu'il était dirigé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, « manifestait son souci d'indépendance avec le droit et forçait l'UDF en orientant celle-ci dans le camp du réformisme ».

Pour M. Stirn, « la dérive droite n'a cessé de s'accroître depuis 1979 jusqu'à récemment faire du Parti radical, au sein de l'UDF, la formation la plus active pour constituer une liste avec les conservateurs ». Il souhaite qu'un jour, revenu à une conception plus authentique du message dont il est porteur (voir l'éditorial, [M. Rosencrutz] participe à la renaissance d'un grand mouvement réformiste et tourné vers l'avenir ». Partageant avec M. Doublin (MRG) la tête de la liste du Centre gauche, M. Stirn précise que, désormais, il va « s'efforcer, dans l'esprit de la démarche initiée par MM. Edgar Faure et Maurice Faure, de constituer un vaste rassemblement plus conforme (...) à la tradition [radicale] ».

M. MITTERRAND ET M. MAUROY

Le partage des rôles

« incantatoire ». « Le socialisme, quoi ! » s'exclamaient-ils. L'air bonhomme, comme si cela suffisait à tout expliquer.

L'accusation ne tient plus, pour cause d'ausiérité. On admet aujourd'hui que le premier ministre a une démarche pragmatique. Pour l'heure, le dossier des restructurations industrielles suffirait à son « bonheur ». Mais il touche à tout - il est là pour cela - et doit s'expliquer sur tout. Un premier ministre, comme disait le général de Gaulle, cela « dure et endure ».

M. Mauroy aimerait bien, aussi, comme tout le monde, convaincre. Comment faire, avec 26 % de satisfactions et 29 % de Français seulement qui lui font confiance ? Qu'il parle et l'on dira qu'il se disperse, ou qu'il prêche dans le désert. Qu'il se taise et l'on s'émoussera de son absence dans le débat politique. Dans l'un ou l'autre cas, on expliquera que M. Pierre Mauroy ne remplit pas l'une des missions que la pratique des institutions de la V^e République a, parait-il, confiées au premier ministre, à savoir la protection du président de la République. Le chef du gouvernement serait, en quelque sorte, le paratonnerre du chef de l'Etat, son « fusible », placé entre l'opinion publique et lui.

Un logement de fonction

M. François Mitterrand ne compte pas, semble-t-il, sur ces protections-là. Non pas au motif qu'elles n'existeraient pas par insuffisance du premier ministre, mais parce qu'il paraît se soumettre aux vraies règles du jeu de la V^e République - révisée en 1962 par le référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel - celles d'un tête-à-tête entre le chef de l'Etat et les Français. M. Mitterrand ne monte pas « en première ligne » chaque fois qu'il intervient à la télévision. Il y est en permanence. La « première ligne », c'est son logement de fonction.

Elu au suffrage universel, le chef de l'Etat est à l'évidence le plus exposé, face à l'opinion, des représentants d'un pouvoir qu'il incarne au premier chef. Expliquer aujourd'hui que M. Mitterrand est contraint d'exposer et de défendre

lui-même la politique économique et sociale du gouvernement pour la seule raison que son premier ministre ne disposerait plus du crédit nécessaire pour convaincre est insuffisant. S'il agit ainsi, c'est aussi parce qu'il est l'inspirateur de cette politique, qu'il est considéré comme tel et comme comptable de sa réussite ou de son échec. Qui est le mieux placé pour expliquer une politique et tenter d'emporter l'adhésion : celui qui a dessiné puis décidé, en dernier ressort, cette politique ou celui qui l'applique ?

« L'un montre la voie, l'autre fraye le chemin », remarquait M. Mauroy au lendemain de sa nomination, donnant ainsi une définition classique de la répartition des rôles entre le président de la République et le premier ministre. L'un et l'autre, depuis le début de la V^e République, l'entendent ainsi. La gauche n'y a rien changé. Georges Pompidou, qui, premier ministre, s'adressait à l'opposant François Mitterrand pour lui dire, évoquant le passage de la IV^e à la V^e République : « L'événement a glissé sur vous sans laisser de trace », conviendrait sans doute aujourd'hui qu'il s'était trompé.

Cette répartition des rôles suppose que le chef de l'Etat « ne soit pas absorbé sans relâche et sans limite par la conjonction », comme disait le général de Gaulle, et que le premier ministre « traite les problèmes contingents », selon la variante giscardienne des règles du jeu. Justes sans doute parce que vérifiées par l'expérience, ces définitions sont perçues comme telles par l'opinion. L'essentiel se passe à l'Elysée. C'est cette cible que visent les jugements des Français. M. Valéry Giscard d'Estaing en a fait l'expérience lorsque M. Raymond Barre a drainé vers l'Elysée l'impopularité de la politique - pourtant personnalisée à l'extrême - qu'il conduisait à Matignon.

M. François Mitterrand, pour sa part, ne paraît guère soucieux de se cacher derrière son petit doigt. En septembre 1983, il n'a pas craint l'impopularité lorsqu'il a affirmé, à TF 1, que « la crise peut être une chance pour la France ». « Serai-je impopulaire ? », demandait-il en invitant les Français à l'effort. « Eh bien, répondait-il, je le préférerais ».

plutôt que de manquer à mon devoir. » A l'époque, 43 % des Français seulement, selon la SOFRES, lui faisaient confiance. Il en est au même stade aujourd'hui.

En la matière, les exigences de la fonction rejoignent un trait de caractère : plus c'est difficile, plus l'opinion - désorientée - a besoin d'un « guide », comme disait de Gaulle ; plus c'est difficile, plus je dois être présent, pense M. Mitterrand. Avec l'espoir que, au bout du compte, les Français lui sauront gré de ne pas avoir cédé dans l'adversité.

Le président est donc lui-même engagé sur tous les fronts : après sa « tournée des popotes » européennes, son voyage aux Etats-Unis, de multiples déplacements ponctuels en province, il tiendra, mi-avril, une conférence de presse. Le premier ministre, de son côté, ne chôme pas.

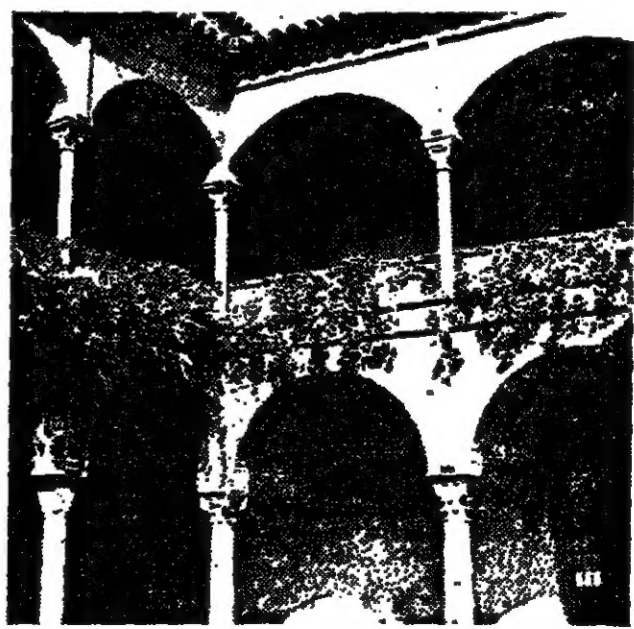
A tout prendre, le tandem Mitterrand-Mauroy n'est pas très original. Mais, pour le président, il comporte une garantie essentielle qui explique la longévité de M. Mauroy : la sécurité. « Je suis sûr de votre confiance », disait le chef de l'Etat à propos d'un éventuel remaniement, au fond, je n'aimais pas le changement. « Jusqu'au moment où - et chaque jour qui passe nous en rapproche - le « changement » s'impose. On ne fait pas toujours ce que l'on aime.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● Hausse des cotes de MM. Mitterrand et Mauroy. - L'enquête réalisée par l'IFRES du 29 février au 5 mars auprès de mille personnes, et publiée par le Quotidien de Paris daté du 21 mars, indique que 42 % (soit quatre points de plus que le mois précédent) approuvent la façon dont M. Mitterrand remplit ses fonctions. Le pourcentage de ceux qui n'approuvent pas passe de 50 % à 47 %. A la même question concernant M. Mauroy, 25 % (au lieu de 23 %) approuvent le premier ministre et 60 % (au lieu de 62 %) le désapprouvent. Même si elle perd un point, M^{me} Veil reste, avec 49 % d'opinions favorables, celle dont l'action est la plus approuvée. Elle est suivie de M. Rocard, qui, avec 48 %, gagne deux points, et de M. Chirac (44 %, soit dix points de plus).

L'Espagne de printemps est arrivée!

L'Espagne de printemps, c'est une Espagne qui prend son temps pour vous montrer, en flânant, ses musées, ses cathédrales, ses ateliers d'artistes. C'est une Espagne qui prend son temps pour vous faire écouter sa musique. L'Espagne de printemps, chez tous les agents de voyages.



L'OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME
43 ter, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie - 75008 Paris - Tél. 720.90.54
ET DANS LES AGENCES DE VOYAGES

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE COMMERCE
EXTÉRIEUR

Envoyer 20 F (télécopie à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 110 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LOCATION
Haute-Maurienne

SKIEZ EN STATION VILLAGE
VALFREJUS (Modane) 1500 - 2800 m

Forfait, location, pension complète en studio 4 personnes

1350F par personne
Club 365 (T) 503.21.50

Bon pour une documentation gratuite sur nos locations mer et montagne à retourner à CLUB 365 - 46, rue de la Tour 75116 PARIS.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Renseignez-vous sur nos locations d'été

U.S.A.
NEW YORK

2800 F.4

BEAUMONT

Le blocage de la frontière franco-espagnole par les routiers pourrait s'étendre à la Catalogne

Le ministre des transports a annoncé l'envoi, mercredi 21 mars, d'une délégation de transporteurs et chauffeurs routiers dans les Pyrénées. Le ministre des transports a annoncé l'envoi, mercredi 21 mars, d'une délégation de transporteurs et chauffeurs routiers dans les Pyrénées. Le ministre des transports a annoncé l'envoi, mercredi 21 mars, d'une délégation de transporteurs et chauffeurs routiers dans les Pyrénées.

Indemnités qui seront versées par le gouvernement de Madrid, dont le porte-parole, M. Fernando Schwarz, a déclaré qu'une formule de dédommagement rapide était à l'étude.

Sur place, ces déclarations apaisantes n'ont pas pour autant calmé les esprits. Dans la journée du 20 mars, à en lire à Saint-

Sébastien, entre le gouvernement de la province de Pays basque, le conseil de France à Saint-Sébastien, le conseil d'Espagne à Hendaye et des représentants des camionneurs français, une réunion au cours de laquelle les autorités espagnoles ont proposé la prise en charge des camions français en convoi par la garde civile, en renfort de la police autonome basque, qui n'avait, apparemment, pas eu à intervenir, la veille, l'attaque de camions dont elle assurait pourtant la garde, au col d'Eschegarate.

Mais cette offre était repoussée, peu après, par les chauffeurs routiers massés à la frontière qui manifestaient alors l'intention de continuer leur mouvement de blocage de la frontière et même de l'écarter aux routes et autoroutes de la Catalogne.

A HENDAYE

La fièvre des Pyrénées

De notre envoyé spécial

Hendaye. — Trois CRS et trois policiers de la garde civile en discussion à quelques mètres du pont sur la Bidassoa semblaient bien être, mardi 20 mars, en fin de soirée, le dernier lien entre la France et l'Espagne, dans la région du Pays basque. Autour d'eux, la vie de la frontière, au poste autoroutier de Bristow, était figée par le blocage des transporteurs. L'incompréhension réciproque, sensible dans les conversations, témoignait assez de la brusquerie, depuis le week-end, de ce qu'un fin de Saint-Jean-de-Luz venait aux nouvelles appelle « la fièvre des Pyrénées ».

Trois CRS, trois gardes civils... et encore, cette ultime conversation nocturne en surplomb du fleuve, sur fond de camions immobilisés, avait l'air de tourner à l'échec. Les policiers de chacun des deux pays se concentraient aux arguments de leurs concitoyens impliqués dans le conflit, chauffeurs ou pêcheurs du port basque d'Ondarra (Biscaye). La fermeture de la frontière avait naturellement, depuis la matinée, ravivé des contentieux franco-espagnols qui s'envenimaient vite.

Des milliers de policiers français sans trop le dire, automobilistes des Pyrénées-Atlantiques en l'affirmant haut et fort, comprennent les motivations des chauffeurs attaqués depuis quinze jours sur les routes du Pays basque espagnol. Et, en face,

les Espagnols, policiers ou usagers de l'autoroute, pris dans la masse, soutenaient ouvertement les camions qui bloquaient les convois français du col d'Eschegarate.

Devant le bureau des douanes, les délégués des transporteurs s'inquiétaient de la propagation trop facile d'un mouvement qui n'avait pas quarante-huit heures. « Entre la France et l'Espagne rien ne va jamais, répétait un petit patron, les Espagnols prennent tous les prétextes pour nous chercher des poux ». Le blocage de la frontière, lundi, avait été provoqué par les chauffeurs attaqués malgré la présence dans les convois de policiers. Ces barrières, à tous les points de passage du Pays basque, c'était la seule réplique, improvisée sur le réseau de la « CB », qu'ils avaient trouvée à la colère des pêcheurs d'Ondarra.

Mais, au poste-frontière de l'autoroute, on discutait déjà de sujets beaucoup plus larges. De l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, de la guerre de vis ou des fruits, des exportations de poisson ou du droit communautaire sur la pêche. « A chaque fois qu'une divergence d'intérêt surgit, disait un transporteur, on s'en prend aux chauffeurs routiers, espagnols dans la région de Narbonne ou français au Pays basque. » Pour que cessent ces agressions contre les transporteurs, il faudrait que soient réglés

tous les différends franco-espagnols. Tâche impossible, trop lourde en tout cas pour cette grève de frontières : le mardi soir, le mouvement ne savait plus très bien à quel interlocuteur s'adresser.

L'ombre de l'ETA

Aux pêcheurs d'Ondarra ? « Ce sont des pirates, des anarchistes ! ». Tout le monde dans la région le répétait aux transporteurs. Ces pêcheurs collectionnaient les incidents dans tout le golfe de Biscaye, le long des côtes du Portugal et même au large du Canada. Des chauffeurs espagnols avaient bien tenté lundi une médiation au nom de leurs collègues du Marché commun. Pour mettre un terme à leurs attaques au cocktail molotov, les pêcheurs réclamaient « un droit de chabot » dans toutes les zones atlantiques et l'arrêt immédiat des importations de poisson en Espagne. « C'est inacceptable, bien sûr », expliquaient en fin de soirée les chauffeurs routiers.

Alors, s'adresser au gouvernement espagnol ? « Il est incapable de nous présenter des garanties sérieuses. Dans l'après-midi, un responsable de la garde civile avait traversé la Bidassoa pour offrir aux chauffeurs « faisant l'Espagne » la protection de six cents policiers sur six itinéraires balisés. Cette première négociation avait vite tourné court, les transporteurs affirmant qu'ils seraient de toute façon attaqués hors des convois, dans les dé-

pôts, quand les camions un par un auraient quitté les groupes surveillés.

D'autant, expliquait-on à Bristow, que l'ombre de l'ETA semblait bien planer au-dessus des commandos espagnols qui réglaient les comptes de la pêche sur des routes de montagne. La colère des pêcheurs était, selon des sources vérifiées, désormais relayée, appuyée par les nationalistes basques qui se vengeaient des pressions récentes du gouvernement français sur les basques espagnols réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques.

Vers 17 heures, une centaine de personnes avaient tenté de franchir le pont de la Bidassoa pour atteindre les camions. Selon la police espagnole, soixante d'entre elles auraient été interpellées, et on aurait trouvé dans ce groupe des cocktails molotov prêts à servir. Les chauffeurs français, allemands ou néerlandais étaient persuadés que se trouvaient dans cette manifestation-commando des militants nationalistes.

Alors, à mesure que les heures passaient, le mouvement s'étendait aux quatre points de passage du Pays basque, mais il avait déjà perdu toute illusion sérieuse de réussite. Mille camions s'entassaient de part et d'autre du fleuve, et on annonçait même la fermeture prévue pour mercredi, des passages des Pyrénées-Orientales, notamment au col du Perthus. Les transporteurs se demandaient pourtant qui pourrait bien régler ce conflit généralisé.

PHILIPPE SOGGIO.

AUX ASSISES DU TARN

Les rires rentrés de Bruno Sulak

De notre envoyé spécial

Albi. — Jamais, de mémoire d'Albigois, la préfecture du Tarn n'avait connu un tel déploiement de forces policières autour de son palais de justice. Il est vrai que l'un des deux hommes qu'avait à juger, mardi 20 mars, la cour d'assises du Tarn n'est autre que Bruno Sulak, vingt-neuf ans, alias « le Légionnaire ». Un très audacieux malfaiteur qui a déjà faussé compagnie à ses gardes à deux reprises. L'autre accusé, son ex-beau-frère, complice et ami Yves Carillo, vingt-huit ans, est emprisonné depuis cinq ans et demi.

Les deux hommes répondent d'un vulgaire « braquage » dans une grande surface d'Albi, le 14 octobre 1978, qui leur avait rapporté 293 600 F. Mais Sulak est vite passé à l'échelon supérieur, s'en prenant, avec un succès étonnant, aux trésors des grands joailliers. Tout permit d'affirmer qu'il est bien l'auteur des trois hold-up retentissants commis en janvier 1983, à Paris, contre les magasins Van Gold et Cartier, puis, en août 1983, contre un autre magasin Cartier, situé, celui-là, à Cannes. Trois opérations menées de main de maître, sans la moindre violence, dont le montant est estimé à 100 millions de francs.

Le 9 février, Sulak, qui circulait sous une fausse identité, est finalement interpellé à la frontière franco-espagnole pour conduite d'une voiture volée. Incarcéré sous son nom d'emprunt, il sera démasqué quinze jours plus tard. On est persuadé aujourd'hui que c'est bien pour le faire évader de la prison de Gradiçan (Gironde) que, le 11 mars dernier, Radica Joannovic, un malfaiteur yougoslave, avait loué un hélicoptère à Bordeaux. Il devait être tué par des policiers pour avoir dégainé en se voyant pris au piège.

Voici les deux beaux-frères dans le box, qui se prêtent sans gêne apparente à l'assaut des photographes et des caméramans. Sulak, court et maigre, et barbe rase, les joues creusées, vêtu d'un blouson de cuir, se lève, règle son micro avec la sûreté de main et l'aisance d'un rocker rompu à la scène, dévisage l'assistance et la gratifie de sourires entendus.

Né en 1955 à Sidi-Bel-Abbès d'un père d'origine russo-polonaise, militaire de carrière qui a perdu un bras au service de la France et porte le ruban rouge à la boutonnière, il est l'aîné de quatre enfants. C'est un écolier comme les autres, un peu plus doué que la moyenne, qui va passer avec succès son baccalauréat à dix-sept ans. Mais les études l'ennuient.

En 1972, il s'engage pour cinq ans dans l'infanterie de marine. Mais il est chassé de l'armée en mars 1973 : un juge d'instruction,

qui ne pouvait évidemment prévoir quelles conséquences aurait sa décision, a fait résilier son contrat parce qu'il a découvert que Sulak, avant de choisir l'uniforme, a volé une moto. A partir de là, tout bascule. Un moment barman à la gare Saint-Charles de Marseille, Sulak en a très vite « ras-le-bol de servir des cafés crèmes ». Ses rêves d'épopée le reprennent. Le voilà à la Légion étrangère, apprenti parachutiste. Il sert en Corse, puis à Djibouti. Il obtient son brevet de « chuteur opérationnel ».

Ce terme intrigue le président : « Qu'est-ce que cela veut dire ? » — Ça veut dire, monsieur le président, que j'en ai monté à 5 000 mètres, qu'on prend son pied pendant quatre ou cinq minutes, mais pour retomber aussitôt dans la merde. Eh bien, moi, j'en ai eu marre de marcher dedans... J'ai déserté, voilà !

Déserteur, il s'offre avec une identité d'emprunt de vacances. A Palma-de-Majorque, il rencontre Patricia Bonnet, s'éprend d'elle. « La troisième semaine, on a fait un enfant et on s'est mariés au sixième mois de sa grossesse ». De retour en France, Patricia va lui faire connaître sa sœur, Brigitte, qui est l'épouse d'Yves Carillo. Les deux beaux-frères sympathisent et ne se quitteront plus jusqu'à habiter un temps la même prison... Quant aux deux sœurs, chacune mère d'une fillette, elles ont toutes deux divorcé depuis de ses maris trop peu recommandables.

A l'audience, les deux complices vont reconnaître sans se faire prier être les auteurs du hold-up d'Albi. Ils répondent à toutes les questions. L'air un peu excédé, Sulak choisit le mode ironique, sûr qu'il est de susciter à chaque fois quelques rires dans l'assistance. C'est à croire que le public, oubliant d'un coup le malfaiteur qu'on juge, se prend à trouver sympathique ce gangster déjà chevronné, qui, jusqu'ici, a accompli un parcours jamais entaché d'une goutte de sang.

Sulak n'abandonnera sa superbe et ses rires rentrés que pour parler, d'une voix serrée par l'émotion, de la mort de Joannovic : « Votre verdict de demain, je m'en fous complètement. Le 11 mars, on a tué un homme à côté d'un hélicoptère, et je suis mort aussi, dans un guet-apens mis en place pour tuer de sang-froid et non pour arrêter. Aujourd'hui, je vais devant moi une justice en rouge, rouge comme le sang, alors que cet ami et moi nous avons les mains propres et la conscience tranquille... »

La cour rendra son arrêt ce mercredi 21 mars.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

Vingt-cinq médecins réclament la suppression de leur ordre

Besançon. — Vingt-cinq médecins de Besançon ont remis le 20 mars à M. Joseph Pissard, député socialiste du Doubs, le montant de leur cotisation annuelle à l'Ordre des médecins afin que cette somme soit transmise au président de la République. Par ce geste symbolique, ils entendent rappeler à M. Mitterrand la promesse de supprimer leur ordre. « Si nous sommes conscients, déclarent-ils, que le gouvernement ne peut tout réaliser d'un coup, nous estimons qu'après trois ans il doit faire un geste en rendant par exemple l'adhésion facultative ».

La jurisprudence des tribunaux conduit actuellement à une condamnation presque systématique des médecins qui refusent d'adhérer à l'Ordre. — (Corresp.)

Fau les pistes cyclables dans Paris

Les 30 kilomètres de voies cyclables tracées sur la chausée parisienne vont être abandonnées. C'est ce qu'annonce le directeur de la voirie au conseiller (PS), Georges Serre, qui s'interrogeait sur l'avenir de ces pistes.

A la demande des associations de cyclistes, le maire de la capitale avait décidé, en 1982, de tenter une expérience tendant à faciliter l'utilisation des deux-roues dans Paris. Écartant la seule solution réaliste, c'est-à-dire la construction de véritables pistes cyclables, on avait imaginé des « couloirs de courtoisie » matérialisés par des bandes vertes. Les villes avaient, dans ces couloirs, la priorité mais non l'exclusivité du passage. L'expérience a démontré que ces bandes, que certains ont appelées les couloirs de la mort tant elles sont dangereuses, n'ont eu aucune influence sur la circulation des cycles.

A Paris, dont le maire vient pourtant de recevoir, des mains de Jacques Asselineau, une superbe bicyclette bleue, les deux-roues n'ont plus droit de cité. Tout est donc à recommencer.

Plus de 150 personnalités ont déjà signé...

Pierre Abelin - Danièle Achac - Edmond Alphandéry - Jacques Aubert - Jean Auroux - Jacques Badet - Francis de Baecque - Jacques de Bandt - Michel Barnier - Raymond Barre - Pierre Belleville - Redjein Benzaid - Jean Bernard - Pierre Bernard - Gérard de Bernis - Jacques Berque - Yves Berthelot - Louis Besson - Alain Bienaimé - Jacques Blanc - François Bloch-Lainé - Jean-Michel Bloch-Lainé - Robert Blot - Catherine Blum-Girardeau - Gilbert Bonnemaison - Maurice Bourjol - Jean-Louis Boursin - Nicole Bouyala - Jean Brocard - Guy-Pierre Cabanel - François Camuset - Roland Carraz - Jacques de Chalendar - Philippe Chartier - Guy Chavanon - Alain Chevallier - José Cohen - Georges Condominas - Michel Cotten - David Dauterme - Marcel Davaine - Annick Davisse - Pierre Dehayne - Paul Delouvrier - Maurice Dousset - Hubert Dubedout - Édouard Duchène-Marullaz - Roger Dumoulin - Jean Jacques Dupeyron - Guy Ébrard - Véronique Espérandieu - Bertrand Éveno - Robert Fabre - Roger Fenech - Louis Fou-

... un rapport publié à LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

gère - Yves Fréville - Alain Frybourg - Paul Funel - Michel Gagneux - Pierre Gallois - Jocelyne Gaudin - Paul Germain - Claude Germon - Henri Giordan - Pierre Giraudet - Françoise Giroud - Maurice Godelier - Roger Grégoire - François Gros - Jean-Baptiste Grosborne - Claude Gruson - Olivier Guichard - Pierre Guillaumat - Francis Hamon - Christian Hernandez - Pierre Huot - François Jacob - Bertrand Labrusse - Christian Le Lamer - Claude Lasry - André Lebon - Louis Legrand - René Lenoir - Anicet Le Port - Jean-Luc Lesage - Jacques Lesourne - Antoine Lion-Guido Magnone - Jean Maheu - James Marangé - Philippe Marano - Michel Massenet - Armand Mantelart - Christian Maurin - Jacques Mayoux - Jacques Méraud - Pierre Merlin - Pierre Micaux - Gabriel Mignot - Jean Millier - Alain Minc - Pierre Moirnot - Albert Monguillan - Yves Monier - Eliane Mossé - Gilbert

Mourre - Maurice Nivat - Simon Nora - Jean Oehler - Pierre Ordonneau - Gabriel Pallez - Jean-Claude Pellissolo - Monique Pelletier - André de Périetti - Maurice Pérouse - Alain Peyrefitte - Richard Potier - Baudouin Prot - Paul Puaux - Jean-Louis Quermonne - Max Querrien - Jean-Jack Queyranne - Émile Quinet - Jacques Rigaud - Joël de Rosnay - Bernadette Roussille - Pierre Royer - Michel Sapin - Louis Saulgeot - Catherine Savouré - Bertrand Schwartz - Laurent Schwartz - Christiane Scrivener - Franck Sérusclat - Jean-Claude Simon - Alain Soulloumiac - Jacques Soustelle - Adrien Spinetta - Jean-Claude Stéphan - Yves Stourdzé - Pierre Sudreau - Évelyne Sullerot - Alain Taïb - Gérard Tardy - Haroun Tazieff - Jacques Tébéka - Michel Ternier - Jacques Treffel - Bernard Tricot - Antoine Veil - Gabriel Venturiol - Bertrand Vieillard-Baron - Jacques Villiers - Philippe Vuitton.

Collection des Rapports officiels :

LE LANGAGE DES FAITS, LES MOYENS DE JUGER

Vente en librairie

Vente par correspondance 124 rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

SOCIÉTÉ

APRÈS LA MUTATION DU COMMISSAIRE JACQUES GENTHIAL

Le silence du ministère de l'intérieur

L'affaire Genthial, provoquée par la mutation brutale du patron de la brigade criminelle du Quai des Orfèvres, a des conséquences inattendues pour le gouvernement. Confronté aux idées reçues sur le conflit latent des institutions judiciaires et policières, elle révèle, de façon spectaculaire, le rapprochement de certains magistrats et policiers. La prise de position en faveur de M. Genthial de huit juges d'instruction parisiens, connus pour l'importance des dossiers qui leur sont confiés (le Monde du 21 mars) a été perçue favorablement au Quai des Orfèvres.

Dès le samedi 17 mars, cinq juges d'instruction (M^{mes} Anzani, MM. Brugère, Cornéloup, Debré, Verléone) avaient écrit au procureur général, M. Robert Bouchery, pour soutenir le patron de la criminelle. Au parquet de Paris, qui n'a pas la même liberté d'expression que les juges d'instruction, magistrats du siège indépendants, on ne cache pas son étonnement devant cette mutation en indiquant que la justice n'a été ni consultée ni avertie, alors que les officiers de police judiciaire relèvent également de son autorité.

Pourquoi M. Genthial ? C'est la question que magistrats et policiers se posent. Chacun se livre au jeu des hypothèses :

- Les trop bonnes relations de M. Genthial avec la justice sont-elles en cause ? L'argument étonnant sous un gouvernement théoriquement attaché à l'État de droit. Chacun s'accorde à dire que M. Genthial exécutait scrupuleusement les commissions rogatoires des juges d'instruction, sans se soucier d'éventuelles pressions venues d'ailleurs, de l'autorité administrative ou du pouvoir politique.
- Les fuites ? Aucune n'est pourtant partie du Quai des Orfèvres, ces derniers mois, à propos d'une affaire délicate diplomatiquement ou politiquement. La seule d'importance visait les filatures du militant d'Action directe Régis Schleicher, arrêté récemment à Avignon. Or, ce sont des policiers qui s'en sont plaints les premiers, estimant qu'elle avait retardé l'arrestation. A tel point que, durant les deux semaines où Schleicher a été filé, pas à pas, par la brigade de recherche et d'intervention (BRI), à Strasbourg, en Belgique puis dans le Midi où il fut finalement interpellé, les policiers ont veillé à ne pas informer les échelons supérieurs par écrit, sous forme de télex comme il est d'usage : ils craignaient eux-mêmes des fuites aux échelons plus élevés.
- Seroit-ce l'affaire des émirats arabes unis ? Lors du court passage à l'hôpital de l'ambassadeur de ce pays — qui y décéda après l'attentat dont il avait été victime à Paris le 8 février — sa montre et son stylo incrusté de pierres précieuses lui furent dérobés. Rien ne prouve que les policiers en soient responsables. On a, en tout cas, frisé l'incident diplomatique, le procureur général des Émirats, venu immédiatement à Paris, ayant affirmé avoir été mal reçu à la préfecture de police. S'étant fait arrêter sans plus d'attente, les émirats auraient menacé de rompre des négociations en cours pour un contrat de vente d'armes. Mais cette explication ne semble pas tenir puisque les mutations à la PJ parisiens auraient été envisagées avant cet incident.
- Le silence du ministère de l'intérieur contribue à démolir les policiers du Quai des Orfèvres. Quelques commissaires — dont M. Claude Canès, chef de la BRI, dite brigade « anti-gang » et ancien adjoint de M. Genthial, — envisagent de demander leur mutation...

EDWY PLENEL.

M. Defferre a refusé la démission du préfet de police de Paris

Après la publication par le Point d'extraits d'un rapport qu'il avait adressé au ministre de l'intérieur sur l'évolution des effectifs de la police en tant que à Paris et dans la petite couronne, M. Guy Fougier, préfet de police de la capitale, a proposé sa démission à M. Gaston Defferre qui l'a refusée.

Soutenu et apprécié par le maire de Paris, M. Jacques Chirac, le contenu de ce rapport a été quelque peu contredit, mardi 20 mars, au nom du gouvernement, par M. Max Gallo, porte-parole. Il a indiqué que 8 481 postes de policiers avaient été créés en France depuis 1981, tandis qu'en 1975 et 1980 l'augmentation n'avait été que de 3 440. A Paris, a-t-il ajouté, le nombre des gradés est passé de 13 150, en mars 1981, à 13 400 en mars 1984, alors qu'auparavant, depuis 1979, les effectifs ne progressaient pas. « Une réduction normale d'heures de travail dans la police sert de prétexte à M. Jacques Chirac pour mettre en cause le gouvernement et l'accuser de laxisme en matière de sécurité », a conclu M. Gallo.

Devant le Conseil national de prévention de la délinquance, réuni mardi en session extraordinaire et regroupant des maires de l'opposition et de la majorité, M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, a fait part des raisons financières et administratives du rythme de sortie des écoles, remplissant des retraites... — qui expliquent le décal existant entre les créations de postes et la présence des policiers supplémentaires sur le terrain.

JOURNÉE D'ACTION DANS LA PRESSE

Le Comité interprofessionnel du Livre parisien nous prie de publier le communiqué suivant :

Les travailleurs de la presse parisienne s'inscrivent dans la journée d'action du 21 mars, à l'appel de la Fédération française des travailleurs du Livre.

A un moment où le patronat de l'imprimerie et de la presse multiplie les remises en cause d'avantages acquis et poursuit une politique de déclin social, il est regrettable que le gouvernement tourne délibérément le dos aux engagements pris depuis mai 1981.

Les perspectives de développement et de reconquête de notre économie devraient permettre d'arrêter le chômage dans notre industrie, de moderniser l'outil de travail, en ouvrant des possibilités d'emplois nouveaux.

Les travailleurs de la presse parisienne sont particulièrement attachés à la crise de l'imprimerie lourde et de périodiques, où les conditions de travail, à la casse de la composition dans le bureau, à la casse de l'outil de formation professionnelle qu'était l'INIAG.

Il est tout particulièrement préoccupé par les actions menées ces jours par toutes les catégories de travailleurs du Livre, dans notre pays, mais, aussi, ils sont solidaires de ceux de la construction navale, de la sidérurgie, des Charbonnages, de la fonction publique et de la métallurgie, etc., en lutte pour leurs propres problèmes.

Le plan régional :

- Ils exigent le respect des accords conventionnels et contractuels par le Syndicat de la presse parisienne.
- Sur la modernisation des entreprises de presse
- Ils revendiquent le maintien de tous les ateliers graphiques pour l'ensemble des techniques, sans transfert de leurs activités vers d'autres catégories.
- Ils veulent des solutions sociales pour tous dans un accord-cadre régional, incluant tous les personnels

inscrits sur les listes nominatives. Pour cela, ils demandent que les employeurs donnent à la CAPSAG les moyens de régler les préretraites.

- Dans le cas de nouveaux emplois, ils exigent la mise en place des formations correspondantes.
- Ils veulent un calendrier de modernisation échelonné dans le temps pour permettre le règlement des problèmes.

Pour les autres problèmes régionaux :

- Ils demandent à leurs employeurs d'intervenir pour régler la maîtrise en activité de Montsouris, sur la base des propositions de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT.
- Dans le cadre de la relance des industries graphiques, ils veulent, avec leur Fédération, obtenir un plan global pour l'imprimerie lourde, pour l'impression des périodiques, dans lesquelles ils sont parties prenantes, incluant notamment le rapatriement des travaux (ici-Paris, etc.).
- Ils sont convaincus que la lutte sur ces objectifs est de nature à défendre le pluralisme de la presse, donc à la développer.

Par ailleurs, tout en reconnaissant aux journalistes leur rôle et leurs droits en matière d'information, le Comité interprofessionnel CGT demande avec insistance aux journaux — confectionnés par ses mandants — que la présente résolution soit incluse dans les pages du journal.

Le Comité interprofessionnel CGT appelle toutes les catégories de travailleurs de la presse (ouvriers, cadres, employés) à une heure d'arrêt de travail et à se rendre le mercredi 21 MARS 1984, en large délégation auprès de leurs employeurs, de même, à partir de 15 heures — avec l'ensemble des forces de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT (presse et livre) —, au ministère de l'Industrie.

SPORTS

Selon un quotidien italien

LA « CAISSE NOIRE » DE SAINT-ETIENNE AURAIT PU PROFITER A QUATRE ARBITRES INTERNATIONAUX

La « caisse noire » de l'Association sportive de Saint-Etienne aurait servi à tenter de corrompre quatre arbitres internationaux, a écrit, le 20 mars, dans son journal, le correspondant parisien de la Gazzetta dello sport de Milan, d'après des informations officielles recueillies auprès du juge d'instruction chargé de cette affaire.

Le correspondant italien écrit aussi que d'importantes sommes auraient été versées à certains clubs européens.

La Fédération française a réagi dans un communiqué affirmant que « rien, dans le dossier » de la « caisse noire », « ne permet actuellement de donner quelque crédit que ce soit », à ces affirmations « formulées au conditionnel ». De source judiciaire à Lyon, on nous a confirmé qu'on ne peut écarter cette hypothèse de tentative de corruption mais qu'il n'existe aucun élément de preuve dans le dossier actuellement instruit.

• Cannes et Lens qualifiés en Coupe de France. — L'AS Cannes, un club de deuxième division qui avait déjà créé une surprise en éliminant Bastia au tour précédent de la Coupe de France de football, a récidivé, mardi 20 mars, contre Sochaux. Vainqueur 3-0 au match aller, les joueurs de Jean-Marie Guillou ont réussi un résultat nul (1-1) sur le terrain de leurs adversaires. Lens s'est également qualifié pour les quarts de finale en faisant match nul à Strasbourg (0-0), après s'être imposé au match aller (1-0). Les autres matches restant des huitièmes de finale devaient être joués mercredi.

• Katarina Witt vers un nouveau titre mondial en patinage. — L'Allemande de l'Est Katarina Witt a accentué son avance à l'issue du programme court des championnats du monde de patinage artistique, qui se sont poursuivis le 20 mars à Orléans. Elle précède les Sovétiques Kira Ivanova et Anna Kondrachova. En couples, les Sovétiques Elena Valova et Oleg Vassiliev devançant les Canadiens Barbara Underhill et Paul Martini et les Sovétiques Larisa Selezneva et Oleg Makarov, après le programme court.

UNE MANIFESTATION CONTRE LES CRIMES RACISTES

Les « folles de la place Vendôme »

Sur le modèle argentin des « folles de la place de Mai », des milliers de familles d'origine maghrébine ont manifesté, ce mercredi midi 21 mars, devant le ministère de la justice, place Vendôme, à Paris. A l'occasion de la Journée internationale contre le racisme, elles ont ainsi tenu à exprimer leur « douleur » et leur « indignation » après la perte d'un fils « lâchement assassiné ». Sur le même affichage étaient réunis les portraits de neuf jeunes, tués par balles dans les banlieues de Paris, Lyon ou Marseille : Zahir Boujdjal, dix-sept ans, Walid Hachichi, dix-huit ans, Toufik Ouahbi, neuf ans, Abdelhamid Benatir, dix-sept ans.

« Quarante jeunes gens et enfants d'origine maghrébine ont été assassinés depuis septembre 1982 — début de la campagne des municipalités — dans notre pays », a-t-il été affirmé lors d'une conférence de presse réunie mardi sur l'initiative de l'Association nationale des mères de famille des victimes de crimes racistes (1). Deux témoignages ont particulièrement retenu l'attention : celui de la mère de Walid Hachichi — « J'ai d'autres fils, je vis dans la psychose du 22 long rifle » — et d'une parente de Mousa Mezough, tué le 17 juin 1983 par un vigile :

« Les policiers qui sont venus nous annoncer le décès de Mousa voulaient nous faire signer un papier, pour qu'on autorise le prélèvement de ses reins... »

Soutenue par un groupe d'intellectuels (universitaires, écrivains, enseignants, artistes), cette association dénonce péle-mêle l'attitude indifférente de la police (« un Arabe de plus ou de moins... ») et le peu d'empressement des juges d'instruction ou leur « complaisance » (« les meurtriers présumés sont punis en liberté après quelques mois de détention ») ; la démesure des jugements (« souvent de la prison avec sursis ») ; la difficulté accrue de convaincre des avocats de renom de s'occuper de ce type de dossier ; l'indemnisation « discriminatoire » des familles des victimes...

Bref, selon l'association, on assiste actuellement à une recrudescence des « crimes racistes » en France — « pour rien ou pour la loi d'un pot de pot » — La plupart de ces actes, affirme-t-elle, restent impunis, dans l'indifférence générale, alors que la moindre incartade d'un immigré est montée en épingle. C'est tout cela que les « folles de la place Vendôme » sont venues crier sous les fenêtres de M. Badinter.

(1) 5 bis, chemin des Echarreaux, 69120 Vaux-en-Valle. Tél. (7) 880-60-20.

• Collision entre deux avions militaires. — Un avion Jaguar et un avion Mirage, des bases aériennes de Saint-Dizier et de Colmar, sont entrés en collision au-dessus du nord-est de la ville de Troyes (Aube), au cours d'un exercice de nuit, mardi soir 20 mars. Les pilotes, qui ont fait fonctionner leur siège éjectable, sont indemnes. Les débris des deux appareils sont retombés, dans un rayon de 8 kilomètres, en dehors de localités.

TENNIS

• Entraînements tous jours, tous niveaux avec moniteurs.

• 6 courts couverts aux portes de Paris.

Tél. 345.22.20

PROTENNIS
21, Bd Pontalievre - 75012 PARIS
Protennis joue avec addo

SCIENCES-PO

préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance

1^{er} et 2^e années - Fin A.P. - 2^e centres : Quartier latin ou Neully

57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94

745.09.19 enseignement supérieur privé

CARNET DU Monde

Naissances

— Agnès DUPIÉ et Henri GERPHAGNON ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre,
né le 17 mars 1984 à 20 h 30 à la maternité de Port-Royal.

— Ille de Porquerolles, Lyon.

— Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvon ARGELLIES,
née Veuve de M^{me} Marnet,
institutrice honoraire,

survenue le 13 mars 1984, dans sa soixante-huitième année.

Elle avait fait don de son corps à la science.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Rosette du Plaza,
Porquerolles 83400 Hyères.

— M^{me} Lydia FÉRESTER a le profond chagrin de faire part du décès de son époux, le

docteur Marc FÉRESTER,

le 14 mars 1984.

— Le docteur et M^{me} Jacques Moisset, ses parents,

Le médecin principal et M^{me} Rouquette, née Pallès, ses enfants,

Catherine et Bernard,

M^{me} Marcel Pallès, sa belle-mère,

Les familles Berton, Caillaud, Kampmann et Moisset,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-huit ans, de

M^{me} Bernard PAILLÈS,
née Françoise Moisset,
magistrat.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 23 mars 1984, à 16 heures, en l'église du Sacré-Cœur de La Tremblade (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue du Havre,
17590 An-en-Ré,
16, avenue Georges-Clémenceau,
40160 Parentis-en-Born.

— Nantes, Le Moultier (22).

M^{me} Jacques PLOUVIEZ,

son épouse,

Ses enfants et ses petits-enfants, font part du décès de

M. Jacques PLOUVIEZ,

survenue dans sa soixante-cinquième année, 9, rue Racine, à Nantes.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Nicolas, le jeudi 22 mars 1984, à 10 heures.

Inhumation au cimetière du Parc.

— M^{me} Jules Stahl,

M^{me} et M^{me} Jacques Stahl et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Schmittbühl et leurs enfants,

M^{me} Christiane Stahl,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

professeur Jules STAHL,

ancien directeur de la clinique médicale B des hôpitaux civils de Strasbourg, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 14 mars 1984.

Ses obsèques ont eu lieu au temple et au cimetière de Barr (Bas-Rhin).

6, avenue de l'Europe,
67000 Strasbourg.

Anniversaires

— Nous apprenons le décès de

M. Pierre TAJAN,

séjourant au Tarn-et-Garonne,

survenu mardi matin 20 mars 1984, dans une maison de repos, à Antenne (Tarn-et-Garonne).

(Né le 27 septembre 1928 à Toulouse, René Tajan, qui avait suivi les cours de l'école nationale d'agriculture d'Orléans, était maire de Felan, depuis 1953, et conseiller général du canton de Grèzes, depuis 1975. Il avait été élu au Sénat le 28 septembre 1975 à l'occasion d'une période électorale à la suite du décès de Jean Lasser, également radical de gauche. Réélu en 1977, Pierre Tajan était membre du bureau politique du MRG.)

M. Tajan sera ramené au Sénat par son suppléant M. Jean Roger (MRG), conseiller général du Tarn-et-Garonne et maire de Saint-Sardes.)

— Pour le quarantième anniversaire du passage à l'Orient éternel de

Pierre BROSSOLETTE,

leur frère,

le vénérable, les officiers, les frères d'Emile Zola N° 382 au logis mère, de la Grande Loge de Franco-Orient de Paris,

invitent tous ceux qui l'ont connu à avoir une pensée émue en ce 22 mars 1984.

— Pour le huitième anniversaire du rappel à Dieu de

Pierre SCHWARTZ

une pensée est demandée par Elizabeth et ses frères, à ceux qui l'ont connu et aimé.

84740 Valleron.

Communications diverses

— La Septième Bourse aux antiquités militaires et armes anciennes comme chaque printemps et automne, organisée par le Groupement de conservation de véhicules militaires MVCG de France, le Musée tricolore et les armuriers historiques, aura lieu le dimanche 1^{er} avril, à Gratz-Armainvilliers (Seine-et-Marne).

Accès par RN 4, sortie Gretz. On par l'autoroute de l'est, sortie Melun, puis après 10 kilomètres, à la sortie de Fontaine, vers Gretz, on encore par train direct de la gare de l'Est. Entrée 10 F. Ouverture : 9 h à 18 h.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, mardi 26 mars à 14 h, salle Louis-Liard,

M^{me} Marie-Luce Chénier née Sizaret :

« Le chevalier errant dans les romans médiévaux en vers des XII^e et XIII^e siècles ».

— Université de Paris-IV, mardi 27 mars, à 14 heures, salle des Actes, M. Jean Sola :

« Le marquis de Custine ou les malheurs de la Franciade ».

— Université de Paris-VIII, mardi 27 mars, à 10 heures, salle G 201, M. Ali El Kazz :

« Monographie d'une expérience en Algérie. La campagne algérienne d'El Hadjar (Alger) ».

— Université de Paris-II, mercredi 28 mars, à 14 heures, salle des Commissions, M. Amir Ouchati :

« La notion de pouvoir dans la pensée arabomusulmane classique ».

— Université de Paris-II, mercredi 28 mars, à 17 heures, salle des Commissions, M^{me} Frédérique Guichard :

« L'inspection du travail : histoire, structures, pouvoirs ».

— Université de Paris-IV, mardi 27 mars, à 14 h, salle Louis-Liard, M. Stanislas Pazdzisly :

« La genèse du rythme et l'anthropologie gestuelle ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les livraisons du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de lettre une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

VENTE... A VERSAILLES

FAÏENCES ET PORCELAINES DU XVIII^e VERRIERIE - ART NOUVEAU - ART DÉCO par DARGENTAL - DAUM - GALLÉ - MULLER

TABLEAUX ANCIENS DES XVII^e, XVIII^e et XIX^e SIÈCLES

EXTRÊME-ORIENT

PORCELAINES DE LA CHINE ET DU JAPON DES XVII^e et XIX^e SIÈCLES

ARGENTERIE DES XVII^e et XVIII^e SIÈCLES

MÉNAGÈRES - SERVICES À THÉ ET À CAFÉ - PLATS - PLATEAUX - CANDÈLABRES

BIJOUX

MONTRES - BROCHE - PENDENTIF - BRACELET - BAGUES

OBJETS D'ART

SIÈGES ET MEUBLES

des ÉPOQUES LOUIS XV - LOUIS XVI - EMPIRE et du XIX^e SIÈCLE

TAPIS D'ORIENT

DIMANCHE 25 MARS À 14 HEURES

A VERSAILLES, 5 rue Rameau, 78000 VERSAILLES

M^{me} BLACHE, Commissaire-priseur - Tél. : (3) 950-55-06 +

Experts : M^{me} ANANOFF et MOREAU-GOBARD, experts à Paris

EXPO : vend. 23 et sam. 24 mars de 9 h à 12 h et de 14 à 18 h

EN SOIRÉE : vendredi 23 mars de 21 h à 23 h

La Thai au dessus.

Hong-Kong en Royal Executive Class.

Thai, une des premières compagnies à faire décoller sa classe affaires : la Royal Executive Class. Et le voyage commence dès que vous vous installez dans l'un des 40 fauteuils première classe de nos B 747. Ici, tout est raffinement, tout est pensé à l'image de la légendaire et accueillante Thaïlande. Ici, le mot service devient magique et vous êtes traité comme un roi.

Alors, pour découvrir ce plaisir royal, choisissez une de nos 11 liaisons hebdomadaires au départ de l'Europe vers l'Asie. Contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. Europe, 06000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.

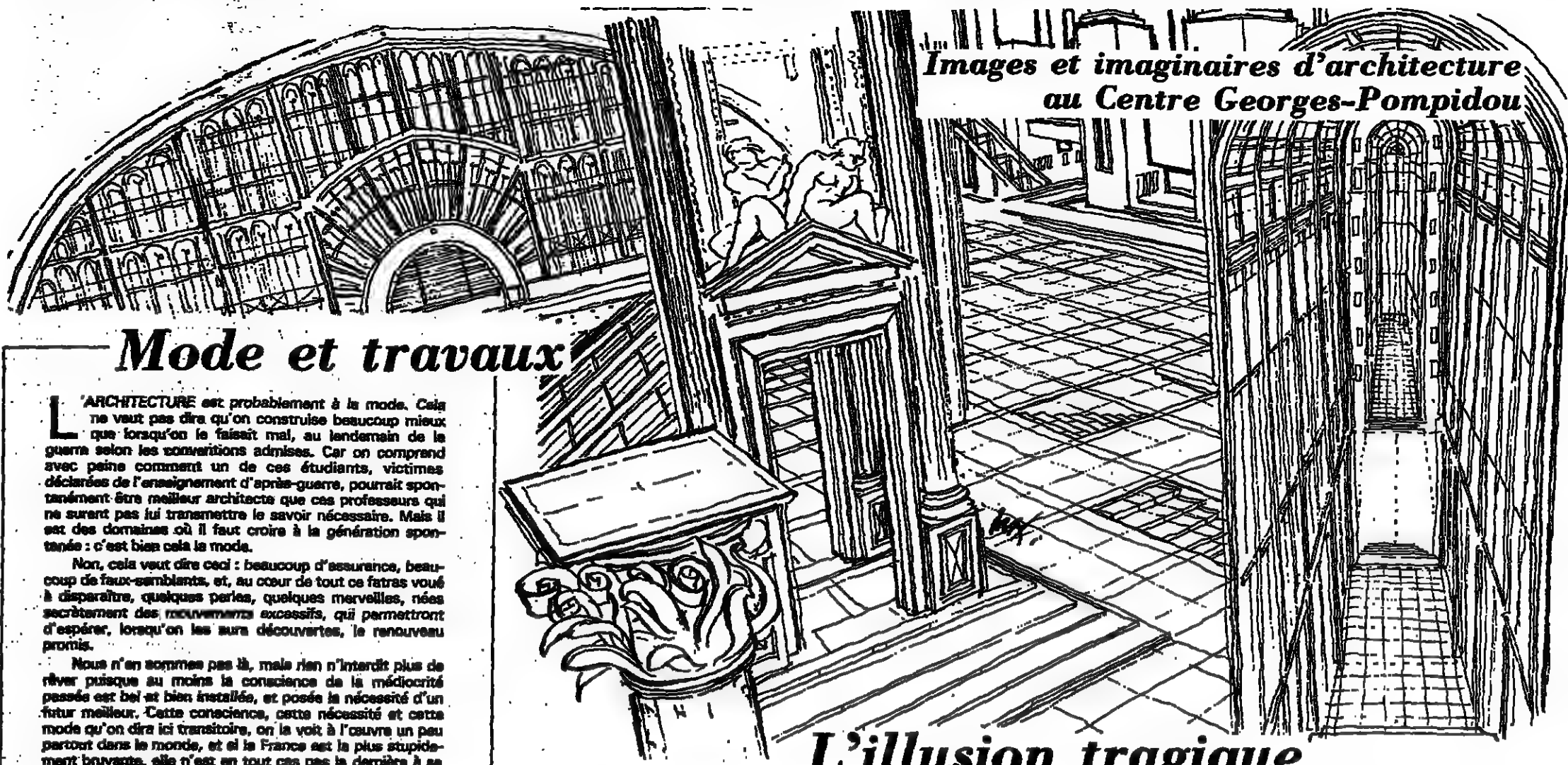


كتابي الأول

Jeudi 22 mars 1984

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



Mode et travaux

L'ARCHITECTURE est probablement la mode. Cela ne veut pas dire qu'on construise beaucoup mieux que lorsqu'on le faisait mal, au lendemain de la guerre selon les conceptions admises. Car on comprend avec peine comment un de ces étudiants, victimes dédaignées de l'enseignement d'après-guerre, pourrait spontanément être meilleur architecte que ces professeurs qui ne s'efforcent pas de lui transmettre le savoir nécessaire. Mais il est des domaines où il faut croire à la génération spontanée : c'est bien cela la mode.

Non, cela veut dire ceci : beaucoup d'assurance, beaucoup de faux-semblants, et, au cœur de tout ce fatras voué à disparaître, quelques perles, quelques merveilles, nées secrètement des mouvements excessifs, qui permettront d'espérer, lorsqu'on les aura découvertes, le renouveau promis.

Nous n'en sommes pas là, mais rien n'interdit plus de rêver puisque au moins la conscience de la médiocrité passée est bel et bien installée, et posée la nécessité d'un futur meilleur. Cette conscience, cette nécessité et cette mode qu'on dit ici transitoire, on la voit à l'œuvre un peu partout dans le monde, et si la France est la plus stupidement bruyante, elle n'est en tout cas pas la dernière à se livrer au grand fring de l'art de construire.

Cette mode prend pour axiome que l'architecture doit revenir aux architectes, ne plus appartenir aux seuls ingénieurs ou à des tyranniques promoteurs capables d'imposer les vues les plus coupables. Comment définir cependant un professionnel dont on a conté la technique, dont les vertus de courage, d'endurance, n'inspirent plus vraiment la confiance du public ? Par ce qu'il fait théoriquement l'essence du métier : dans notre cas une sorte, un ordre de connaissance dont la supériorité tenait en partie au fait qu'elle a toujours échappé au commun des mortels. L'inconscience est que cette connaissance ne suscite plus guère admiration ni respect.

Le savoir-faire, qu'il ait disparu ou soit seulement sujet à caution, il n'y a qu'un moyen, si l'on veut lui redonner son aura, il faut en retrouver une matérialité et une continuité, une force visible et une histoire. C'est à cette noble tâche que s'emploient aujourd'hui, à Paris comme ailleurs, les cuisiniers d'un monumental bouillon culturel, et principalement les organisateurs d'exposition.

Ces cuisiniers courageusement lardés d'une robe rouge sur le plâtre blanc de la nouvelle virginité architecturale n'ont que peu d'ingrédients pour préparer leur salubre potion. Ou, si l'on préfère l'image du croisé, ils ont peu d'armes pour convaincre infidèles et mécréants, pour restaurer la confiance des croyants égarés. Ils n'ont pas les monuments, bien sûr, inexorables par nature, mais qui peuvent au moins servir de jalons à la réflexion. Ils n'ont pas la ville non plus, car elle a pour sa part été trop récemment méprisée, massacrée, et ne peut plus servir de modèle : c'est en fait la malice au chevet duquel on se penche désolé avec condescendance. Ils n'ont, pour en faire les ambassadeurs de l'architecture, pour la représenter, que ses représentations justement. Ils n'ont que ses images, si concrètes soient-elles, pour en redorer ou réinventer l'image virtuelle.

Mais l'image, qu'elle soit dessin ou bien maquette, pourra-t-elle être davantage qu'une mode, et accessoirement un marché ? Est-elle mieux aujourd'hui que la trace morte et figée d'un savoir perdu ? Ou elle soit projet ou reflet, du passé ou de l'avenir, est-elle capable de porter plus que la rêve et l'inspiration, de générer autre chose qu'elle-même, de susciter une véritable architecture ? Jusqu'à présent, la preuve n'en est pas vraiment faite : ceux qui, pour construire, s'en réfèrent trop obstinément à l'image, produisent généralement et très naturellement des images, non des œuvres d'architecture. Et l'image se fait si volontiers caricature.

L'architecture est à la mode, tant mieux, c'est dire tout juste pour ceux, incroyables ou merveilleux, qui ne passeront pas la saison.

F. E.

L'illusion tragique

L'ILLUSION est le propre de l'architecture. Cela se voit, se prouve, sur les deux rives du boulevard Sébastopol, entre les Halles et Beaubourg. Ici nous croyons regarder des fenêtres : elles sont peintes en trompe l'œil et dissimulent une cheminée d'aération. Là nous pensions voir les pavillons de Beaubourg, et ce sont les pavillons de Beaubourg : les bâtiments les plus solides d'apparence durent donc moins que la plus tenue de leurs images, la plus fragile de leurs photographies.

Ici nous nous imaginons découvrir, tel un paradis d'urbanité, le quartier de l'Étoile, et nous ne trouvons pas trace d'architecture : voici matérialisé, en revanche, l'écart entre les intentions de l'architecte et la réalité de la chose construite. Là enfin, nous croyons dur comme fer que se dresse le Centre Pompidou : or c'est une machine, un robot formidable, dont la double fonction est de s'autodétruire, rongée par les vagues de son propre succès, et de produire le contraire d'elle-même : les formes apaisées du classicisme. Ainsi va le balancier du temps, après que les Beaux-Arts aient décidé, coup sur coup, le renouveau des ordres et de l'ordre.

Pour l'antodestruction du Centre Pompidou, accordons que nous sommes un peu bêtifs, mais il reste que tout bâtiment porte en lui la prophétie de sa destruction, inscrite dans les qualités, les défauts de sa construction et dans son degré de complexité. Quant à la tendance au classicisme dont le Centre ferait, selon nous, preuve, il n'est que de regarder le sage projet élaboré pour

le Musée national d'art moderne par Dominique Bozo, son directeur, et la décoration italienne Gae Aulenti. Où l'on voit que, si classiques et modernes ont pu, à la rigueur, s'opposer en termes d'école, la modernité n'est l'apanage ni des uns ni des autres.

Cette tendance au classicisme, cette fascination de la modernité, enfin cette illusion qui nous a conduit jusqu'au Centre, on en trouve l'éclatante manifestation au cinquième étage, dans ces espaces qu'on dit communs, non pour la foule qui s'y presse mais parce que tous les départements de Beaubourg y peuvent prendre place. Le Centre de création industrielle (CCI) y présente, près du Bonnard du Musée d'art moderne, une des expositions les plus passionnantes, enthousiasmantes et contestables qu'il ait depuis longtemps produites : « Images et imaginaires d'architecture ».

L'exposition est d'abord mise en scène, non selon les habitudes du CCI, mais par les soins de Jean Dethier, dans le cas présent, ce qui s'écarte bien des risques. Jean Dethier, commissaire omniprésent lorsqu'il prend un sujet et qui n'est pas du genre à voir petit, est déjà l'auteur, par exemple, du « Temps des gens », de l'insolente célébration des grands prix nationaux d'architecture, et des « Architectures de terre », précieuses et pédagogiques exposition qui continue de circuler dans toutes les parties du monde, le tiers comme le quart, mais non le demi, car elle est tout à fait sérieuse.

Le vert et le pourpre

L'imperceptible entrée du Centre Pompidou, sur la plaza, toute de verre, d'acier, de mécanique, a été soulignée par une large toile rose marbrée, au motif de caméléon répétée, toile découpée pour suggérer en trompe l'œil - mais il manque deux traits pour parfaire l'impression - une manière de logo. On retrouve la même toile au cinquième, et le même faux marbre rose. C'est la décoration première, l'unité, le symbole et le premier clin d'œil de l'exposition. Le clin d'œil, c'est la version simple et subtile de ce qu'on appelle ailleurs le « deuxième degré » - mode aussi imbécile, tyrannique et inconfortable, pour l'esprit, que celle du caleçon long pour homme, qui sévit actuellement.

C'est un clin d'œil aux splendeurs classiques ou néo-classiques, à leurs pompes aujourd'hui ressenties comme ridicules ou dangereuses, et à leurs vertus d'illusion. Les caméléurs de la toile rose, prises dans un jeu de miroirs, décalent sans fin une colonne sur la longueur du couloir qui partage l'ensemble : à gauche le dix-neuvième siècle, à droite, le vingtième, au fond leur jonction, on leur voit certaine fracture, et encore, au-delà, les surprises d'une fenêtre sur la ville d'où peut venir ou la vérité ou l'irréductible brouille. Suivant un cheminement décalé

l'architecture se cherche, prise entre ses images « réelles » et celles qu'elle suscite, celles qui resteraient les pierres de l'imaginaire.

A gauche le dix-neuvième siècle, aux contours pompiéresques vert et pourpre. Ce siècle est pris à la naissance de la photographie, en 1826. Date arbitraire, sans doute, mais il fallait se donner une limite en amont, quitte (comme cela a été fait) à retrouver les sources historiques du propos dans le catalogue, un catalogue splendide et conçu pour durer (comme cela se fait beaucoup ces temps-ci) sous la forme d'un livre. Arbitraire mais équitable : la photographie ne se trouve pas pensée d'être la petite dernière, elle a ses droits, ses préférences, comme le dessin ou la peinture.

Ses préférences, car la photographie se peut relever, sauf discussion d'esthète, que des images et non des imaginaires évoqués par le titre. Elle vient nécessairement après l'architecture, après la construction en tout cas. A la rigueur pendant, mais jamais avant, sinon comme élément de la réalité dans un photomontage : de cette technique on voit un exemple précurseur. Il montre la cathédrale de Cologne, le chef-d'œuvre du Moyen Âge le plus long à avoir été achevé puisqu'il ne l'était tou-

jours pas au moment de la prise de vue. Elle vient après, c'est-à-dire qu'elle laisse au dessin le soin de projeter, mais elle a cette qualité de s'être, dès les premiers temps, intéressée de près comme de loin à l'architecture. Il n'est pas certain que la première photographie de Niepce, un « paysage architectural » à Saint-Loup-de-Varennes - selon nos auteurs, ait été réellement pensée en termes d'architecture. Mais il est vrai qu'on s'y intéresse souvent sans le savoir, comme M. Jourdain et sa prose, parce qu'elle est plus souvent là qu'on ne le croit, dans un « souvenir », dans un paysage, derrière un groupe de personnages, à travers une fenêtre...

La photographie, c'est en outre l'instrument de la nostalgie. Au-delà des qualités de tel artiste, de tel cliché, c'est à la fois la trace et la certi-

tude d'un passé, de son existence révolue. L'évolution brutalisée, les disparitions sauvages, fortement mises en évidence ici, font de la photographie un supplice quand il s'agit d'architecture, même s'il est délicieux.

Chaque décennie a ses photos, qui témoignent parfois d'un changement d'angle, de préoccupation dans la manière de saisir rues, villes et bâtiments. Chaque décennie a ses dessins et sa manière de dessiner, chaque décennie a son architecture et son enseignement de l'architecture. L'exposition du CCI pourrait être l'histoire des uns comme des autres. De leur symbiose, et aussi des choix de Jean Dethier, ressort pour le dix-neuvième siècle une recherche de la perfection, dont l'hypertrophie parait souffler peu à peu l'animal architecture, c'est-à-dire l'animal Beaux-Arts.

Le degré zéro du dessin

Le dessin, pris au sens large - car tout cela baigne dans les couleurs du lavis et de l'aquarelle - le dessin, qu'il soit projet ou qu'il soit compte rendu d'une réalité, qu'il soit technique ou qu'il se donne simplement pour but de séduire, nous fascine par son habileté, par son adresse sous le poids de son charme, nous amuse quelquefois. Il nous fait en tout cas comprendre, si l'on ne le sait toujours pas, combien il est précieux pour saisir l'espace et le détail, le manoir et la cheville, et comment tout se tient, de l'un à l'autre.

La charnière de l'exposition est formée par ces salles du fond où le dix-neuvième devient le vingtième siècle : 1900, et les dix ou vingt années qui suivent, jusqu'à la première guerre, si l'on veut. Non que les vertus et grandeurs de l'académisme, du style « beaux-arts », disparaissent. Sortant d'ailleurs au moment de Beaubourg pour nous rendre quel Malakoff, aux Beaux-Arts précisément, on voit bien que tout cela se perpétue de la plus belle manière à travers l'exposition de la donation Bouteiller.

Tout cela se perpétue, et tout cela éclate. Des toiles de Braque, de Feininger, de Mondrian donnent la note symbolique de ce changement essentiel. L'unité est morcelée, la vision fractionnée. Les lignes du temple modèle, la rectitude des colonnes, les richesses de l'or et de la pourpre - celle qui tapissait les murs de nos premières salles - tout cela chavire et sombre. Et dans le même mouvement l'architecture, prise d'un excellent zèle protestant se dégage peu à peu du système qui l'étouffait, se déshabille, se déshabille au risque, l'imprudent, de prendre froid. La pourpre et le vert de l'exposition virent au bleu et au gris.

Ça n'allait pas être un rhume, mais le typhus et la peste, la grippe espagnole et le mal français réunis : le Trafalgar de la mer de Biscaye. Moins pour l'architecture dans un premier temps que pour son dessin : d'être schématisée ne devait pas empêcher Le Corbusier d'avoir du génie (on voit notamment du

« Fada » une surprenante bande dessinée). De parvenir au degré zéro du dessin n'empêche pas Mies van der Rohe de parvenir à la plus pure et sobre association du détail et de l'espace. Mais ensuite, après la seconde guerre, quelle misère et quelle pitié, et pour l'architecture, et pour sa représentation. Seule la photographie s'en tire, sans doute par sa cruauté, sa valeur de témoignage sans complaisance, aussi parce qu'elle s'arrange pour recomposer l'architecture à sa façon : une photographie de Sarcelles par Jacques Windenberger en est la plus facile exemple...

Et voici les temps présents. Comme leurs prédécesseurs, ils pensent naturellement vouloir mieux que ceux qui les précèdent. Mais la « supériorité » actuelle ne vient vraiment, pour le coup, qu'au niveau d'absolue médiocrité, d'indigence, qui marqua les vingt-cinq années d'après guerre, en France en tout cas. Le meilleur de cet ensemble (1970-1984), on le doit à quelques artistes, ou aux décorateurs de théâtre, de cinéma, aux dessinateurs de bande dessinée. Car leur imagination peut se permettre d'être cohérente.

La cohérence, en revanche, si l'on s'en tient aux projets et aux constructions exposées, c'est ce qui semble effrayer au premier chef les architectes. Le « patchwork » est, sous le pseudonyme « éclatisme », à la mode ici, quand il ne l'est plus au contraire.

Dans cette partie, comme dans celles qui précèdent, Jean Dethier n'a, volontairement peut-être, pas choisi le meilleur. Mais il n'est pas mauvais d'être parfois cruel : à preuve, sortant de cette dernière salle, les visiteurs repassent dans la première, celle des origines, celle de Niepce, et celle de Schinkel, de Labrousse, de Hittori... Pour se laver les yeux, disent les plus méchancs.

FREDERIC EDELMANN.

* Images et imaginaires d'architecture, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 28 mai. Catalogue : 160 F.

ETONNEZ-VOUS !

LES ÉDITEURS ET LES AUTEURS DE WALLONIE ET DE BRUXELLES SONT AU GRAND PALAIS

salon du livre
22 mars - 29 mars

COMMISSARIAT GENERAL
AUX RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE
7, rue Stevens - 1000 Bruxelles



ENLUMINURES ITALIENNES A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

La force du dessin

LES manuscrits enluminés, objets de prix, faisaient partie, il y a quatre ou cinq siècles, des présents qu'un échangiste entre gens de haut rang. Les rois de France, surtout les Valois, en étaient amateurs (voir la Bibliothèque de Charles V, 1668). Quand ils firent leur descente en Italie, Charles VIII et Louis XII emportèrent tout simplement dans leurs bagages de retour l'un, la bibliothèque des rois de Naples, l'autre, celle des ducs de Milan conservée à Pavie. Déposés d'abord au château de Blois, où les visiteurs de marque pouvaient les consulter, la plupart de ces « beaux livres » ont fini à la Bibliothèque nationale. Sans cesse enrichi de legs et d'acquisitions, ce fonds italien célèbre est l'un des plus riches du monde ; mais il n'a jamais été présenté que partiellement au public. F. Avril et Y. Zaluska, qui en ont entrepris la publication méthodique (le deuxième volume sort des presses), ont eu l'idée d'y pourvoir. D'où une exposition érudite et bien articulée qui offre le grand choix de

cette collection, agrémentée - à défaut de tableaux - par des médailles aux effigies connues. Toutes les approches sont bonnes. Veut-on suivre la filière de la lettre ornée, les privilèges des combinaisons zodiacales ou structurales qui débordaient sur les marges ? Un bréviaire du mont Cassin (n° 5), fin du onzième siècle, offre une étonnante spirale de lévriers ; au siècle plus tard, des initiales filiformes étirent monstres et rinceaux - assez près des modes français ; puis surviennent les médaillons, les fameux *gigari* blancs du quinzième siècle, les réseaux crévés des exemplaires de luxe garnis de faux cabochons (n° 147). On s'accordait sur le primat de Paris en ces domaines. Dante l'a dit. Mais les ateliers locaux s'en démarquaient vite. Ainsi les manuscrits juridiques de Bologne du quatorzième siècle, si reconnaissables à leurs couleurs fortes, leurs figures trapues, que R. Longhi a désigné l'un de ces peintres comme l'illustrateur par excellence (n° 65).

Constellations, ail et navet

On peut partir de la relation texte-image, c'est-à-dire de la mise en pages : lignes végétales qu'habitent des oiseaux, bandes où grimacent des lézards, une sorte d'automatisme court parier. Devant l'éclat des grandes pages, on est tenté de chercher le grand peintre qui les inspire ou qui les a réalisées. F. Avril a raison de parler du « siècle de Giotto », car la carrure de certaines figures est révélatrice ; deux textes de Pétrarque (n° 73 et 74) de 1380 sont ornés d'une puissante allégorie de la Gloire où une hypothèse ingénieuse a décelé l'écho d'une composition perdue du grand Toscan. On pourrait parler aussi du siècle de Simone Martini, car la manière fine et tendre du Siennois est très présente dans une Bible moralisée napolitaine aux longs drapés élanés (n° 63) et surtout dans le *Miracle de Notre-Dame* de 1390 en Avignon : malheureusement un peu délavé, la miniature a un accent pur et sensible qui a permis au professeur Degenhart une attribution affirmative (n° 49). Beaucoup plus tard, le *Saint Maurice* et le *Straton* offert au roi René (n° 111-112), remarquablement étudiés naguère par M. Meiss, nous mettent - il faut le reconnaître - au contact de Mantegna et des Bellini.

Il n'est pas interdit non plus de s'intéresser au contenu des livres, qui commande plus ou moins l'illustration. Un superbe livre arabe des « Étoiles » avec les constellations poétiques (treizième siècle) ; les

recueils de botanique dont les pages sont consacrées aux plantes médicinales, y compris l'ail et le navet (n° 140) ; pas de binaire ; des Pétrarque en nombre ; quelques traités scientifiques... Mais la composante la plus oubliée et la plus surprenante est sans doute la part des romans, qu'accompagne une illustration ou, si l'on préfère, une « visualisation » des plus divertissantes justement par son ton romanesque et sentiment narratif. C'est à Naples au temps des Angevins et à Milan avec les Visconti que cette production s'est tellement développée et, comme on pourra en juger, incroyablement proche des ouvrages français. La même culture circule du nord au sud.

Le recueil de l'Ordre du Naup est une chronique décrivant, à coups de figurines et de châteaux féeriques dans le rouge et le bleu, l'activité d'un ordre chevaleresque (n° 61). A Milan régnent les histoires en bandes dessinées de Lancolot, de Guiron le Courtois, de Tristan... (n° 82 et suivants). Comme dans les papiers japonais, tout un monde de songe aristocratique comprimé dans ces vignettes multicolores ne demande qu'à se dilater dans l'imaginaire.

De toutes les informations curieuses qu'apporte l'examen attentif de ces pages peintes, il y en a une à ne pas manquer : la force du dessin. Et il faut insister sur la capacité de réduction formelle ou de déploiement instructif du jeu graphique.

Dans un bon nombre de manuscrits, la couleur manque : fatigue de l'enlumineur pressé ou changement de part ? La plume et quelques touches de bistre suffisent à l'illustrateur de Boccaccio (n° 56) ; et il y a là un problème curieux qu'a éclairé le professeur V. Branca : dessins de l'auteur, recopiés par des amateurs florentins. Même simplification pour un Virgile ferrarois d'un tour nerveux et animé (n° 122) et, ce qui se comprend mieux, pour les recueils épigraphiques et techniques, mâles et machines, d'origine padouane et vénitienne. Ce glissement intéressant nous oblige à ouvrir le grand recueil ou corpus des « Dessins italiens » (1300-1450), élaboré à Munich, dont la seconde partie est justement consacrée à Venise (1).

L'idée directrice de ce puissant travail est qu'il y a du dessin partout : en reconstituant des séries d'atelier ou d'école, en alignant les copies répétitives, en explorant les croquis perdus, etc., nous retrouvons, pour des époques qui semblent vides de dessin « autonome », le support graphique constant de la peinture, de l'orfèvrerie, du tissu. Le manuscrit de M. Taccola, qui est un traité des armements antérieur aux inventions bien connues de Léonard, par exemple (à l'exposition n° 113), appartient à un ami du fameux Colocoli, qui se l'est abusivement attribué ; il relève d'une production spécialisée dont on commence seulement à mesurer l'ampleur et dont le corpus de B. Degenhart a montré justement les ramifications : il s'agit d'une sorte de « dessin industriel » pour les engins balistiques et les chars.

Le manuel militaire de Valturio est traité de la même manière. L'époque s'enrichit des ressources graphiques nouvelles pour ses besoins. On pourra voir aussi ce qu'il en est pour certains manuels de danse et, pour les pauvres Sforza si prestement dépossédés en 1499, l'art de présenter les « dévies », qui sont autant de petites devinettes. Le savoir des organisateurs met bien en place tous ces répertoires prêts à sourdre (comme disait Dante) dès qu'on ouvre le livre.

ANDRÉ CHASTEL

* Dix siècles d'enluminure italienne (VI-XV siècles), 158 numéros. Introduction et notices par F. Avril, Y. Zaluska, M.-Th. Goussier et M. Pastoureaux (médaillons). Jusqu'au 30 mai 1984.

(1) B. Degenhart et Annegret Schmitt : *Corpus der italienischen Zeichnungen 1300-1450*. II^e partie : Venise, et compléments à la I^{re} partie, 3 vol., Gebr. Mann éditeurs, Berlin 1980 ; vol. 4, consacré à Mariano Taccola, id., 1982.

HISTOIRE D'UN MUSÉE

La Galleria,

DANS les jardins Borghèse de Rome, un musée vient de fermer ses portes pour cinq longues années, en raison de la vétusté du bâtiment, dangereuse pour les œuvres comme pour les visiteurs. Il s'agit de la Galleria d'Arte Moderna (Musée d'art moderne), qui conserve, dans 2 hectares et demi de cimaises et de réserves, les collections nationales d'art moderne. Elle ne laisse ouverte que deux salles où sont présentées de rares expositions temporaires.

La Galleria n'est pas un de ces musées installés dans un vieux palais comme on en compte tant à Rome et qui n'aurait pas encore été modernisé, comme c'est souvent le cas. C'est un bâtiment du début du siècle, construit en 1910 pour servir de pavillon d'exposition à la commémoration du centenaire de la Fédération italienne. Il fut conçu comme un musée, et, à vrai dire, il était assez avancé pour l'époque, avec ses verrières zénithales et ses salles de dimensions monumentales. Mais, depuis, on n'y a jamais touché.

Pas plus qu'aucun autre musée en Italie, il n'a de service de maintenance : on n'y répare rien ni ne restaure, on laisse aller. Si bien que, aujourd'hui, l'eau passe à travers le

toit, endommageant les œuvres accrochées, et le degré de pourrissement de l'installation électrique constitue un risque permanent d'incendie. De plus, les conditions de sécurité contre le vol y sont à peu près nulles. Cette situation fait que, à moins de réciprocité, rares sont les grands musées du monde qui acceptent de prêter des œuvres au Musée d'art moderne de Rome.

M. Dario Durbé, le directeur, a lancé un cri d'alarme auprès de ses ministères de tutelle successifs et soumis un plan de sauvetage, évalué à 10,5 milliards de lires. Le gouvernement a aussitôt décidé de fermer le Musée. C'est à la suite d'une question écrite de M. Giulio Argan, ancien maire communiste de Rome et historien d'art réputé, qu'on a appris que les crédits nécessaires pour mener à bien ces travaux n'avaient pas été alloués. Une commission ministérielle a été chargée de procéder à une enquête sur place. On craint, dans les milieux artistiques, qu'une fois fermé le Musée ne trouve pas avant longtemps, le gouvernement ne parvienne pas à consacrer d'importants crédits à son aménagement, alors que tant d'autres établissements en Italie, fermés ou pas, connaissent des difficultés plus ou moins semblables (1).

L'ail de la discordie

En outre, le Musée d'art moderne de la capitale est au cœur d'interminables luttes intestines, qui font partie de la vie quotidienne à Rome. Ouvert au lendemain de la guerre, à l'heure de l'antifascisme, une grande part des œuvres de l'école italienne, impliquées dans ces années troubles, furent reléguées dans les caves. Le temps ayant fait son œuvre, des tableaux et des sculptures d'artistes les plus importants ont fini par réapparaître sur les cimaises. Mais la prolifération période mussolinienne n'est pas assez représentée, et le nombre d'œuvres encore au rancart sous le prétexte ou non de manque de place est encore important.

En fait, il y a dans ce musée deux fois plus d'œuvres du vingtième siècle dans les caves que dans les salles d'exposition. Cette situation a soulevé un contentieux insupportable au sein du monde politique et artistique de Rome. La tradition des musées italiens comme instruments du pouvoir a quelque peu changé. Bien qu'ils

soient encore des terrains où s'affrontent les courants idéologiques, les musées comptent peu dans les préoccupations du gouvernement, et ce, en dépit du fait qu'ils constituent d'appréciables sources de revenus touristiques.

L'actuel ministre de la culture - qui n'a pas réussi à trouver des crédits suffisants pour ouvrir le Musée - a néanmoins pu dégager près de 1 milliard de lires, destinées aux premières réparations des installations électriques pour éviter les risques d'incendie. Mais, d'une manière générale, l'instabilité politique fait que les ministres ne durent pas assez pour mener une action suivie. Pour le folklore, on vous dira qu'ils adorent se faire photographier au Musée lors des grandes occasions, mais ils en repartent sans jeter un coup d'œil sur les coulisses qui cache la brillante façade de cimaises. Ainsi, un directeur de musée voit passer les ministres et dormir ses projets.

LE FAC-SIMILÉ DES « TRÈS RICHES HEURES DU DUC DE BERRY »

Multiplier l'unique

QUELQUE désir qu'on en ait, les manuscrits ne se feuillettent pas comme au cabinet de lecture. Les exposer même peut se révéler dangereux pour leur conservation. Le recours à l'édition en fac-similé (ou à l'identique) permet de préserver l'original sans priver les amateurs de l'œuvre de l'œil et du texte.

Ainsi a-t-on procédé pour certains des manuscrits du Vatican et pour quelques autres de même prix. Ainsi vient-on d'achever une parodie entreprise pour l'un des plus célèbres qui soient au monde, les *Très Riches Heures du duc de Berry*, dont la confection s'est étalée sur presque tout le XV^e siècle.

A l'aube de ce siècle, alors que la France s'enlise dans le désastre, et son roi, Charles VI, dans la folie, Jean de Berry, frère du précédent monarque Charles V, se retire dans son sénéchal de Bourges. Durant une quinzaine d'années, alors que le reste du pays ne cesse d'être la proie de la peste, du froid, de la

famine et, surtout, de l'envahisseur anglais, le sensuel et fastueux duc de Berry va faire de son splendide palais le centre des plaisirs et des arts.

Les artistes s'y pressent, les marchands aussi, d'où sortira le fameux Jacques Cour. Au rang des artistes, les trois frères Limbourg, venus de la Gueuldre néerlandaise, qui, assistés peut-être de Jacquemart de Hesdin, vont commencer, en 1410, ces *Très Riches Heures*, destinées, en principe, à l'édification religieuse du noble duc, et plus vraisemblablement à son seul goût du luxe. Mais avril 1416 voit mourir, à soixante-seize ans, le mécène qui laisse une veuve de dix ans ! et ses artistes à la même période.

Le manuscrit passe aux mains du duc de Savoie, qui le fait achever, croit-on, vers 1485 par Jean Colombe. Puis les propriétaires se succèdent jusqu'en 1856, date à laquelle le duc d'Aumale, âgé de

quatre-vingt ans, et exilé en Grande-Bretagne, l'acquiert d'un baron italien.

Cette œuvre unique est comprise dans la fabuleuse donation que le quatrièmisme fils de Louis-Philippe consent à l'Institut de France, le 3 juin 1884, à la condition qu'aucune des pièces contenues au château de Chantilly - l'objet de la donation sous le nom de musée Condé - ne quitte jamais.

La condition a été respectée, puisque c'est sur place qu'elle fut, une à une, photographiée des précieuses pages de l'ouvrage, au nombre de 416, sur un format 21,5 x 29,4, pour mener à bien l'édition aujourd'hui présentée.

A cette fin, il fallut rendre exactement trois couleurs (dont quatre nuances d'or et d'argent), tâche qui s'est continuée durant trois années, les deux premières ayant été consacrées aux seules seize premières pages. Le volume des *Très Riches Heures* publié par les

Éditions Faksimile-Verlag, de Lucerne, est accompagné d'une traduction du texte original latin, comprise dans un volume de commentaires dû à l'ancien conservateur du musée Condé, M. Raymond Cazelles.

Il n'est pas besoin de préciser que le prix de chacun des 980 volumes qui seront tirés est élevé : 58 000 francs français à la souscription, 70 000 ensuite. Mais il est prévu une édition plus abordable destinée au grand public. De plus, du 21 mars au 27 mai l'ensemble des planches est exposé à la fondation Dosne-Thiers, l'ancien hôtel de Monsieur Thiers, dont on pourra, à l'occasion d'une visite, admirer la récente restauration.

PHILIPPE BOUCHER.

* Exposition du fac-similé des *Très Riches Heures du duc de Berry*, Fondation Dosne-Thiers, 27, place Saint-Georges - Paris 9^e, de 10 h à 18 h (sauf lundi). Entrée gratuite.

Le Retour d'Iphigénie
Yannis Ritsos
texte français Dominique Grandmont
mise en scène interprétation Danielle Van Berchemyck Yves Couët
atelier 8

O'NEILL JEAN MARC BORY
NELLY BORGEAUD
Long Voyage Vers La Nuit
18 Malherbe
Théâtre Éclat Alain FRANDON
THEATRE 13, 84 rue David Paris XII, 588 1630

LE MONDE : « C'est un amour exalté... » (M. Contant)
LE FIGARO : « C'est un amour exalté... » (M. Contant)
LE MATIN : « C'est un amour exalté... » (M. Contant)
MAGASIN LITTÉRAIRE : « C'est un amour exalté... » (M. Contant)

Pierre Desproges
DERNIERE LE 31 MARS
THEATRE FONTAINE
LOC. 874.74.40
EUROPE 1

DES SPEC
EN EN SO
ferme
GALERIE ARIEL
TABUCHI
PROSCENIUM
CLAYETTE
ANTISMES VENITIENS
ARTC
BERI
ISABELLE
VAS
BC

مكتبة لاد



ROMAIN EN SOUFFRANCE

on ferme

Les maîtres intentionnés ont un invincible sentiment d'impuissance, sachant d'expérience qu'ils ne pourront probablement pas assez longtemps pour réaliser, ni même commencer, quoi que ce soit de sérieux. A peine les dossiers sont-ils sortis de leurs cartons, qu'ils doivent songer à partir. Quant aux plus « réalistes », ils se contentent de dire le plus possible de mal de la politique et de leur paysatelle. En fait, les problèmes culturels se règlent moins dans les ministères que dans les salons mondains, là où se font et se défont les plans, s'expriment les opinions qui vont agir durablement.

Si la Galleria d'Arte Moderna n'a pas été entretenue, elle a, en revan-

che, pu être agrandie d'une alle nouvelle grâce à l'énergique action de M^{me} Palma Bucarelli, longtemps égérie de l'avant-garde artistique romaine et directrice du Musée. Commencée en 1975, la nouvelle alle devait résoudre les problèmes de place du Musée, qui compte mille cinq cents œuvres du dix-neuvième siècle et autant du vingtième exposées dans une centaine de salles de sa collection. M^{me} Bucarelli a dû prendre sa retraite sans avoir achevé son projet. Qu'est-ce qui explique que ce bâtiment tout neuf soit laissé à l'abandon, alors que tout le gros œuvre est réalisé? Des blocages, quelque part dans l'appareil politique, vous dirai-je-on...

Le « chiuso » des gardiens

Pour ses destructeurs, la nouvelle aile de ce musée ne ferait que servir le gloire de ses investigateurs, qui ont voulu y rassembler leurs noms, alors que l'aile est très plus judicieuse, mais plus modeste, de consacrer les plus belles œuvres à la modernisation de l'ancien édifice qui en a tant besoin. Les symboles comptent, à Rome... Il reste à réaliser, dans cette seconde partie du Musée sa souffrance, les installations électriques de climatisation et de sécurité. Autrement dit, la part la moins visible est la plus coûteuse, évaluée à 5 milliards de lire, soit la moitié de la somme nécessaire au sauvetage du vieux Musée tout entier.

La question préoccupante est que, si les travaux ne sont pas réalisés rapidement, le bâtiment risque de tomber en désuétude. Mais que va-t-il se passer si la « classe politique », comme on dit ici, n'a pas assez d'intérêt à voir se réaliser un projet entrepris par des forces qui ne sont plus en place ?

Effectivement, pris séparément, les maux doivent souffrir le musée romain, exemplaire à bien des égards, ne sont pas bien graves, mais leur accumulation a un effet multiplicateur. S'y ajoute la question des gardiens, problème international auquel sont confrontés tous les grands musées du monde (le Louvre comme le Metropolitan de New-York, qui ferment des salles par rotation). Les gardiens ne sont pas concernés par leur musée, qui les paie si mal. Ils gardent l'emploi pour

sa sécurité, mais l'après-midi vont
gagner leur vie ailleurs.

Chiuso! Fermé! C'est un mot dont le touriste, à Rome, apprend vite à connaître le sens. Il ne tarde pas à découvrir que presque toutes les fonctionnaires publiques, en fait, que quatre heures par jour, de 10 heures à 14 heures, et ferme une heure plus tôt le dimanche. Les problèmes d'intendance sont tels que les musées italiens ne montrent qu'un tiers des trente-huit millions d'œuvres d'art recensées dans les collections des musées de différentes catégories. Mais les musées de peinture sont ceux dont le pourcentage d'œuvres exposées est le plus faible.

On le sait bien à Rome, seuls les musées du Vatican fonctionnent sans bavures : toujours ouverts et toujours envahis par les foules. Alors que nombreux sont les établissements romains plus ou moins fermés. Le cas du Musée des antiquités est édifiant. Occupé pendant la dernière guerre mondiale, l'armée ne s'est jamais résolue à le quitter tout à fait. Elle n'en a libéré que la moitié accessible au public, l'autre est devenue un cercle militaire, jamais closus !

JACQUES MICHEL.

(1) 80 % des mille vingt-quatre usées de la péninsule n'ont pas de protection contre l'incendie, et 50 %, pas de protection contre le vol. Il en existe même qui n'ont pas d'électricité du tout.

« MAUVAISE CONDUITE », DE NESTOR ALMENDROS ET ORLANDO JIMENEZ LEAL



Récit d'une expérience cubaine

ORLANDO JIMENEZ LEAL :
Nous nous sommes rencontrés en 1959, quand Nestor a débarqué à La Havane. Il était le grand ami d'amis à moi.

NESTOR ALMENDROS : Dès que Castro a pris le pouvoir, je me suis précipité. J'enseignais alors l'espagnol à New-York, et je faisais des films underground.

ORLANDO JIMENEZ LEAL :
J'étais opérateur d'actualités. En fait, certaines images au début du film qui montrent l'entrée de Castro à La Havane ont été filmées par moi. Je n'ai jamais appris le métier, j'ai plongé dès qu'on m'a offert de travailler comme apprenti sur les actualités.

NESTOR ALMENDROS :
Nous avons réalisé en 1960 un film ensemble, un film ethnographique intitulé *la Tumba francesa (le Tombeau français)*, sur une secte afro-haïtienne de Cuba. Jean Rouch a beaucoup aimé. Oriando était dix-huit ans, j'en avais trente et un. Nous avons quitté Cuba la même année, en 1962 ; il est allé aux États-Unis, j'ai gagné la France.

Pour réaliser *Mauvaise conduite*, nous sommes partis de notre propre expérience et de l'expérience d'amis que nous connaissons bien et qui avaient été en prison pour des raisons absurdes, non pour des raisons politiques. Quand nous avons quitté le pays, la situation ne s'était pas encore détériorée comme aujourd'hui. De nouveaux exilés nous rejoignent, nous étions stupéfaits d'apprendre ce qui se passait. Et nous avons songé à faire un film. Ce fut très difficile, on ne voulait rien savoir d'une vérité qui serait défavorable à Cuba. Ces dernières années, nous avons assisté à un changement d'attitude.

Nous nous sommes commencé à tourner nous-mêmes avec une caméra portée, un peu de pellicule achetée, et la collaboration d'amis pour le son. C'était il y a deux ans environ. A l'époque, le photographe *Faustine à la plage*, l'assistant est venu à Paris pour un mois de tournage. Un jour, on a concrétisé nos idées. L'important, c'était de trouver des gens intéressants cinématographiquement et à titre personnel. Avec quatre premiers entretiens, nous avions déjà un premier montage. Nous nous sommes dirigés à la télévision américaine. A plusieurs chaînes, elles ont toutes refusé. Les Américains voulaient imposer un speaker qui servirait de fil conducteur comme dans les documentaires télé-*li-bas*. On l'aurait vu, par exemple, dans *Le monde de la nuit* de *travels* de New-York, en train d'interviewer les gens. Nous

trouvons ça vulgaire. La BBC a agi de même. L'Espagne, notre second choix, n'était pas intéressée. Nous sommes venus en France, et la réaction a été immédiatement favorable: Antenne 2 et Michel Thoulouze, le programme « Résistances » et le « Magazine du dimanche », et puis les films du Losange, ainsi que Frédéric Mitterrand.

ORLANDO JIMENEZ LEAL :
A l'époque, j'étais en train de tourner un film purement politique pour le RAI italien, la *Otra Cuba*. Nous avons discuté, Nestor et moi, la possibilité d'aller dans une autre direction, de montrer la conséquence de ces événements sur des gens normaux. Des gens comme vous et moi qu'on inquisite parce qu'ils sont différents : pour leur façon de se peigner, de porter des jeans trop étroits, parce que vous êtes un homosexuel, que vous appartenez à une secte religieuse, que vous écrivez des poèmes. Qu'est-il arrivé à ces gens ? Comment vivent-ils ? Nestor avait un ami qui avait vécu des choses terribles dans un camp de concentration.

NESTOR ALMENDROS :
Nous ne l'avons pas gardé dans le film parce qu'il ne voulait pas. Sa famille est à Cuba.

ORLANDO JIMENEZ LEAL : Nous étions sceptiques, nous étions difficiles. C'était Cuba possédant l'Amérique comme l'Allemagne de Hitler ou la Russie de Staline. Plus nous avons avancé dans notre enquête, plus nous nous sommes sentis impliqués dans le projet. Il fallait à tout prix le réaliser. If y eut notamment l'histoire de cet écrivain bien connu, Virgilio Pinera, un ami de Nestor et de moi, aujourd'hui décédé. J'ai été comme le témoin de ce qui lui est arrivé. On l'a jeté en prison à cause de sa façon de marcher, parce qu'il était un homosexuel. Il l'ont enfermé avec des criminels de droit commun et des anciens policiers de Batista qui ont voulu le lyncher.

NESTOR ALMENDROS: Un sujet en a amené un autre. Nous ignorions au début jusqu'où notre enquête nous conduirait.

ORLANDO JIMENEZ LEAL : Il fallait tirer un film de toutes ces expériences. Nestor et moi avons beaucoup d'amis de gauche, honnêtes, intelligents, et la seule chose qui nous sépare, c'est Cuba, le problème cubain. Du moins ici, en Europe. Je suis absolument sûr que, s'ils savaient ce qui se passe à Cuba, ils seraient totalement contre.

Propos recueillis par
LOUIS MARCORELLES.

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann Paris 8^e
TABUCHI
jusqu'au 20 avril

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75008 Paris
354-92-01

CLAYETTE

« PHANTASMES VÉNITIENS »

Liliane HEIDELBERGER
Sculptures

*« Donner, pour le regard et pour la main,
donner pour l'esprit étalé : une série de
pléiades. »*

Un souci constant du respect et du traitement
le matériau, de tirer profit de ses qualités
propres : marbre finement granulés du
jura, doré du marbre, veils du schiste...

Julio MANURI
Peintures
« Du fleuve, du rûce dans une construction solide, mûrie de vrais souvenirs : un dico de formes et de moues, une sorte d'évidence politique. »
Jusqu'au 24 mars
à LA GALERIE
87, rue Saint-André-des-Arts, PARIS


ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain

BERROCAL
Vingt ans de sculptures éditées.

ISABELLE WALDBERG
Sculptures, New York 1943 - Paris 1983.

VASARELY
Estampes 1950-1970.

BOTERO
Livre de P. Restany.

 9, av. matignon paris 8 - 277.10.10
du mardi au samedi de
10 h 30 à 19 h 15.

GALERIE CHARDIN
38, rue de Seine, Paris 75006 - tél. : 326.99.38
S. HOTTINGUER
du 22 mars au 5 avril

13, rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. 325.90.84

ZORKO

sculptures de Marbre, Bois, Métal

du 1^{er} MARS au 7 AVRIL

**6^e SALON DES
ANTIQUAIRES
SPECIALISES**

MEUBLES, CURIOSITES, OBJETS D'ART, PEINTURES, DESSINS,
GRAVURES, SCULPTURES, CARTES POSTALES, LIVRES

**PARIS - PLACE DE LA BASTILLE
DU 22 AU 26 MARS 1984 -**

de 11 h à 20 h Samedi, Dimanche de 10 h à 20 h Nocturne vendredi Jusqu'à 23 h.

du 15 mars au 7 mai 1984

La Maison de la Lithographie
JACQUES LALANDE

Lithographies - Aquarelles - Peintures - Dessins
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS
Tél. : 227.26.16 - Métro : Ternes, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi de 11 h à 19 h sans interruption

A.T.P.

LES SALONS DE LA ROSE CROIX
A.M.O.R.C.
MAURICE MAZO
189, rue St-Martin (3^e), M^e Étienne-Marcel
Tél. : 271-99-17 - du mardi au samedi 14/19 h.
7 mars - 21 avril
ESPACE JAPON

18, rue Sainte Anne (Métro Palais-Royal) - 250-89-30

MIHOKO

TEINTURES VÉGÉTALES SUR TISSUS

de 12 h à 18 h, du 27 mars au 14 avril

Fermez discrètement et laissez

CHAI LO 727 8715
THEATRE NATIONAL

*faut-il choisir?
faut-il rêver?*
BRUNO BAYEN 1 mars-7 avril

FORMES

Duo
Toubeau-Tournier

Des mois durant Jean-Max Toubeau a fréquenté l'ancien presbytère de la vallée de Chevroux où, rongé par son frein, Michel Tournier a trouvé refuge. Contre les importuns, mais la jeune artiste ne l'était pas. D'un crayon sûr et léger, il a multiplié les croquis de la maison et de la maisonnée, bêtes et gens, sans négliger le jardin, les frondaisons et les nuages. Quant à son hôte, il l'a surpris sous tous ses angles. Que de portraits ! Il y en a bien une trentaine sur les cinquante images du recueil. Michel Tournier laissait vaguer son esprit pendant qu'il prenait la pose, quitte à noter peu après le fruit de ses réflexions. De cette cohabitation est né un journal à deux voix : *Le Vagabond immobile* (chez Gallimard). Ces dessins, ces portraits, les voici exposés à Paris, en compagnie de peintures exécutées elles aussi sur place, à l'extérieur. Ils sont séduisants ces paysages. L'un des mieux venus fait succéder aux terres mauves du premier plan des champs d'un vert tendre et l'éclatement d'une campagne heureuse (1).

Petit-Lorrain

Illustrateur, portraitiste (mais son registre est plus étendu), le nom de Robert Petit-Lorrain reste attaché à celui de Saint-John Perse, qu'il a bien connu dès les années 60 dans la presqu'île de Glens. Disparu, le poète d'Amers cède la place à d'autres inspirateurs. La même trait rapide, économe, suggestif qu'il épousait le rythme d'Etrusque est les vaisseaux, exprime avec un égal bonheur le monde aquatique et les sèches terres provençales de *Roseaux et lavandes* de Raymond Jean, dont la signature est familière aux lecteurs du *Monde des livres*. Quelques mots, quelques touches, suffisent à l'un et à l'autre pour faire bruiser et frissonner les symboles de notre fragile et pensante humanité. Pour distiller l'arôme des lavandes, le couleur s'en mêle dans toute sa fluidité. *Fumées perdues*... La lavande lave le

ciel... et tous les gestes de ceux qui récoltent l'odorante moisson (2).

Levkovitch

Léon Levkovitch l'angoissé, le rêveur, l'halluciné, le porte-parole (entre autres) du peuple élu, a promené son inquiétude de Lodz à Paris, et ailleurs. Ses nombreuses gouaches évoquent villes et paysages sont un peu son carnet de route. C'est pourtant dans ses œuvres où grouille une humanité traquée sans complaisance que se manifeste son originalité profonde. On est fasciné par ces sortes de mosaïques de corps et de profils, au graphisme réhaussé de teintes discrètes, dont la fausse et savante gaucherie révèle infiniment mieux que des dessins lésés le drôle de monde où nous croyons vivre. Nulle anecdote ne vient dévaluer une vision globale et parfois monstrueuse de notre espèce (3).

Daderian

Daderian semble avoir renoncé à la régularité de ses bandes parallèles monochromes, accords vibrants de couleurs à la fois sobres et intenses, voire à ses accumulations de signes qui griffent l'âme au travers de l'œil. Il persiste à nous les montrer, pour notre joie, tout en démontrant qu'il s'écarte de ses sentiers battus et qu'il va plus loin dans ses toutes dernières compositions où il demeure, ressource-vous, peintre et rien que peintre. Un mouvement plus accentué se met en marche, libéré des formes jusqu'ici maintenues par une poigne solide. L'énergie n'a pas faibli, ni la sensibilité, mais la liberté semble plus grande. Les limites sont franchies (4).

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Jeanne Castel, 5, rue du Cirque, 75008 Paris.
(2) Chez René Jeane, imprimeur, 22, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris.
(3) L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie, 75008 Paris.
(4) Galerie Camille Renuart, 133, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA MOUETTE
Tchekhov-Axionov-Vitez
LE HERON

Grand Théâtre - En alternance

FAUT-IL CHOISIR ?
FAUT-IL REVER ?Texte et mise en scène de Bruno Bayen
Théâtre Gémier - Du 1^{er} mars au 7 avril

CARNETS D'UN DISPARU

Leos Janáček-Marie-Noël Rio-Pierre Barrat
Grand Foyer - Du 14 au 31 mars à 18h30.

MUSIQUE VIVANTE

Birtwistle-Michele-Maxwell Davies
Stockhausen-Stravinsky-Stuppner
Grand Théâtre - Jeudi 22 mars à 20h30

RENDEZ-VOUS DE POESIE

Avec Valère Novarina - Lundi 26 mars à 20h30

7 2 7 - 8 1 - 1 5

GAUMONT AMBASSADE • LE BRETAGNE • GAUMONT RICHELIEU • LOGOS
BUXY Boussy Saint Antoine • GAUMONT OUEST Boulogne • GAMMA Argenteuil • ROMAINVILLE • CHATENAY Malabry

"Y'A QUAND MEME MOYEN
DE VOYAGER SANS PAPIERS"

Laisse-Béton

un film de SERGE LE PERON

PRIMÉ PAR LA FONDATION APPLE POUR LE 7^e ART

SÉLECTION

CINÉMA

«Vertigo»
d'Alfred Hitchcock

Le plus phénoménal des cinq films du maître restés au secret et donnés en cadeau cette année à un public très reconnaissant. Diaboliquement emboîtés, une série de miroirs où se perd James Stewart, tandis que, sensuellement vêtue, Kim Novak irradie. Un drôle de vertige, vraiment, qui remet les idées en place sur la valeur d'une mise en scène.

ET AUSSI : *Femmes de personne*, de Christopher Frank (l'amour et le bonheur, on y revient). *Les Copains d'abord*, de Lawrence Kasdan (on n'a pas tous les jours vingt ans). *Le Temps suspendu*, de Peter Gubler (les années 60, encore, mais en Hongrie). *Laisse béton*, de Serge Le Péron (deux gosses et un rêve). *L'Enfant invisible*, d'André Lindon (les dessins pour Le Petit Prince). *La Femme flamée*, de Robert Van Ackeren (le sexe froid). *Carmen*, de Francesco Rosi (la dernière, et non la moindre).

THÉÂTRE

Ionesco
à l'Odéon

Portrait d'un rêveur, d'un individualiste sarcastique, d'un artiste à l'aise dans le doute et la peur. A Ionesco, éternel enfant gâté, Jean Carmet donne sa propre humanité, sa finesse, sa drôlerie, ses hésitations, ses malices, son regard chaleureux, sa poésie fumeuse. Un petit homme noble et désarmé.

paré. Un Ionesco-Béranger profondément humain.

ET AUSSI : *Le Roi Lear*, de Shakespeare au Théâtre de Paris. (Marcel Maréchal retrouve Jean Vauthier, qui a adapté ce Lear égaré dans les douces folies de l'innocence); Mechthild Grossmann à Saint-Denis (la belle tigresse de Pina Bausch raconte en français la vie d'une femme d'aujourd'hui); *La Mouette* et *Le Héron* à Chaillot (en alternance, les oiseaux de Vitez). *Faut-il choisir*, d'Alfred Hitchcock (les énigmes de Bruno Bayen dans les méandres du burlesque).

MUSIQUE
EN SCÈNE

A Lyon

Après le succès de l'édition 1983, le studio Grame organise une nouvelle *Nuit de la musique électroacoustique*, en collaboration avec le TOL (7, rue des Acacias), qui accueillera cette manifestation originale, animée du désir de réunir, de 20 h 30 jusqu'à l'aube, musiciens, instrumentistes, chanteurs, comédiens, chorégraphes, cinéastes...

Au cours de cette nuit, deux créations du studio Grame : *Deuxième passage de la balaine*, de Pierre-Alain Jaffron, et une pièce de théâtre musical : *Lés et Léon*, ou *Scènes électro-acoustiques de la vie conjugale*, de James Giroudon, ainsi que des œuvres de Georges Aperghis, Frédéric Fortille, Michel Chion, et des films d'animation et de recherche, parmi lesquels on retrouvera les célèbres *Shaddocks*.

(Rens. et réservation : TOL 7) 825-70-21.)

ET AUSSI : A Paris. — Concert de l'ensemble de musique vivante à Chaillot, le 22 mars (Michele, Maxwell Davies, Stockhausen, Stravinsky). *Analyses et Controverses*, le 24 à 14 h 30 à Radio-France. (Créations de *Soleil vert*, de G. Finzi, et des *Regards*, de M. Fisher.) Opéras en concert au Théâtre des Champs-Élysées, le 24 à 17 h : *Le Médium*, de Menotti. *Trouble in Tahiti*, de Leonard Bernstein. *Le Sourire de l'aube*, de Niki Provezzi. Le 27 au Théâtre des Champs-Élysées, toujours, le pianiste vietnamien Dang Thai Son (Prix Chopin 1980) jouera des œuvres de Mozart, Prokofiev, Chopin.

EXPOSITIONS

Les trésors
de Saint-Marc
au Grand Palais

Sculptures, icoles, émaux, vases, travaux de verre et de cristal de roche, objets filigranés... Le trésor de la basilique Saint-Marc de Venise à Paris. Une exposition présente cet ensemble précieux qui fut le butin de la quatrième croisade des Vénitiens, parus en 1204 à la conquête de l'empire byzantin, et augmenté au cours des siècles d'œuvres romanes, gothiques, islamiques. A défaut d'aller à la basilique des doges, il faut aller voir ou revoir au Grand Palais ce témoignage de la splendeur de la République de Venise.

L'art graphique
au Centre
Georges-Pompidou

Les nouvelles acquisitions entrées au cabinet des estampes du centre Georges-Pompidou ces deux dernières années. Un remarquable enrichissement de gravures et lithographies allant de Bakst, le flamboyant décorateur des ballets russes, aux dessins linéaires de Matisse.

DANSE

Classique

Marco Spada au palais Garnier, ballet-pantomime de Pierre Lacotte : à l'origine un opéra-comique d'Auber (1852) transposé par le chorégraphe Mazilier en 1857. L'ouvrage oppose deux caractères féminins, deux styles de danse. Pierre Lacotte l'a reconstruit en mettant en valeur le rôle de Marco Spada (mimé à l'origine) à l'intention de Nouriev.

Contemporain

Festival «Danse au présent» à La Villette (M. Lelièvre, K. Cavaguso, le groupe Esion, Aby danso). Michael Clark au Théâtre de la Bastille (un jeune Anglais pas tranquille). Ballet-jazz-art à Beaubourg (Mat Matos et les enfants de l'immigration). Shaktantala au Théâtre 18 (l'énergie et la grâce). Michel Casata à Viry (création). Concours de chorégraphie de Bagnolet au gymnase Maurice-Baquet (les espoirs 84 de la danse).

THEATRE DANIEL-SORANO
16, rue Charles Pathé - Vincennes 95731-16
LE THEATRE DU GALLION

18h30
21h
Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué

THE ROCKY
HORROR SHOW

de RICHARD O'BRIEN
Réalisation :
Fiona Scanlon
Mise en scène :
Linda Dowell
THÉÂTRE DE L'UNION
Rue de Trévise, Paris 9^e

THÉÂTRE DE PARIS, 15, RUE BLANCHE
75009 PARIS, METRO TRINITE

LOCATION DE 11 H A 18 H, TEL. 280.09.30.
RNAC ET AGENCES.

LUNDI 26 MARS A 20 H 30
UNIQUE CONCERT DE
RAVI SHANKAR
accompagné aux tablas par
ALLA RAKHA

MAISON
DES
CULTURES
DU MONDE
LDC 543 41 42

SHAKESPEARE
DU 13 AU 31 MARS
AMLETO
MACBETH
ENRICO IV
COMPAGNIE DEL COLLETTIVO
TEATRO DUE
PARMA - ITALIE
60 F et 40 F

"... tonitrue triomphal : ils font honneur à Shakespeare..."
Financial Times
"un terrible amusement, une amusante terreur"
Stuttgart Zeitung
"brillante intelligence, comique frenétique, rythme parfait"
Kierstin Noren

THEATRE DE L'ALLIANCE
10180 RASPAIL 6^e TEL. 544.72.30

THEATRE DE LA
RENAISSANCE
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

CATHERINE
ROUVEL
HENRI
TISOT

NOIX
DE
COCO
MARCEL ACHARD

Mise en scène de JEAN MEYER
208.18.50

NOUS AVANÇONS A PAS DE HAIT-PARLEURS SUR NOS
les parus poétiques
SABOTS
ELECTRONIC

78, rue des martyrs 75018 Paris 201 64 23, Ligne 13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

CARAVANE

COMPAGNIE RENAUD-BARRAUT

THEATRE DU ROND-POINT

DERNIERES
EN ALTERNANCE
LES AFFAIRES
SONT LES AFFAIRES

DE OCTAVE MURDEAU MISE EN SCENE PIERRE DUX DECOR GEORGES WAKHEVITCH
COSTUMES YVONNE SASSNOT DE MIELE AVEC LISE DELAMANE ET PIERRE DUX

ANGELO,
TYRAN DE PADOUE

DE VIKTOR HUGO MISE EN SCENE JEAN-LOUIS BARRAUT DECORS ET COSTUMES GHISLAIN UNRY AVEC DANS LES ROLES PRINCIPAUX GENEVIEVE PAGE JACQUES DACQUINE CYRILLE CLAUDE FRANÇOIS DUVAL PIERRE TABARD

PETIT ROND-POINT
DU 16 MARS AU 19 AVRIL
PENSE A L'AFRIQUE

DE GORDON DRYLAND ADAPTATION FRANÇAISE PIERRE LAVILLE MISE EN SCENE JEAN-PIERRE GRANTVAL DECOR ET COSTUMES GHISLAIN UNRY ECLAIRAGES ANDRÉ COLLET AVEC MADELEINE RENAUD JEAN-PIERRE AUMONT MARTINE PASCAL GÉRARD LORIN DENISE NOËL

M.I.T.
DU 21 MARS AU 6 AVRIL
EXPOSITION EWA ET WIESLAW STREBEJKO
AFFICHES DE THEATRE POLONAIS

AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS LOCATION 756 70.80

ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Exposition principale rue Saint-Martin (227-12-33). Informations téléphoniques : 227-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h ; le samedi, de 12 h à 17 h, galerie contemporaine.

ILES FLOTTANTES. Les parcours à travers les œuvres de Boris Thiam. Artistes des continents. Du 14 à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

MINAM

PIERRE BONNARD. Jusqu'au 21 mai.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Jusqu'au 26 mai. (Visites-animation, les jeudis et samedis, à 17 h.)

ARNULF RAINER. Mort et dessins. Jusqu'au 26 mai.

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1839-1939. Jusqu'au 24 mai.

OTMAR TEITHEIMANN. Jusqu'au 15 avril.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Bakst à Matisse. Jusqu'au 30 juillet.

CCI

IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 24 mai.

TEXTILE DU NORD. Jusqu'au 24 mai.

CLAUDE LORAIN. Jusqu'au 24 mai.

EN NORD/PAS-DE-CALAIS. Jusqu'au 23 avril.

TEXTILE. Côté avec l'Indonésie. Jusqu'au 7 mai.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION. Jusqu'au 23 avril.

RFI

CARNAVALS ET FÊTES D'IVER. Jusqu'au 23 avril.

THÉÂTRES D'AFRIQUE NOIRE. Jusqu'au 21 mai.

THÈME ILLUSTRÉ. Philippe Dardès. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 16 avril.

Musées

UN NOUVEAU MONDE. Chateaufort de la peinture américaine, 1766-1918. Grand Palais, avenue de la Grande Armée (241-40-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 26 avril). Jusqu'au 11 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-MARC. de Venise. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 26 avril. Du 26 mars au 26 juin.

HALLS ET MARCHÉS D'ILE-DE-FRANCE. Grand Palais, espace 404 (225-03-20). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mai.

JACQUES-LEONARDO. Espace Georges Pompidou (225-37-41). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

WILLIAM BOURGUEAU, 1825-1893. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1900-1962. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée pour les visiteurs (265-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 2 avril.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures, 1900-1962. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 juin.

ACQUISITIONS DU CABINET DES DESSINS 1973-1983. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 juin.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du XV^e au XVIII^e siècle. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-63-63). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

CHARLES-ALBERT CINGRIA, 1883-1954. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 26 mars.

JEAN-LUC TARTAGLIN. Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Lavoisier. Sauf mardi, de 13 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

ATELIERS 84. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (225-61-57). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 avril.

LE JARDIN MUSICAL. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de la République (225-61-57). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 29 avril.

LE PRINCE EN TERRE D'ISRAËL. CHATELAIN ROMANS. Jusqu'au 10 octobre. - NOUVELLES ACQUISITIONS. THOMAS - CONTEMPORAINES - REGARDS SUR L'ART. Jusqu'au 29 avril. Petit Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (273-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F.

LES FOUQUEL. Bijaou et Jouffrais à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures ; samedi, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mai.

L'IMAGE DE LA MER. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-15-07). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

CENDRE ET ALCOOLS. Cendres publicitaires de la collection Rodière. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 avril.

AFFICHES DE PRESSE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarrasin (555-31-58). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 mai.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALE. Musée Carnavales, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, tour de Boulogne (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

CHARLES CLAUDEL, 1864-1943. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-58). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 192. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PAUL. Prix Bourdelle 1983. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (545-67-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Du 23 mars au 13 mai.

MONTMARTRE des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (606-61-11). Sauf mardi, de 14 h 30 à 17 h 30 ; dimanche, de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 décembre.

TENDANCES A NEW-YORK. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-95-00). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; le samedi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 avril.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (325-12-48). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 avril.

CORPS, PARURES ET COSTUMES. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F ; 450 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue de la République (720-85-40). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

POUPÉE JOUET, POUPÉE REFLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

INOUË ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels.

JEAN COCTEAU et les arts plastiques. Pavillon des arts, 101, rue Camboulin (233-42-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 6 mai.

DONATION BOUTERIN. Travaux d'été 1918-1914. Ecole des Beaux-Arts, 11, quai Malaga. Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 mars.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAIRIES DE DELFT. Jusqu'au 1^{er} avril : WILHELM VORL. Tableaux, eaux-fortes, peintures d'écluse. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril. Jusqu'au 15 avril.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (285-41-53). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TROIS SECHES HEURES DU DUC DE BERRY. Musée de la Fondation Desse-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales. Musée de la mode et du costume, 11, rue Payson (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

WAKAO. Peintures acryliques - JEAN-PAUL VILLIERS. Sculptures en marbre. Galerie J. Bouché, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mai.

AQUARIUMS. Pat Andrus, S. Bui, H. Damsky, E. Damsky, etc. Galerie J. Bouché, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 7 avril.

LES TROIS NOLL. Galerie Muscard, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80). Jusqu'au 5 mai.

COLLAGES 1960-1980. Œuvres de Caba, Coppel, Dorel, Le Bret, Orlikoff et Shamon. Galerie Jaquet, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 21 avril.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Semences et les effluents. Galerie D. Tournier, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 4 avril.

GEORG BASELITZ. Œuvres 1964-1983. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 25 avril.

FRANÇOIS BEAU. Gravures récentes. Galerie J. Mayor, 34, rue Mazette (326-60-34). Jusqu'au 14 avril.

PIERRE BISTENCOU. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (271-20-20). Jusqu'au 26 avril.

ANDRÉ BORDIERE. Peintures. Galerie de la Seine, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 28 avril.

BRAM VAN VELDE. Lithographies 1974-1981. Galerie Paris, 6, rue Maréchal (770-39-59). Jusqu'au 14 avril.

PIER PAOLO CALZOLARI. Peintures. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (274-38-00). Jusqu'au 15 avril.

CARLIS. Vitrerie - Évidé. Galerie M. Guio, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 12 mai.

EUGÈNE BARRIÈRE. 1849-1906. Galerie P. Trigo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 31 mai.

LUCIANO CASTELLI. New Paintings. Galerie Faridat Cadot, 77, rue des Archives (278-06-36). Jusqu'au 17 avril.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Daugy, 57, rue de la Boquerie (700-10-34). Jusqu'au 31 mai.

CHAMBERS. Portraits. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazette (326-32-37). Jusqu'au 21 avril.

CLAYETTE. Phantasmes vivants. Galerie Procaccia, 35, rue de Seine (326-92-01). Jusqu'au 14 avril.

HONORÉ DAUMIER. 1808-1879. Sculptures, dessins, photographies. Galerie de Juchacz, 21, rue Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 21 avril.

FASSINANO. Photographies. La Hous, 14, rue de l'Abbaye (326-59-34). Jusqu'au 8 avril.

FISCHMAN. Galerie peinture fraîche. 29, rue de Bourgogne (551-00-83). Jusqu'au 7 avril.

HERNIN FREDERSON. Galerie Boma, 40, rue Quincampoix (227-38-57). Jusqu'au 11 avril.

GHEKMAN. Galerie Clivage, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 31 mai.

LIONEL GODARD. Travaux récents. Galerie F. Paillet, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 13 avril.

SERGE GUILLOU. Œuvres récentes. Galerie H. Wéber, 20, rue de Valenciennes (265-54-54). Jusqu'au 15 avril.

APPROCHE DE FRIEDRICH HAGEN. Le Roi des Antilles, 159 bis, boulevard du Montparnasse (326-86-92). Jusqu'au 31 mai.

FRANÇOIS HERR. Paris. Bataille de France, 2, impasse de la Bourdonnais (234-44-56). Jusqu'au 7 avril.

Ceux qui travaillent davantage méritent un avantage: la Business Class Lufthansa.



Chez Lufthansa, nous avons un sens inné de vos intérêts. Sur tous nos vols long-courriers en Boeing 747 et DC 10 au départ de Francfort - reliés de Paris par nos 4 vols quotidiens - nous vous offrons une véritable classe à part sans supplément de prix: notre Business Class.

A bord d'un de nos gros-porteurs récents, détendez-vous. Confortablement installé dans des fauteuils spacieux, profitez pleinement de l'excellence du service Business Class: menus au choix et de choix, bar à discrétion, divertissements variés.

Autant d'avantages plus un que certaines compagnies ont du mal à vous offrir: la ponctualité.

 **Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa, 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. 2653735. Lyon, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 8636666. Aéroport Nice Côte-d'Azur, Cedex 06056, Tél. (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél. (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean Jaurès, Tél. (61) 628066.



**M. GEORGES FIL-
LIQUID**, secrétaire
d'Etat chargé des
techniques de communi-
cation, inaugure Télé-
cable 84 le 22 mars à Evry. M. Louis
Meyxandeu lui succédera.
Après ces deux interventions offi-
cielles, on peut espérer que les
participants de la deuxième
convention des villes câblées en-
sauront un peu plus sur l'avenir
du plan de câblage et les règles
du jeu de son économie.

Après un an de discussions,
d'hésitations, de controverses,
la décision ministérielle de no-
vembre 1982 a besoin, au-
jourd'hui, d'une confirmation et
d'une clarification. Les com-
mandes industrielles et leurs re-
tombées en termes d'emploi,
l'engagement de cent vingt-huit
collectivités locales, le dévelop-
pement des industries de pro-
grammes attendent les déci-
sions et les décrets que le
gouvernement a promis pour ce
premier trimestre 1984. Le
câble a besoin de son feu vert
sous peine de perdre sa crédibi-
lité.

Quels seront les réseaux des ré-
seaux, leur plan de montage en
charge, le partage des risques
entre l'Etat et les collectivités
locales, la place faite aux pro-
grammes dans l'équilibre gé-
néral du plan ? Telles seront les
questions évoquées dans le co-
logue des 22 et 23 mars ainsi
que sur les stands de l'exposi-
tion d'Evry (qui a lieu aussi les
21 et 24). Si elles reçoivent une
réponse claire, les quatre jours
d'émissions diffusées sur le ré-
seau d'Evry et les prévisions
préparées pour les mois suivants
par la mission TV-Câbles cessa-
ront d'être une simple expé-
rience pour devenir l'esquisse du
paysage audiovisuel de demain.

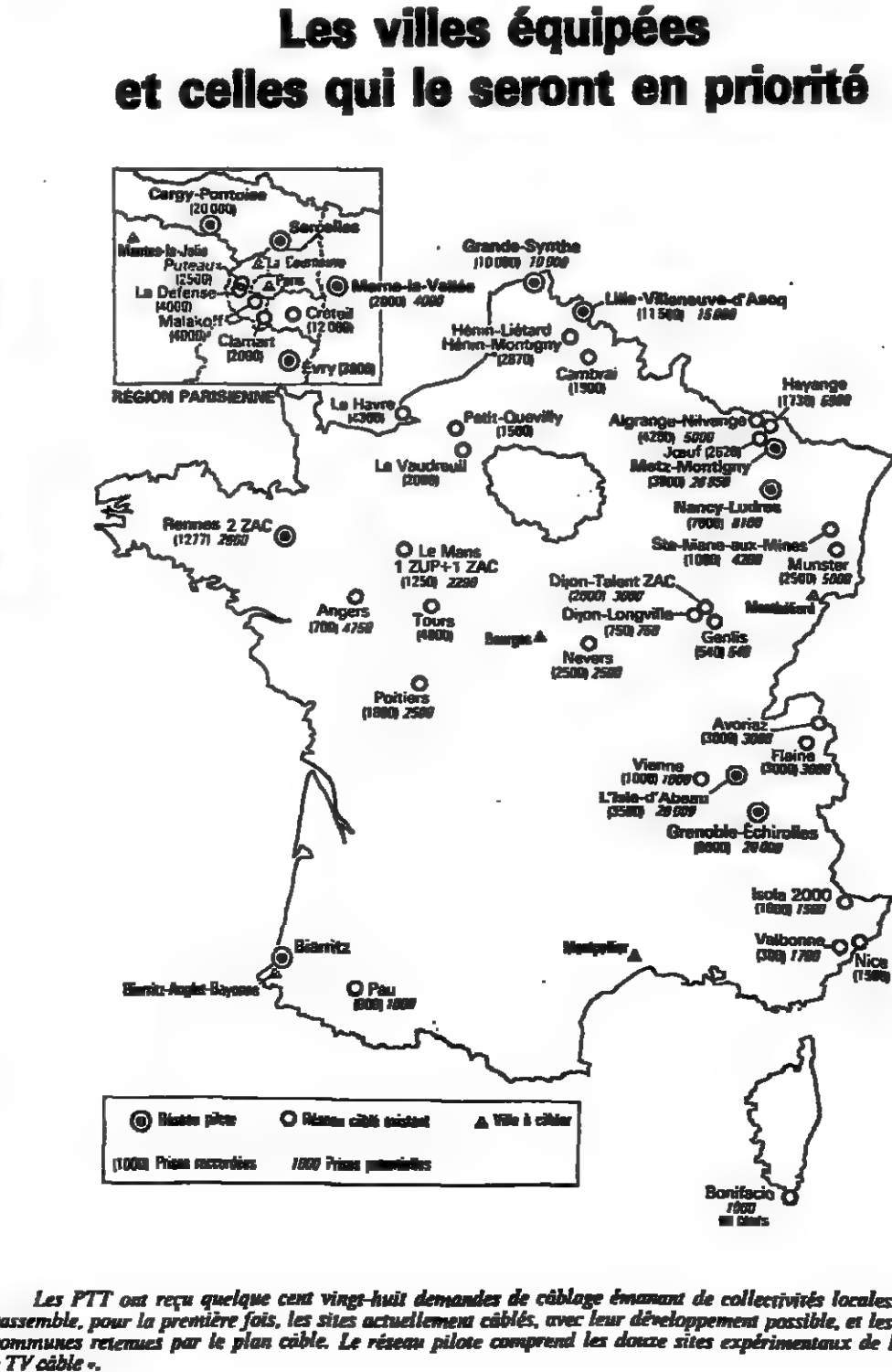
Ainsi, M. Michèle Cotta, pré-
sidente de la Haute Autorité de
la communication audiovisuelle,
pourra, en clôturant Télé-
cable 84, annoncer le printemps
du câble.

**« LE MONDE »
A TÉLÉCABLE**

Notre journal participe activement à
cette deuxième Convention nationale
des villes câblées et des télévisions
locales, organisée par la mission « TV
câbles » et le Syndicat national
d'aménagement d'Evry - Ville nouvelle,
avec le concours technique de l'associa-
tion Forum média.

Deux journalistes de département
« information » de *Le Monde*, Yves
Agazzi et Jean-François
Lecan, participent à l'animation de
deux demi-journées de débat sur les
thèmes « Stratégies de communica-
tion et gestion des réseaux » (jeudi 22 mars,
après-midi) et « Programmes et câbles,
programmes un réseau » (vendredi 23
mars).

D'autre part, M. Robert Lien, direc-
teur général de la Caisse des dépôts et
consignations, sera notre invité et celui
du SCA d'Evry, pour un débat-débat,
jeudi 22, sur le thème : « Le câble est-il
rentable ? Les enjeux de la pro-
grammation des réseaux ».



TÉLÉCABLE 84 : Le pari des programmes

par BERNARD SCHREINER (*)

Le pari des programmes

LES Français, dans leur grande
majorité, ont très bien compris
l'importance des nouvelles li-
bertés que le gouvernement actuel,
depuis 1981, a pu développer dans
l'espace audiovisuel de notre pays.
Grâce à une législation enfin adaptée
(loi du 29 juillet 1982), grâce à une
politique volontariste d'équipement
dont le plan câble du conseil des mi-
nistres du 3 novembre 1982), la
France quitte quinze ans de blo-
cage, de répression, de frilosité, et
s'engage avec beaucoup de retard sur
ses voisins, mais avec des atouts
réels, la période décisive où la qualité
de la communication individuelle et
collective passera très lourd dans les
capacités économiques et culturelles
du pays.

Aujourd'hui, ces espaces nou-
veaux correspondent à un considéra-
ble besoin de produits originaux,
d'expériences et de libertés nouvelles
vouées par les Français. C'est ce que
montre l'étude du Centre d'études
d'opinion (CEO), qui, à intervalles ré-
guliers, interroge — pour la mission
interministérielle pour le développe-
ment des services de communication
audiovisuelle — le grand public sur sa
perception en matière de télévisi-
on. Le baromètre de la fin 1983 est
clair (1) : alors qu'aucune expérience
concrète d'une durée suffisante n'a
été mise en place, les trois cin-
quièmes des Français ont entendu
parler de la télévision par câble ;
73 % d'entre eux veulent disposer
très vite d'une programmation plus
diversifiée et le développement
de la télédiffusion au phénomène
identique des radios locales privées.

Il apparaît clairement dans cette
enquête que l'image du câble est une
image solidement établie, positive et
moderne. Il semble aussi que la com-
plémentarité des supports soit ac-
ceptée comme normale ; pour la plu-
part des sondés, les perspectives
ouvertes par le câble ne gommant
pas le potentiel de programmation à
la carte, actuellement inhérent au
magnétoscope (ce qui répond d'ail-
leurs au faux débat câble contre ma-
gnétoscope lancé par la distribution).
Au niveau des contenus, deux dé-
tails apparaissent : un intérêt réel
pour des chaînes d'intérêt local et
pour des programmations liées à la
vie quotidienne et aux services, une
attirance aussi vers les services nou-
veaux relevant de la téléphonie ou de
l'informatique connectée.

Les réserves manifestées rejoin-
dent le débat actuel sur la lenteur
estimée du plan de câblage et sur
celui, qui pourrait entraîner, par
exemple, une discrimination possible
en faveur des communes capables
d'investir dans un réseau câblé et au

détriment des autres. L'enquête
montre bien qu'il y a là un problème
réel dont le gouvernement a pleine-
ment conscience. Un problème solu-
ble sous ses deux aspects technique
et financier. Dans la période transi-
toire et en partant de la réalité du
plan de câblage, des moyens com-
plémentaires peuvent être mis en
œuvre pour accroître le nombre des
usagers et pour permettre d'éviter
les discriminations entre zones ru-
rales et zones urbaines. J'ai au ré-
sultat l'occasion de formuler des
propositions à ce sujet à propos des
fauxseaux hertziens courts venant
éventuellement en complément des
réseaux urbains câblés et dépendant
de la même structure d'exploitation.

**Eviter l'invasion
des produits étrangers**

Il est certain que le poids de l'in-
vestissement ne peut retomber d'une
manière trop forte sur les collec-
tivités locales. La solution peut venir
de deux mesures : la première
consisterait à un véritable partage des
risques entre l'Etat et les collectivités
locales et la deuxième permettant
une progressivité de remboursement
tenant compte du taux de pénétra-
tion du câble et de la réussite de son
exploitation. N'oublions pas que, à
terme, ce sont les services nouveaux
liés à la téléphonie, à l'interactivité,
aux banques de données, qui vont
rentabiliser le câble. Il ne peut donc y
avoir de déperdition entre la mise en
place du plan de câblage en fibre op-
tique — technique capable d'assurer
l'avenir des télécommunications — et
le développement de la télédiffusion.

Le pari essentiel reste toujours ce-
lui des programmes. C'est un pari
politique qui dépasse le câble pour
concerner l'ensemble des nouveaux
supports de la communication audio-
visuelle. Il est bon que des hommes
politiques sur le plan national comme
sur le plan local s'en préoccupent.
C'est un phénomène nouveau et po-
sitif. Mais quel est l'enjeu ?

Lors d'une mission parlementaire
en Italie avec mes collègues de l'op-
position, nous avons pu constater les
déficits provoqués par l'absence de
toute législation, de tout cahier des
charges pour les télévisions dites « li-
bres », qui ne font que déverser sur
l'Italie des produits à 90 % étran-
gers. L'industrie cinématographique
italienne est moribonde, Cinecittà si-
nistrée, les salles de cinéma dimi-
nuées de moitié en cinq ans.

Les émetteurs ter- restres

La télévision existe. Les Français
la reçoivent en captant les ondes
hertziennes émises par quelque huit
mille émetteurs ou réémetteurs. Il
reste cependant des « zones d'om-
bre » où la réception est mauvaise si-
non impossible. Contrairement aux
« grandes ondes » de la radio, qui
suivent la courbure de la Terre, les
ondes utilisées en télévision (ondes
métriques et décimétriques) ne se
propagent qu'en ligne droite. Pour
que soit reçue la télévision, l'antenne
qui alimente le poste doit être en vue
directe de l'émetteur.

La nature, avec le pic du Midi ou
le mont Ventoux, ou des hommes
prévoyants, comme M. Eiffel, ont
parfois simplifié le travail des tech-
niciens. Mais la géographie est sou-
vent moins favorable. Un départe-
ment comme la Haute-Marne res-
semble un peu à une écorce d'orange,
les villages occupant les creux ; sa
desserte est difficile. Il se
crée aussi des zones d'ombre ur-
baines, lorsque la construction d'une
tour masque l'émetteur aux habita-
tions situées derrière elle. Globale-
ment, un million de Français rece-
vaient mal ou pas du tout certaines
chaînes, FR 3 le plus souvent. Mais
la limitation des fréquences dispo-
nibles, hormis les zones d'ombre qui
subsistent, reste le problème majeur.

La télévision « terrestre » utilise
trois bandes de fréquence. Deux
sont en ondes métriques et de ca-
pacité assez faible. Elles étaient utili-
sées par le réseau noir et blanc de
TF1 ; et leur libération progressive a
permis de les affecter à la future
chaîne Canal Plus. La troisième
bande, en ondes décimétriques, sert
à la transmission en couleurs des
trois chaînes actuelles.

Le réseau terrestre permet donc
de diffuser quatre chaînes. Peut-on
aller plus loin ? Cela ne paraît guère
praticable. Déjà TDF manque de
fréquences disponibles dans les
zones frontalières, souvent acciden-
tées, où l'on a la contrainte de ne pas
brouiller la télévision du pays voisin.
Ce qui a conduit TDF à emprunter
— avec leur accord — des fréquences
attribuées aux militaires. Il est clair
que le réseau de diffusion en l'état

et à mettre en place qui ne sont pas
simples, mais qui sont indispensables
pour la réussite du pari industriel des
programmes.

Des sourires sceptiques avaient
accueilli l'annonce de la mise à dis-
position des réseaux câblés existants
de deux mille heures de programme
pour Pâques 1984. La mission inter-
ministérielle a tenu son pari, utilisant
le fonds exceptionnel dont dispose
notre pays dans le domaine audio-
visuel (2). Depuis plusieurs mois, des
contacts positifs sont pris avec les
trois chaînes françaises, avec l'INA,
le CNRP, les universités, mais aussi
avec les industriels privés, les grands
groupes comme les PME-PMI. L'aide
des ministères de la culture, de la
communication, des PTT, de l'Indus-
trie, pour permettre à ces industries
de passer le cap difficile de la période
transitoire où, par exemple, le nom-
bre de prises rendra difficile un équi-
libre financier du produit diffusé, est
capitale afin d'éviter qu'il n'y ait,
dans le temps, un décalage entre la
montée en charge industrielle du plan
de câblage et la montée en charge
industrielle des contenus.

Un an après Marnes-la-Vallée, la
deuxième convention des villes câ-
blées et des télévisions locales, qui
va se tenir à Evry, fera le point sur le
travail considérable déjà accompli et
sur l'évolution rapide de notre sys-
tème audiovisuel. Avec tous les par-
tenaires concernés, nous discuterons
aussi les bases nécessaires pour que
des équilibres nouveaux puissent
exister entre les médias de l'écrit et
ceux de l'audiovisuel.

Un système à la française, tenant
compte de nos richesses et s'ap-
puyant sur cet espace de liberté que
nous comprenons sans aveuglisme
et dans la concertation à faire exis-
ter.

(1) L'enquête a été réalisée du 5 au
11 décembre 1983 sur un échantillon de
mille onze personnes, dont neuf cent
cinquante possédant un poste de télévision.
(2) Voir l'article de J.-F. Lecan dans
Le Monde du 2 février.

Les données techniques

ne permet pas de proposer aux télé-
spectateurs plus de quatre chaînes à
couverture nationale. C'est d'ail-
leurs le nombre auquel se tiennent
la plupart de nos voisins, sauf la
Grande-Bretagne, qui n'a pas de
problème frontalier, et l'Italie, où
prévaut une situation anarchique
que personne n'évite.

LE SATELLITE

Une conférence internationale a
décidé en 1977 d'attribuer à chaque
pays d'Europe cinq canaux, dont la
possibilité d'émettre cinq pro-
grammes, et une position d'orbite.
Celle de la France (19° de longitude
ouest) est partagée avec l'Allema-
gne fédérale, l'Autriche, la Belgi-
que, l'Italie, le Luxembourg, les
Pays-Bas et la Suisse. Une antenne
pointée vers un satellite français
pourra aussi recevoir les émissions
des satellites appartenant à ces sept
voisins, si du moins l'antenne récep-
trice est située dans le cône d'émission
de ces satellites. Ces cônes d'émission
comprennent au sol des zones
approximativement elliptiques, dont
la taille, fixée lors de la conférence,
dépend à la fois de la géographie et
de contraintes techniques : les di-
mensions ne peuvent guère des-
cendre en-dessous de 400 kilomètres.

La desserte de la Corse a fait re-
venir pour la France une ellipse par-
ticulièrement vaste, qui couvre l'inté-
gralité de la France, de la Belgique,
du Luxembourg et de la Suisse, la
quasi-totalité des Pays-Bas, le Pié-
mont et la Lombardie en Italie, le
Vorarlberg en Autriche, la Rhénanie
et le Palatinat en Allemagne fédé-
rale, l'Angleterre du Sud et l'Espa-
gne du Nord. D'où l'intérêt que peut
trouver le Luxembourg à occuper un
canal du satellite français, alors que
s'il se dotait de son propre satellite,
il devrait émettre dans une ellipse
minimale qui ne desservirait que le
quart nord-est du territoire français.

Le satellite TDF-1, dont la
construction est en cours, doit être
lancé par Ariane en novembre 1985.
Il ne pourra transmettre que
trois chaînes simultanément. Pour
garantir la continuité de service, il
faut qu'un second satellite soit aussi
en orbite. Une réservation a été prise
pour le lancement de ce TDF-2 en
mai 1987, qui doit en principe être
confirmée trois ans auparavant.
TDF-2 devant être un jumeau de
TDF-1, l'ensemble permettrait de
diffuser au total quatre programmes
en disposant de deux canaux de se-
cours. L'investissement nécessaire
est évalué à 1,2 milliard de francs.

TDF-1 est-il « obsoleète » ? Il faut
trois ans pour construire un satellite,
études non comprises, et les progrès
techniques font que tout satellite
peut être jugé obsoleète le jour où on
le place en orbite. Depuis la concep-
tion de TDF-1, des progrès signifi-
-

LE PRINT
Le savo

Les réseaux

La France est le seul pays d'Europe
à disposer d'un satellite de télévision
à diffusion nationale. C'est un atout
qui doit être utilisé à son avantage.
La France doit donc se doter d'un
satellite de télévision à diffusion na-
tionale. C'est un atout qui doit être
utilisé à son avantage.

LE SATELLITE TERRE

La France est le seul pays d'Europe
à disposer d'un satellite de télévision
à diffusion nationale. C'est un atout
qui doit être utilisé à son avantage.
La France doit donc se doter d'un
satellite de télévision à diffusion na-
tionale. C'est un atout qui doit être
utilisé à son avantage.

Les réseaux

La France est le seul pays d'Europe
à disposer d'un satellite de télévision
à diffusion nationale. C'est un atout
qui doit être utilisé à son avantage.
La France doit donc se doter d'un
satellite de télévision à diffusion na-
tionale. C'est un atout qui doit être
utilisé à son avantage.

LE PRINTEMPS DES RÉSEAUX

Le savoir-faire de la Caisse des dépôts

« **L**a gestion d'un réseau câblé n'a rien à voir avec celle d'un service de distribution classique. Il faut savoir vendre un produit qui n'est pas de première nécessité, ajuster progressivement l'offre de programmes à la demande, répondre à des milliers d'appels téléphoniques des abonnés. Comme dans les autres secteurs de l'économie culturelle, l'exploitant est un des piliers fondamentaux du plan de câblage. C'est lui le véritable responsable de la communication. Dans la bouche de M. Bernard Brunhes, président du holding Caisse des dépôts-développement, cette profession de foi n'est que trop naturelle. Partenaire privilégié des collectivités locales - tant par ses prêts que par l'activité de ses filiales - la Caisse des dépôts et consignations plaide logiquement pour leur participation directe à l'exploitation du câble. »

Mais la démonstration de M. Bernard Brunhes va plus loin. « Le développement des réseaux de vidéocommunication suppose des sociétés locales d'exploitation plus fortes et mieux armées que ne le prévoit le plan des PTT. Pour assurer leur rentabilité économique, la seule distribution de chaînes existantes est insuffisante. Il faut, dès le départ, avoir une offre de programmes ambitieuse et diversifiée. Et, pour cela, il faut mobiliser autour des collectivités locales un savoir-faire original et adapté aux enjeux. »

Pour développer ce savoir-faire, le holding Caisse des dépôts a regroupé dans un GIE - C3D-communication - toutes les sources de ses filiales : société d'études et de gestion, conseil économique, recherches informatiques et conception de produits pédagogiques. Elle compte investir au cours des prochains mois quelque 20 millions de francs pour recruter ou former des spécialistes de la communication et mettre au point des outils : logiciel de gestion des abonnements, modèle de contrôle financier, conception de télévidéothèque. Elle s'attaque maintenant à la création d'une centrale d'achat de programmes audiovisuels.

Cet investissement sur un savoir-faire, qui sera peut-être transféré aux exploitants locaux, est en fait sur le développement rapide des réseaux câblés, mais aussi sur l'engagement des collectivités locales. « Les élus locaux, explique M. Brunhes, ne sont plus désarmés devant la communication. Il y a eu la télématique, qui est passée du stade d'une politique volontariste de l'Etat à celui d'une réalité locale et aujourd'hui on riposte en un an. Il y a eu aussi les radios locales. Grâce à cette expérience, les élus sentent aujourd'hui que les réseaux câblés, ce n'est pas seulement la télévision locale, mais l'occasion de définir une stratégie globale pour la communication locale. »

Un rôle pédagogique

Dans cette prise de conscience, la Caisse a sa part de rôle pédagogique. Aux cinquante-huit collectivités locales venues solliciter pour un projet de câblage, les responsables de C3D-communication ont d'abord proposé des études quantitatives et qualitatives sur les besoins. « Il ne suffit pas de demander aux gens : qu'est-ce que vous voulez ? Il est plus intéressant d'analyser leur consommation d'informations et de services, de répertorier les ressources et les besoins des institutions locales. C'est à partir de ce premier paysage qu'on peut dessiner le profil d'un réseau, les services qu'il doit rendre et sa viabilité économique. Or, le

coaxial ou une fibre optique. La télédiffusion par câble s'est beaucoup développée dans plusieurs pays étrangers. Elle évite les problèmes d'encombrement de fréquences, et permet la distribution d'autant de chaînes qu'on le désire. Mais le câble coûte cher, et, dans les zones urbaines très encombrées, la place manque souvent pour faire passer des câbles coaxiaux.

C'est l'avantage essentiel de la fibre de verre. On peut l'ancrer chez tous les habitants des villes déjà équipées du téléphone en passant par les gaines acoustiques. De plus la fibre promet d'être à terme bien moins chère que le câble en cuivre. Mais promet pour quand ? S'il y a espoir de réaliser un jour les différentes opérations de communication et de répartition par des moyens optiques, il faut actuellement recourir à l'électronique. A chaque extrémité d'une fibre - et parfois sur son trajet s'il est long - il faut des dispositifs de conversion opto-électronique, qui renchérisseront fortement la transmission optique.

Chaque admet qu'il faut au moins quinze ans pour câbler la France urbaine, et les ruraux ne seront sans doute jamais desservis. Et personne ne peut actuellement préciser quelle sera l'évolution des coûts. La fibre optique est probablement le seul moyen raisonnable d'apporter aux Français leur seconde ligne de téléphone, puis les divers services télématiques et la visioconférence. Mais, pour transmettre simplement quelques programmes de télévision supplémentaires, il y a d'autres moyens. D'où le débat actuel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A Evry : minitel plus canaux de télévision

Lancée à l'Agora d'Evry-Ville nouvelle un immense local « brut de béton » surnommé « la Cathédrale ». Il y a une dizaine d'années, on y avait prévu l'installation de studios de télévision, en même temps qu'étaient tirés les premiers câbles vers les deux mille cinq cents foyers du quartier des Pyramides. Aujourd'hui, la Cathédrale - grande comme plusieurs salles de cinéma - est toujours une cave vide. Va-t-elle prendre vie ? Peu probable, même si le Syndicat communautaire d'aménagement (SCA) est maintenant engagé dans les voies modernes de la vidéocommunication.

Le président du SCA, M. Guy Briantais, maire de Courcouronnes, a signé, le 14 mars, un protocole avec la mission TV câble. Les atouts de la ville nouvelle : l'infrastructure de génie civil existante et une cinquantaine de mini-réseaux d'antennes col-

lectives qui peuvent être aisément raccordées. On s'est donné jusqu'au mois de juillet pour savoir s'il est possible de partir de là pour câbler toute l'agglomération à un coût raisonnable. « Nous voulons avoir la certitude d'aller jusqu'au bout », déclare M. Briantais. L'hypothèse envisagée est une « norme en charge » sur cinq ans : la ville nouvelle comptera alors 8 000 logements en plus des 18 000 déjà réalisés.

Deuxième idée-force : on refuse « le modèle de télédiffusion-Chirac ». La diffusion des chaînes étrangères et périphériques n'intéresse pas les élus (socialistes) du secteur. Ils veulent au contraire, avec leur président, « placer le réseau à un niveau technique suffisant pour aller très loin dans l'avenir, dans son utilisation ». Au besoin, « se donner le temps » pour faire avec le câble « autre chose que de le poudre aux yeux ».

Une banque d'informations locales

On insiste ici, dans le groupe de travail d'une demi-douzaine de personnes, sur la réalisation d'un outil puissant de programmation locale. « Nous ne voulons pas d'un canal local pauvre, mais une programmation locale riche organisée sur différents canaux », précise M. Danyse Pénigat, correspondant de la mission TV câble à Evry. Un système qui permettrait de « composer », à partir d'émissions achetées à diverses sources - chaînes étrangères, futures « régies » thématiques ou régionales, producteurs publics et privés - les programmes de plusieurs chaînes, en direction de publics spécifiques. La production locale d'émissions, très coûteuse, n'est pas exclue, mais n'est pas une priorité.

Autre caractéristique du projet d'Evry : essayer de « penser vidéocommunication », en incluant la télématique dans le projet d'ensemble. La première banque d'informations, DIANE (1), est inaugurée à l'occasion de Téléscab 84. La ville nouvelle a été classée prioritaire pour l'installation des minitel, et il s'agit d'une des premières applications

« grand public » de l'annuaire électronique. DIANE diffuse des informations sportives et culturelles fournies par quelques soixante-quinze associations et sera élargie à d'autres secteurs (notamment social et administratif). Cette banque de renseignements pratiques est un service gratuit du Syndicat communautaire d'aménagement, l'abonné ne paie que sa communication téléphonique. Le développement du système dépendra toutefois des ressources qu'il sera capable de générer.

Mais on veut aussi qu'il fonctionne en complémentarité avec le futur réseau câblé, pour assurer notamment une certaine interactivité. A l'occasion de Téléscab 84, une expérience a été conduite avec TF1, les Minitel servant aux téléspectateurs à intervenir avant et après une émission en direct. Une télévision-participation d'un genre nouveau.

Y. A.

(1) Pour : département d'information de l'agglomération nouvelle d'Evry.

Sur les écrans de la ville nouvelle

QUEST ce qu'il y a sur le câble aujourd'hui ? Il y en a quinze mille foyers à se poser, pendant quatre jours, cette question encore inhabituelle en France. Le réseau câblé d'Evry, doublé par une télévision hertzienne, diffuse en effet, pendant toute la journée de Téléscab 84, quarante-cinq heures de programmes fournis par plus de vingt organismes différents. Ces « cartes blanches » n'ont pas la prétention de résumer l'offre de programmes disponibles pour les futurs réseaux. Mais les ballons d'essai d'Evry donnent déjà une idée des stratégies de chaque partenaire.

Fort de leur expérience et de leurs capacités de production, les organismes de télévision ont abordé le câble en programmeur, en essayant de respecter la spécificité de ces nouveaux réseaux : publics plus ciblés et possibilité d'interactivité. Ainsi TF1 donne à sa télévision du matin une dominante informationnelle et jeunesse - « Pénitentes », « Micro Judo », « Ordinal 1 », « Micro Puce ». Le réseau de Minitel mis en place à Evry permettra aux téléspectateurs de choisir entre ces programmes très ciblés et des rediffusions plus classiques. Antenne 2 offre deux prestations : le mercredi 21, une soirée grand public avec un téléfilm, une mini « Heure de vérité », où François-Henri de Vries recevra le maire d'Evry, et la retransmission en direct du match de football France-Angleterre. Le jeudi après-midi, la chaîne présentera pour le public professionnel les activités de sa filiale Eva 2. L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) a coupé ses trois heures à partir des archives : extraits de la caméra invisible, un show Barbara et une dramatique (« la Mort d'un guide »), le tout ponctué par des activités « rétro » de 1944 à 1974.

RTL-Télévision profite de la manifestation d'Evry pour présenter sa filiale spécialisée dans le câble, « Crystal Image », et mise sur les programmes en kit : des ensembles modulaires adaptables par chaque réseau en fonction de sa programmation. C'est le cas de « Différentes », une sorte de course à trois opposant des candidats en studio à un vidéo-disque interactif. Le réseau d'Evry diffusera aussi deux autres chaînes transmises par satellites : la francophone TV 5 et la britannique Sky Channel.

Les éditeurs privés se présentent davantage comme des distributeurs que comme des chaînes spécialisées. Parafrance diffuse « Maxarin », un téléfilm ; Hachette une bande-annonce de dix minutes. GB-Productions propose, avec « Musicable », de courtes séquences musicales. La Compagnie française d'achat pour les télévisions privées (CFATP) se spécialise dans le dessin animé. Seuls Télélibération et Laurent Broomhead ont préparé des émissions spécifiques. La filiale audiovisuelle du quotidien confie à l'un de ses journalistes, Gérard Lefort, le soin d'animer un plateau, illustré par des reportages, des petites annonces, un magazine de cinéma et des documents à la carte. Public Image, la société de Laurent Broomhead, réalise, en direct d'Evry une émission de jeu - sponsorisée - par Hewlett Packard.

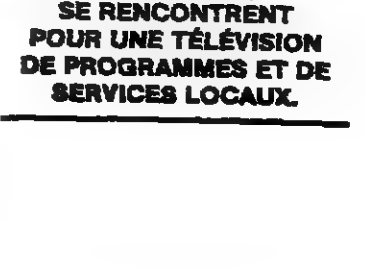
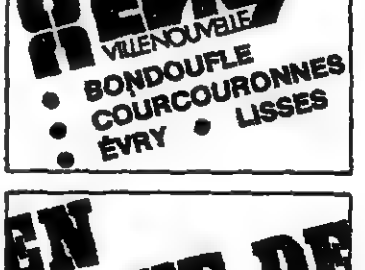
La grille de Téléscab 84 laisse une place à trois partenaires institutionnels. Le Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou (CCI) diffuse un reportage sur les HLM, suivi d'un débat avec les habitants d'Evry. Le Centre national de documentation pédagogique propose une série de documents sur le thème : « Ecouter, regarder, communiquer autrement ». La cinémathèque d'entreprises, CEDFI, présente un film de la SNCF et un autre du Crédit lyonnais.

Derniers partenaires, et non des moindres, les centres régionaux de production. La bande-annonce de la Maison du cinéma et de l'audiovisuel de Grenoble rassemble des extraits de productions cinématographiques, des clips et un rapide montage sur l'expérience de télévision par câble organisée à Grenoble en octobre dernier. C'est par un téléfilm original que la ville de Grand-Synthe (Nord) a choisi de présenter ses choix en matière de réseau câblé et de canal local. Autre exemple de production locale, mais à Grand-Synthe cette fois, Raoul Sangla a réalisé pour Télé-Cité Première son « Journal d'en France ». Enfin, Evry a fait un effort particulier en produisant toute une série de magazines et de reportages locaux.

Les téléspectateurs de l'Île-de-France pourront découvrir l'ensemble de cette production régionale retransmise par FR 3, du 21 au 24 mars, entre 17 h et 19 h.

J.-F. L.

... ET AVEC LES GENS DE LA VILLE



Les données

techniques de la diffusion

lifs ont été faits en matière d'antennes d'émission et d'équipements de réception, qui permettraient de diffuser moins d'énergie depuis le satellite, donc d'utiliser, soit un satellite moins lourd comme le satellite Télécom-1, soit un satellite de même taille diffusant plus de chaînes.

Mais le gain d'énergie qu'apportent les nouvelles antennes, de l'ordre de 30 %, ne justifie pas à lui seul le passage à une nouvelle génération. Et les progrès en matière d'équipements de réception permettent aussi bien, plutôt que de réduire le coût du satellite, de réduire celui de ces équipements.

• LE « SATELLITE A TERRE »

La bande de fréquence attribuée à la diffusion par satellite va de 11,7 à 12,5 gigahertz (ondes centimétriques) et contient quarante canaux. Les cinq canaux français sont tous situés dans la moitié inférieure de la bande, ce qui laisse disponible la moitié supérieure et, sous réserve de quelques précautions, une bonne part de la moitié inférieure. Des études indiquent que, en divisant la France en cellules dont les dimensions n'excéderaient pas 60 kilomètres, chacune étant équipée d'un émetteur terrestre, on pourrait diffuser ainsi six ou sept chaînes. Il y faudrait deux cents ou deux cent cinquante émetteurs, d'un principe identique à ceux d'un satellite - d'où l'image de satellite à terre - mais évidemment d'un coût très inférieur. Pour desservir les nombreuses zones d'ombre que laisserait subsister le réseau principal, on utili-

serait des réémetteurs d'une portée d'environ 5 kilomètres, travaillant à 23 gigahertz, où une large bande de fréquence est disponible. La réception utiliserait des antennes identiques à celles prévues pour la réception individuelle de la télévision par satellite, des couples de 60 à 90 centimètres de diamètre, dont le coût, avec l'électronique qui les accompagne, est en général évalué entre 3 000 et 6 000 F. Le constructeur britannique Clive Sinclair, connu pour le très bas prix de ses micro-ordinateurs, a récemment avancé des prix de l'ordre de 1 000 F.

Il est douteux qu'un tel système soit moins coûteux qu'une diffusion par satellite. Mais il a l'avantage de se prêter à une réalisation progressive. TDF a fait des essais, l'émetteur étant au sommet du Puy-de-Dôme. Il y a des difficultés, en particulier pour la connexion entre l'électronique de l'émetteur - qu'il est plus simple de mettre au sol - et son antenne, qui doit dominer d'une certaine de mètres le terrain avoisinant. Les câbles coaxiaux, qu'on utilise pour des fréquences plus basses, absorberaient ici l'essentiel de l'énergie qu'on veut transmettre.

• LE CÂBLE COAXIAL ET LA FIBRE OPTIQUE

Les moyens de diffusion décrits ci-dessus utilisent la propagation dans l'air des ondes hertziennes. On « arrose » une région plus ou moins vaste, et chacun capte le signal dont il a besoin. Au lieu de se répartir librement dans tout l'environnement, les ondes peuvent aussi suivre un ca-

ble coaxial ou une fibre optique. La télédiffusion par câble s'est beaucoup développée dans plusieurs pays étrangers. Elle évite les problèmes d'encombrement de fréquences, et permet la distribution d'autant de chaînes qu'on le désire. Mais le câble coûte cher, et, dans les zones urbaines très encombrées, la place manque souvent pour faire passer des câbles coaxiaux.

C'est l'avantage essentiel de la fibre de verre. On peut l'ancrer chez tous les habitants des villes déjà équipées du téléphone en passant par les gaines acoustiques. De plus la fibre promet d'être à terme bien moins chère que le câble en cuivre. Mais promet pour quand ? S'il y a espoir de réaliser un jour les différentes opérations de communication et de répartition par des moyens optiques, il faut actuellement recourir à l'électronique. A chaque extrémité d'une fibre - et parfois sur son trajet s'il est long - il faut des dispositifs de conversion opto-électronique, qui renchérisseront fortement la transmission optique.

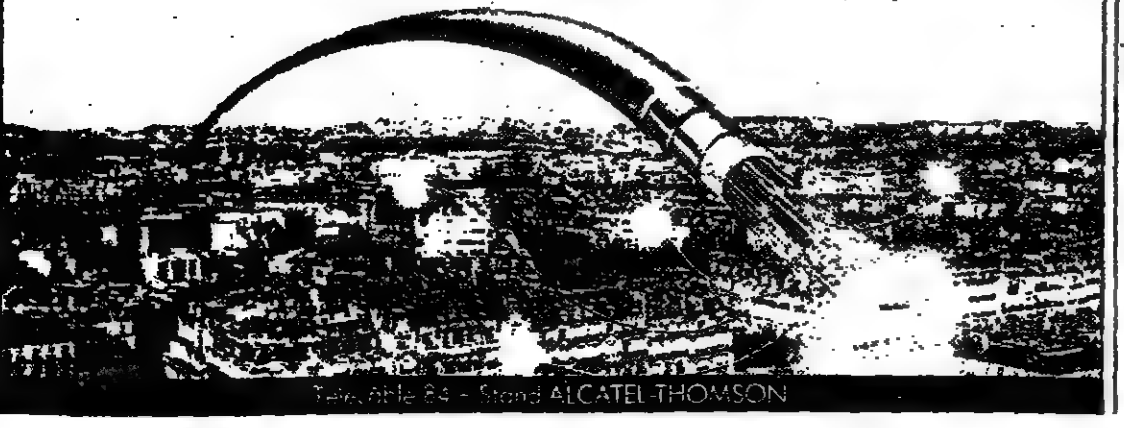
Chaque admet qu'il faut au moins quinze ans pour câbler la France urbaine, et les ruraux ne seront sans doute jamais desservis. Et personne ne peut actuellement préciser quelle sera l'évolution des coûts. La fibre optique est probablement le seul moyen raisonnable d'apporter aux Français leur seconde ligne de téléphone, puis les divers services télématiques et la visioconférence. Mais, pour transmettre simplement quelques programmes de télévision supplémentaires, il y a d'autres moyens. D'où le débat actuel.

MAURICE ARVONNY.

Les réseaux câblés entrent dans la ville.



L rue Charles-Bourcier - BP 5 - 78702 Courville-Saint-Hippolyte Cedex / France
Tél. : (01) 974.56.56 - Téléc. LTT 696 808 F



Téléscab 84 - Société ALCATEL THOMSON

EN LIGNE DE MIRE !!

LES PARTENAIRES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, CULTURELS, POLITIQUES, SE RENCONTRENT POUR UNE TÉLÉVISION DE PROGRAMMES ET DE SERVICES LOCAUX.

COMMUNICATION

LES INCERTITUDES DU PLAN CABLE

Le gouvernement redresse la barre

M. Louis Mexandreu, ministre des PTT, à Toulouse le 16 mars, M. Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, le 20 mars dans les colonnes du Monde, ont tous deux réaffirmé le moyen dur de la politique gouvernementale : le développement de l'audiovisuel par le câble de la France en réseaux de fibre optique. Ce choix concilie les enjeux industriels et la nécessité d'une ouverture progressive et maîtrisée.

Il faudra sans doute quinze à vingt ans pour passer de l'état de pénurie à celui de l'abondance des programmes et des services, mais ce délai semble raisonnable au gouvernement pour ne pas déstabiliser brutalement les sources de financement du marché de la communication. Les solutions hertziennes, qu'il s'agisse de satellites de télévision directe ou d'émetteurs locaux, ne seront donc que limitées, complémentaires et transitoires.

Le 20 mars, les deux ministres se sont retrouvés pour inaugurer ensemble la première liaison en fibre optique entre les studios de télévision de la tour Eiffel et l'émetteur de la tour Eiffel. Ce symbole du mariage entre télévision et télécommunication était l'occasion rêvée de confirmer la volonté gouvernementale. M. François Schœller, président de Télédiffusion de France, en a profité pour répondre aux propos de son collègue directeur général des télécommunications, M. Jacques Dondoux, en plaçant pour la solidarité, « vers une télévision que nous voulons cultiver tous les jours, non seulement avec nos sociétés sœurs de la radio et de la télévision, mais avec l'ensemble du secteur public de

notre pays et de ses administrations ».

Solidarité, consensus retrouvés, est-ce à dire que le directeur général des télécommunications est désolé, que le « changement de cap » des PTT, démenti par M. Mexandreu, n'a été qu'un incident de parcours ? Tout porte à croire, au contraire, que M. Dondoux a bien servi la cause. Ses propos ont provoqué la mobilisation autour du plan câble.

M. Mexandreu l'a lui-même reconnu : les réseaux de télécommunication ont été vivement contestés. De nombreuses voix se sont élevées pour mettre en doute la maîtrise de la fibre optique, ses capacités, le coût des réseaux, leur poids dans l'équilibre économique de la télévision par câble. A tel point que le conseil interministériel du 8 février a retardé la publication des décrets d'application nécessaires au démarrage du plan de câblage.

En parlant des solutions hertziennes, plus rapides et moins coûteuses, M. Dondoux semblait donner raison aux adversaires de la DGT. En fait, il signifiait la volonté de son administration de tenir coûte que coûte le pari des fibres optiques, quitte à se débarrasser des problèmes posés par la télévision par câble. Le gouvernement allait-il, en cédant aux pressions, autoriser le divorce entre le développement de l'audiovisuel et celui des télécommunications ou bien revenir à la cohérence du plan câble ? La réponse ne s'est pas fait attendre.

Mais l'intervention un peu provocatrice de M. Dondoux a permis

également d'ouvrir le débat sur la période de transition. Le gouvernement a pris conscience que quinze à vingt ans allaient s'écouler entre la mise en service des premiers sites câblés et la généralisation des services à l'ensemble du territoire. Un décalage qui risque de handicaper les industries de programmes et de créer une inégalité entre les zones urbaines et les zones à habitat dispersé. M. Filloud s'est enfoncé dans la brèche pour officialiser le satellite de télévision directe qui pourra offrir, dans trois ans, trois chaînes de télévision à tout propriétaire d'une antenne individuelle. M. Bernard Schreiner, président de la mission «TV câble», a exploité les propos de M. Dondoux pour proposer des préfigurations de réseaux utilisant les techniques de la télévision classique.

Un plan câble, ferme dans ses principes et son calendrier, des solutions plus souples (Canal Plus, TDF1, préfiguration hertzienne) pour répondre à la demande immédiate : la formule n'est pas mauvaise. Réfugié derrière le plan de fréquence de TDF et l'exemple italien, le gouvernement refuse la prolifération brutale d'émetteurs privés. Il épousé ainsi l'analyse du ministre de la culture sur l'équilibre entre la création et la diffusion (le Monde du 20 mars). C'est sans doute sur cet équilibre que le pari à long terme du câble sera jugé. Après des mois de flottement et l'intervention habile de M. Dondoux, le gouvernement semble avoir redressé la barre. Les partenaires du développement audiovisuel attendent maintenant que cesse la navigation à vue.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

CONFRONTÉE A DE GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Radio-France cherche à s'organiser en réseau

Était-ce pour rassurer sur le sort du navire, apaiser par là même la colère grandissante d'un équipage morose, les parcs de l'avenir et lui fixer des tâches, l'essentiel du bien en deçà d'objectifs affichés en des temps proches encore ? La conférence de presse réunie le mardi 20 avril par le président de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, au milieu de mandat, s'est tenue en tout cas une « réflexion d'étape », dressant un panorama des problèmes et questions qui se posent aujourd'hui, et avec acuité, à l'ensemble de la société : une décentralisation dans l'attente, France-Culture au bord de la crise, la santé chancelante du secteur de la création radiophonique, l'arrivée du câble et ses besoins en programmes radio...

Questions utiles, nécessaires sans doute - pour quoi le débat sur la modernisation du service public de l'audiovisuel épargnerait-il la radio ? - d'aucuns pourtant, qui, par son ambition de cohérence ou sa

globalité, témoignent d'un plan général fixé pour l'avenir. Un plan attendu, particulièrement en matière de décentralisation, et auquel le président de Radio-France a préféré - ou dû - substituer mardi une série de mesures ponctuelles quand ce n'est provisoires. Des idées des principes avec lesquels les collaborateurs de Radio-France se seraient en désaccord, en désaccord mais qui, mardi, avaient l'allure de « belles paroles » et ne pouvaient guère soulever l'enthousiasme.

Les ressources, il est vrai, sont cruellement déficitaires, et la tâche paraît immense. Mais M. Jeanneney a plus de confiance dans l'avenir de projets et leur calendrier. Mais après tout, la réglementation, un des piliers fondamentaux de la réforme de 1982 de l'audiovisuel, n'est-elle pas - en matière de radio comme de télévision - définitivement compromise ?

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme : - La création d'une banque du son, gérée par un système informatique, et dans laquelle pourrait piocher chaque responsable de programme :

Vers une réforme de France-Culture

« Pas question d'opposer une génération à une autre, ni une sensibilité à une autre, mais le champ culturel évolue trop vite pour que l'on ne fasse pas preuve d'un esprit débordamment offensif », a déclaré - tout en diplomatie - M. Jean-Noël Jeanneney, pour annoncer... qu'il annoncerait une réforme de France-Culture à la rentrée prochaine. Pour le moment, on se borne à réaménager un peu la grille des programmes.

Ces changements prendront effet le 9 avril prochain : en gros, on fait écarter les inévitables « après-midi », on modifie les horaires de quelques rendez-vous traditionnels, on prévoit cinq nouvelles émissions - parmi lesquelles une « Cérémonie des mots », le dimanche, et chaque jour « Le cri du homard » (à tranches légères) de sketches, saynètes, jeux et pastiches, « pour rythmer l'ensemble des émissions d'éclats drôles, d'oubliettes, de fantaisie et d'humour ». Le samedi après-midi entier sera consacré à des rediffusions.

D'ici à octobre, donc, on aura, « dans un esprit de concertation », des « défilés et cristallisations », des aspirations et idées neuves ; bref, engagé une réflexion sur le fond, la forme, la coloration générale des programmes.

M. Alain Veinstein, récemment nommé chargé de mission à la présidence pour l'ensemble des questions de création à Radio-France, est chargé de recueillir

les suggestions, et probablement de mettre en place quatre ou cinq unités de programmes : ces « ateliers », ou « noyaux de création » se partageront les journées avec le souci de proposer des contenus de réalisation plus sophistiqués.

Si l'on a écouté depuis des années la trame nocturne des « Nuits magnétiques » qu'Alain Veinstein anime sur la chaîne, on peut deviner que l'ensemble du programme aura des airs moins universitaires, ou plus « branchés ». M. Veinstein insiste sur la nécessité de coller davantage à l'actualité, il souligne à juste titre que les émissions sont depuis des années juxtaposées, sans guère de lien entre elles, sans répondre à une esthétique d'ensemble.

Voilà qui ne s'appelle peut-être pas « désenvoie », mais qui, en tout cas, ramène en cause la direction de M. Yves Jaigu. Celui qui, depuis plus de huit ans, préside aux destinées de France-Culture - battant le record de longévité à la tête d'une chaîne nationale - s'est levé après l'exposé de M. Jeanneney pour expliquer, en prenant l'exemple de RTL, qu'il est dangereux de toucher à une grille de programmes et à la notion de « rendez-vous », d'accorder trop d'importance aux sondages. M. Jaigu est déjà désolé dans les faits. Son sort pourrait bien être réglé, aussi, à la rentrée...

MATHILDE LA BARDONNIE.

Les suggestions, et probablement de mettre en place quatre ou cinq unités de programmes : ces « ateliers », ou « noyaux de création » se partageront les journées avec le souci de proposer des contenus de réalisation plus sophistiqués.

Si l'on a écouté depuis des années la trame nocturne des « Nuits magnétiques » qu'Alain Veinstein anime sur la chaîne, on peut deviner que l'ensemble du programme aura des airs moins universitaires, ou plus « branchés ». M. Veinstein insiste sur la nécessité de coller davantage à l'actualité, il souligne à juste titre que les émissions sont depuis des années juxtaposées, sans guère de lien entre elles, sans répondre à une esthétique d'ensemble.

Voilà qui ne s'appelle peut-être pas « désenvoie », mais qui, en tout cas, ramène en cause la direction de M. Yves Jaigu. Celui qui, depuis plus de huit ans, préside aux destinées de France-Culture - battant le record de longévité à la tête d'une chaîne nationale - s'est levé après l'exposé de M. Jeanneney pour expliquer, en prenant l'exemple de RTL, qu'il est dangereux de toucher à une grille de programmes et à la notion de « rendez-vous », d'accorder trop d'importance aux sondages. M. Jaigu est déjà désolé dans les faits. Son sort pourrait bien être réglé, aussi, à la rentrée...

MATHILDE LA BARDONNIE.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Mercredi 21 mars

M. François Mitterrand, président de la République, interviendra, à 20 heures, sur les trois chaînes à l'occasion du sommet européen de Bruxelles. Les programmes du soir pourraient être légèrement retardés.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h Allocution du président de la République au journal.
20 h 35 Série : Dames.
Controverses autour du testament de Jock. Elle aura sa part du patrimoine mais se refuse à accepter cette forme de charité.
21 h 25 D'homme à homme : Hampato Ba.
Émission de Pierre Dumayet.
Une nouvelle série mensuelle. La rencontre du grand historien Hampato Ba, maître d'un reportage de Jean Casanova et Pierre Dumayet, sur les traces des Peuls, peuple de pasteurs nomades, au Mali, en Côte d'Ivoire. Le géographe et la civilisation. Passionnant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h Allocution du président de la République au journal.
20 h 35 Téléfilm : Emportez-le avec vous.
De Jean Segal.
Deux gosses à un jeu télévisé victimes d'organisations sans scrupules.
22 h 10 Magazine : Mol... je.
De B. Bouthier.
« Le nécessaire et le superflu » : 1000 F et une heure pour les dépenses, que faites-vous ? « Carnet de bal » : une soirée bon chic, bon genre ; « Les grosses » : les sociétés d'enseignement ; « Drôle d'air » : les nouvelles coiffures ; « Vocation femme-flic ».

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h Allocution du président de la République.
20 h Documentaire : Joyeux du septième ciel.
En raison de l'intervention télévisée du président de la République, FR3 remplace « Les jeux de 20 heures » par un document sur les papillons.
20 h 35 Cadence 3.
Émission de Guy Lux et L. Milcic.
Avec Michèle Torr et Sim.

22 h Journal.
22 h 20 Parole de régions.
FR3 Alsace : ambitions, projets...
22 h 30 Avec le temps : Sonia.
Émission de Méné Grégoire.
22 h 40 Cinéma : Au fil du temps.
Film allemand de Wim Wenders (1975-1976), avec R. Vogler, H. Zischler (v.o. sous-titrée, N.).
Un tournant de cinéma ambulant emmené dans son camion une sorte d'intellectuel vaguement suicidaire. Tous deux apprennent à se connaître en parcourant la région d'Allemagne de l'Ouest longeant la frontière avec l'Allemagne de l'Est. Dilatation de la durée pour faire sentir le poids du temps, confrontation de deux conceptions de la vie, manifeste pour un nouveau cinéma s'opposant à la production de consommation. Mise en scène de comportements et d'idées un peu trop systématique. Mais on ne peut pas ignorer Wenders.

FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Téléfilm : ASTV : composez le 32.
17 h 45 Via associative et vie culturelle à Evry.
A l'occasion de Télécadre 84.
18 h 15 Magazine des nouvelles technologies.
18 h 30 Magazine : Vie régionale.
En direct d'Evry.
18 h 54 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Faillitons : le Chevalier d'Harmantail.
19 h 40 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Les traditions carnavalesques du sud de la France. Spectacle du Théâtre de la Carrière.
22 h 30 Nuits magnétiques : Grandeur nature (Robert Flageol).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : Sonate pour violon et piano en ré majeur, de Locatelli ; Sonate pour violon et piano n° 2, Sonate pour violon et piano, de Fiorini, par H. Le Floch, violon, B. Vandôme, piano.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 23 h 10, Mémorial par le souvenir : œuvres de Bach, Beethoven, Webern, Rameau, Albin.

Jeudi 22 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Amiel.
Les testaments.
12 h 30 Atout cœur.
12 h 35 Objectif santé : Prestations familiales pour les enfants à l'étranger.
13 h 55 Série : Un grand amour de Balzac.
14 h 50 Les choses du jeudi (à 15 h 55).
15 h 30 Quartier.
En direct de Vincennes.
17 h Images d'histoire d'hier.
La marine française pendant la guerre de 1914-1918. Avec le professeur Masson du service historique de la marine.
17 h 30 Le village dans les nuages.
17 h 50 Série : Holmes et Voyo.
18 h Presse-citron.
18 h 30 Jockey.
Avec Boris Wast, Hilde Hamcock, Charlotte Couture.
18 h 55 Variétés Jour J.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Faillitons : Marie Perle.
De P. Androux, avec D. Evron, X. St-Macary.
Les aventures d'une contractuelle parisienne, traitées à la manière d'une bande dessinée. Sans prétention.
21 h 30 Variétés : musiciens.
Avec S. Varrault, Max West, Judy Garland. (Rediff.)
21 h 50 Discours de M. François Mitterrand.
En direct du Capitole de Washington.
22 h 25 Le monde est un théâtre.
Mercredi 21 mars, l'émission est consacrée à l'activité théâtrale en France.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 ANTOINE.
12 h Journal (à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'accordéon des neufs.
13 h 35 Faillitons : l'insatiable.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
Journées de la poésie.
14 h 55 Téléfilm : Les filles au bureau.
Réal. T. Post.
Trois jeunes femmes, trois mentalités différentes dans le monde des grandes entreprises américaines.
16 h 30 Magazine : Un temps pour tout.
De M. Carré et A. Valentini.
La danse, avec Jeanne Manson et un groupe de smurf.
17 h 45 Récré A2.
Mercredi 21 mars : Plein Plein : Album ; Télé-club.
18 h 30 C'est le vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 35 Expression directe.
CGT (Confédération générale du travail) et RPR (Rassemblement pour la République).
20 h Journal.
20 h 35 Série : le Testament.
D'après N. Shute, réal. D. Stevens.
Dernier épisode. Après bien des vicissitudes, Jean et Joe se retrouvent. Jean décide de s'installer à Wilkesville et faire de cette ville celle dont rêvait Joe. Mais la résistance des habitants ne permet pas cette vaste utopie. Déjà, le feuilleton ferme ses portes.
21 h 35 Alain Decaux : l'histoire en question.
Il faut tuer Gandhi.
Le 30 janvier 1948, le mahatma Gandhi est assassiné. Autopsie d'un crime, de ses conséquences, la vie du grand théoricien de l'indépendance et de la non-violence.
22 h 50 Patinage artistique.
Championnats du monde dames, figures libres. En direct d'Osaka.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Téléfilm : Le Raseau.
De C. Poulain. Avec R. Vallon, P. Mastini, Ph. Clay... Au large de la Corse, des hommes qui se vouent une haine ancestrale se battent pour la possession de l'or rouge, le corail.
22 h 5 Journal.
22 h 20 Parole de régions.
L'Alsace et ses particularismes (Mulhouse, ville des musées techniques).
22 h 35 Avec le temps : Pauline.
Émission de Méné Grégoire.
22 h 45 Prélude à la nuit.
Festival de Prades : Deuxième sonate, de Brahms, interprétée par Léonard Rose, violoncelle.

FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en bandes dessinées.
17 h 11 Deux régions, deux programmes.
Panorama de la TV régionale.
18 h 5 Faillitons : Dymasty.
18 h 54 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Faillitons : le Chevalier d'Harmantail.
19 h 40 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Chanson de poète ; L'Afrique et ses radios ; Les clubs de six séances.
8 h Les chemins de la connaissance : Electro ; à 8 h 32, Les imaginations de l'argile ; à 8 h 50, le Sarmat de lue.
9 h 7 Matinée de la littérature.
10 h 45 Deux maisons d'édition de l'entre-deux-guerres : « Au Sans-Pareil » et « A la Sirène ».
11 h 2 Musique : Orgue de Villefranche-sur-Mer (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5 Agoré : Semaine de la poésie.
12 h 45 Romanesque : Littérature.
13 h 50 Les livres, des voix : « La Niche de la boîte », d'Imani Kadum.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : A Villeneuve-d'Ascq ; à 15 h 20, Dossier : LEP et collèges d'éducation prioritaire ; à 16 h, Les Français et l'argent ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 Faillitons : La chanson des Nibelungen.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la génétique : Santé et développement, avec le professeur Marc Gentilini.
20 h Poésie Intercompromis, en direct du Salon du livre, au Grand Palais.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

2 h à 7 h Les maîtres de France-Musique : « La première » de la Neuvième Symphonie, de Beethoven ; œuvres de Mozart, Beethoven, Haydn, Rossini, Wagner.
7 h 10 Académie du disque.
9 h 5 L'oreille des collégiens.
9 h 20 Le matin des musiciens : Fidèle (4) : œuvres de Beethoven, Mozart.
12 h 5 Concert : œuvres de Haydn, Beethoven, Mozart, Hummel, par l'Orchestre à vent de la Philharmonie de Berlin.
13 h 32 Opérette-magazine : œuvres de Rossini, Poulenc, Hervé.
14 h 2 Répères contemporains : H. Korgomard, Guioz.
15 h 15 Opérette Fantôme : œuvres de Dvorak, Haydn, Milhaud, Tchaïkovski, Sibelius.
16 h 5 L'après-midi.
19 h Le temps de jazz : feuilleton ; bloc-notes de J.-R. Masson.
20 h Concours international de guitare : œuvres de Dowland, Bach, par B. Benitez.
20 h 30 Concert (donné salle Pleyel le 16 mars 1984) : Fidelio, opéra en deux actes de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. B. Weil, sol. C. Caspiere, K. Laki, H. Welker, M. Hogg, K. Skram.
23 h Les soirées de France-Musique : la mémoire, pas le souvenir ; œuvres de Bach, Beethoven, Schoenberg, Ellington, Bartok, Copland.

Handwritten signature or stamp.

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉROMANIE

Email sur verre

L'art d'une époque ne survit pas seulement dans les œuvres spectaculaires des plus grands créateurs mais également dans les modestes témoignages de la vie quotidienne. Ainsi des verreries 1900 qui se disputent les collectionneurs fortunés, lorsqu'elles portent des signatures prestigieuses, tandis qu'on néglige les vases à décor émaillé produits en grande série mais qui pourtant expriment toutes les qualités esthétiques de l'Art nouveau.

Émile Gallé se flattait d'être un industriel de l'art, et les verreries émaillées qu'il a lui-même signées sont tout aussi significatives que ses morceaux de bravoure à plusieurs couches de verre sculptés ou truffés d'incrustations extraordinaires.

Les recensements provoqués par les difficultés économiques du moment ouvrent les yeux des amateurs sur les verreries industrielles qui ne sont d'ailleurs pas si courantes sur le marché. En effet, ces pièces produites en série ont été moins protégées de la destruction que les œuvres soigneusement élaborées par les grands verriers de Nancy.

Les verreries émaillées qui ont survécu à un siècle d'oubli prennent aujourd'hui leur revanche. Typiques par leur décor 1900, ces vases ou gobelets baptisés Anténores, Chrysanthèmes, Océanides, les natures, Océans, exotiques ou Papillons, ne retiennent pas d'une technique nouvelle.

A main volante

Le décor d'émail est appliqué à main volante quand l'artiste fait couler ses pinceaux sur le verre selon son inspiration, ou par l'intermédiaire de pinceaux, c'est-à-dire de pochoirs découpés dans les vides correspondant aux surfaces à émailler. C'est ce dernier procédé qui est le plus souvent employé sur les verreries de la fin du XIX^e siècle réalisées en série. Les motifs sont souvent réhaussés de dorures appliquées à froid à la feuille ou en poudre. La simple couleur jaune se substitue à l'or sur les pièces les plus courantes.

Pour s'en tenir aux verreries émaillées de la fin du siècle dernier, la variété infinie des décors offre un vaste choix dans une gamme de prix qui va de 100 F pour les petites coupes à décor floral peint au pochoir par un artisan anonyme à plus de 5 000 F pour des vases signés Gallé ou Lagree.

Dans une vente récente au Nouveau Drouot, le 6 février, M. Jean-Alain Labat a frappé des adjudications de 1 800 F pour un vase cylindrique à décor japonais, 3 000 F pour un service à orangeade (un pichet et quatre gobelets) décoré d'un émail en relief, 4 000 F pour deux vases et une carafe ornée d'anténores, 7 100 F pour un grand vase corné aux échelons et 9 700 F pour des chrysanthèmes langues.

GERSAINT.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 MARS

- « La sculpture du Moyen Âge », 15 heures, entrée, place du Trocadéro, M^o Concorde.
- « La rue Montparnasse », 15 heures, au pied de la tour, M^o Léopoldine (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le musée Victor-Hugo », 15 h 30, 6, place des Vosges (Académie).
- « Bonaparte », 14 h 30, Petit-Palais (Approche de l'art).
- « L'Opéra », 14 h 30, hall (Ars acoustiques).
- « Quartier des Halles », 15 heures, 1, rue de Turbigo (R. Casony).
- « La musée de la Légion d'honneur », 14 h 30, 2, rue de Bellechasse (Commissariat d'art et d'histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filles).
- « La cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Darné (M. C. Lasserre).
- « Les plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autours).
- « Montparnasse », 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris pittoresque et insolite).
- « Saint-Germain l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Régénération du passé).

EXPOSITION

ART DES FEMMES. - La municipalité de Vitry-sur-Seine et le Centre d'animation culturelle Jean-Vilar présentent cent sept œuvres originales de femmes peintres et sculpteurs représentatives des différents courants artistiques du vingtième siècle : Marie Laurencin, Née de Saint-Phélix, Sonia Delaunay par exemple. Jusqu'au 7 avril.

★ Galerie municipale, 39, avenue Guy-Moquet, 94400 Vitry-sur-Seine tous les jours de 14 heures à 19 heures.

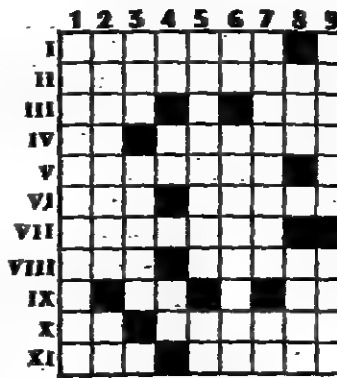
VIE QUOTIDIENNE

GUIDE ALLO-SERVICE. - Présenté par SVP, c'est un guide qui traite de la location, de la réparation, du dépannage, du bricolage pour la maison et le bureau. Il comporte également trente pages d'index alphabétique, une double page « SOS-urgences médicales » et les services les plus hétéroclites : comment se faire livrer un repas à domicile, où louer une pèlerine, à qui s'adresser pour rechercher des livres épuisés, etc. Vente au kiosque, 29,50 F.

★ Allo-service, 16, rue Abel, 75012 Paris. Tél. : 233-13-86.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3672



HORIZONTALEMENT

I. - Des sa ou des gourdies. - II. Rendent les gens sourds à tout ce qui n'est pas leur douleur. - III. Bar en brèche les incrimations. Symbole de la Vierge. - IV. Personnel. Homme de plume illustre et obscur. - V. Avec laquelle on a fait preuve de beaucoup de patience. - VI. Une Grecque ou des Basques. Dans le sang. - VII. Avec lui, on n'a pas un atome de positif. - VIII. Saint homme de Sens. Remède à base de frictions dans les cas d'articulations grippées. - IX. Participe passé. Préposition. - X. Essence. Ce qu'elle contient ne peut satisfaire qu'un appétit d'oiseau. - XI. Il ignore le présent. Unité symbolique d'un régime draconien.

VERTICALEMENT

1. Spécialiste travaillant à l'emporte-pièce. - 2. Dirigée sur la voie du bon sens. Répétition musicale pour l'analyse. - 3. Appareil. Bois ou fer. - 4. Négation. Le fruit d'une certaine culture. Note. - 5. La bonne humeur du poète. En pleine anarchie. - 6. Personnel. Remettez une personne à sa place. - 7. Source d'énergie de plus en plus dans le vent. Possessif. - 8. De vent pour Gavroche. Organe d'un complexe de fignage. - 9. Déclenche une certaine force de frappe. Compagne fidèle de Castro.

Solution de problème n° 3671

Horizontalement
I. Remercier. - II. Avait. - III. Dérail. - IV. In. Le. Iva. - V. Otto. Amer. - VI. Saint. - VII. Cet. Orde. - VIII. Océan. - IX. Pl. Péd. - X. Ina. Ut. - XI. Esou. Sube.

Verticalement
1. Radioscopie. - 2. Brevé. - 3. Mir. Tite. Nô. - 4. Etalon. Aran. - 5. Raie. Toc. - 6. Cél. Repos. - 7. Limitée. - 8. Elève. Issue. - 9. Réserve. Eté.

GUY BROUZY.

LANGAGES CHIFFRÉS

DÉCODER. - Eurocrypt 84, une conférence internationale sur la cryptographie - utilisation d'un code graphique secret à des fins militaires, diplomatiques ou commerciales - organisée par l'UER de mathématiques, informatique et de logique de la Sorbonne et des laboratoires associés, aura lieu à la Sorbonne du 9 au 11 avril. Elle abordera, entre autres sujets, les problèmes de sécurité et d'authentification liés à l'utilisation des cartes à mémoire dans les réseaux bancaires et télématiques.

★ M. Norbert Cot, Université Paris-VI, Sorbonne, 75005 Paris. Tél. : 628-02-64.

LE PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET UN SWEEPSTAKE DE LA LOTERIE NATIONALE

Souvent placée, jamais gagnante encore, les AGPSA (Autres que de pur-sang anglais), se voient distinguer dans la plus belle course d'obstacles d'Europe, le Prix du Président de la République. Ces « romans » ont en effet les qualités requises pour affronter dignement le rude parcours : aptitude à la distance, endurance, à tous les terrains. Ils sont résistants et courageux.

L'année 1984 va-t-elle établir un nouveau record ? Celui du Sweepstake par exemple... Le tirage aura lieu la veille de la course, le samedi 24 mars 1984.

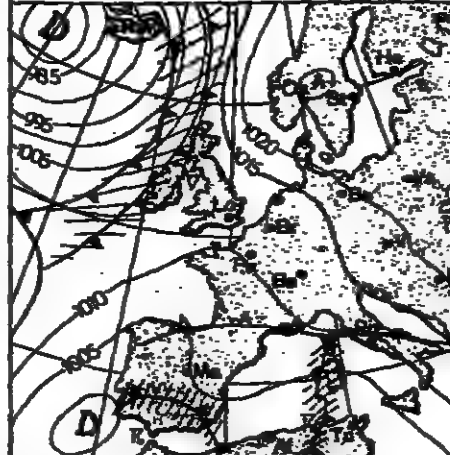
Le montant de ce quel faire révar par rapport à la mise de 230 francs pour un billet entier ou de 28 francs pour un dixième.

Le gros lot de 5 000 000 de francs est suivi de 2 lots de 750 000 francs, 2 lots de 250 000 francs, 1 lot de 200 000 francs, 2 lots de 100 000 francs, 6 lots de 70 000 francs, 5 lots de 40 000 francs, 31 lots de 20 000 francs, 108 lots de 10 000 francs, sans compter de nombreux lots moins importants mais tout de même substantiels qui seront attribués à cette occasion au soir du 24 mars prochain.

Les billets sont en vente jusqu'au soir même du tirage. N'oubliez pas de tenter votre chance à cette occasion.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21-3-84. A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 mars à 6 heures et le jeudi 22 mars à 24 heures.

Les basses valeurs de la Méditerranée maintiendront un temps pluvio-instable sur la moitié sud-est de la France, tandis que les autres régions subiront le passage d'une faible perturbation atlantique.

Jusqu'à la région Midi-Pyrénées au Jura et à la Méditerranée, le temps sera couvert avec des pluies ou des averses parfois orageuses. En fin de journée, ces pluies tendront à se localiser aux Alpes et surtout à la Corse. Les températures minimales se situeront vers 4 à 5 degrés (6 à 10 degrés près de la Méditerranée). Les températures maximales évolueront entre 13 et 15 degrés.

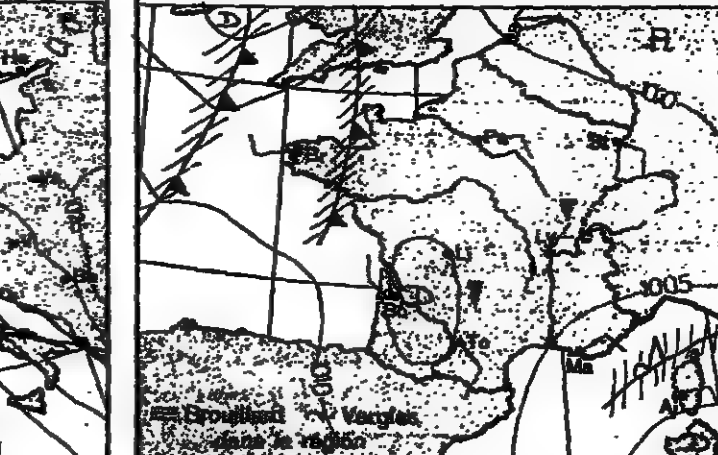
Alors, le temps sera le plus souvent brumeux et frais, des brouillards ou nuages les seront observés sur le sud de l'Aquitaine. Une bande nuageuse et faiblement pluvieuse, située le matin sur la Bretagne et le Cotentin gagnera en fin de journée les régions allant du Pays basque au Limousin et sur Vosges. Les précipitations pourront se renforcer à proximité du relief (Massif Central et Vosges). A l'arrière, retour d'éclaircies l'après-midi sur les régions du Nord-Ouest.

Les températures nocturnes seront de - 1 à - 3 degrés sur le Nord, le Nord-Est et le Centre, 2 à 4 degrés ailleurs. Les températures maximales de la journée seront moins élevées que les jours précédents, 8 à 11 degrés.

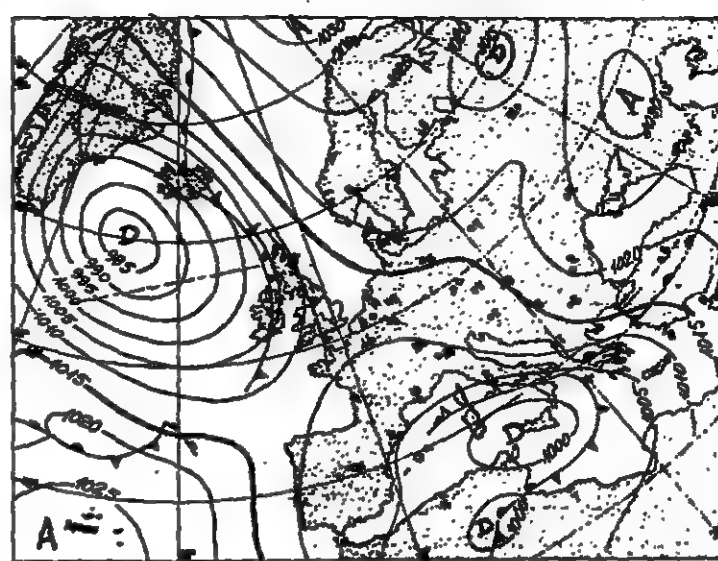
La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer, à Paris, à 7 heures, était de 1 010,5 millibars, soit 757,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 20 heures ; le second le minimum de la nuit de 20 à 21 heures) :

PRÉVISIONS POUR LE 22-03. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 7 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Bourges, 13 et 1 ; Brest, 13 et 2 ; Caen, 10 et 4 ; Chambour, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 13 et 0 ; Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, 16 et 5 ; Grenoble-Saint-Gotthard, 13 et 3 ; Lille, 11 et - 2 ; Lyon, 14 et 3 ; Marseille-Marguison, 14 et 8 ; Nancy, 11 et - 2 ; Nantes, 14 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 10 ; Paris-Montsouris, 13 et 3 ; Paris-Orly, 13 et 0 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 13 et 6 ; Rennes, 14 et - 1 ; Strasbourg, 10 et - 2 ; Tonn, 13 et 1 ; Toulouse, 15 et 7 ; Poitiers-Père, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 7 degrés ; Amsterdam, 9 et 7 ;

- 4 : Athènes, 11 et 7 ; Berlin, 5 et - 5 ; Bonn, 10 et - 4 ; Bruxelles, 10 et - 3 ; Le Caire, 24 et 10 ; Des Canaries, 24 et 15 ; Copacabana, 3 et - 4 ; Dakar, 22 et 19 ; Djibouti, 23 et 12 ; Genève, 11 et 2 ; Jérusalem, 16 et 8 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 11 et 3 ; Luxembourg, 10 et 0 ; Madrid, 10 et 7 ; Moscou, - 5 et - 10 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 13 et 3 ; Palma-de-Majorque, 16 et 10 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 7 et - 3 ; Tōzeur, 23 et 11 ; Tunis, 19 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉCHECS

LA FINALE DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS

Surdoué contre flegmatique

De notre envoyé spécial

Vilnius. - Les caméras de la télévision soviétique se mettent à tourner. Un frisson parcourt la salle aux yeux des milliers de spectateurs. Sur fond vert pâle, où deux cent cinquante personnes endimanchées, de tous âges, sont assises sagement depuis un bon moment. Gary Kasparov et Vassili Smyslov, tous deux prétendants au championnat du monde d'échecs, font leur entrée.

On ne saurait imaginer deux personnalités plus dissemblables. Né à Baku (Azerbaïdjan) il y a vingt et un ans d'un père juif et d'une mère arménienne (1), Kasparov a le cheveu de jais et une allure de surdoué un peu nerveux. Il a du mal à tenir en place et quitte fréquemment sa chaise pour arpenter l'estrade couverte d'un tapis persan, sans regarder le public. Cheveux grisonnants, flegmatique, poé, Smyslov, qui est moscovite, arrive à son tour aux anneaux d'un style quasiment britannique. Le col roulé du cadet contraste avec la stricte cravate de l'aîné.

Des millions de Soviétiques passionnés par les échecs ont les yeux tournés vers le Palais des artistes de Vilnius, capitale de la Lituanie, la plus occidentale des républiques baltes, où a lieu cette finale du Tournoi des prétendants. Le vainqueur affrontera le champion du monde en titre, lui aussi Soviétique, Anatoli Karpov (le Monde du 9 mars).

Les organisateurs lituaniens ont bien fait les choses. La ville était couverte d'affichettes à damiers portant le logo bleu de la Fédération internationale des échecs. Le site choisi est historique. Sur la façade de ce palais, mi-baroque mi-classique qui jouxte l'université - la plus vieille d'URSS - une inscription rappelle : « Ici, du 10 décembre 1812 au 8 janvier 1813, se trouvait l'état-major de Koutouzov, d'où il dirigeait les actions de l'armée russe qui se battait contre Napoléon. »

Le décor est solennel et l'atmosphère compassée dans la grande salle où les deux finalistes sont assis face à face devant un échiquier banal, sous les projecteurs. Mais dans les pièces voisines, c'est quasiment la hémorrhée. Les grands maî-

Les deux premiers rangs se remplissent de personnalités : le chef de gouvernement de la Lituanie et celui de la Biélorussie voisine, entourés de collaborateurs, s'installent une heure, attentifs, silencieux, puis repartent tout aussi groupés. Quand la partie est finie, les deux hommes se lèvent et sortent sans un mot.

Aussitôt, l'assistance, jusque là, extraordinairement respectueuse et calme, s'ébroue, commente, s'interrompt. Des militaires en uniforme échangent des potins. Des notables présentent leurs filles à des jeunes gens qui sont visiblement des maris en puissance. La vie de province reprend ses droits.

Kasparov est parti avec sa mère, une femme élégante et souriante à tout juste dépassé la quarantaine, et qui l'accompagne dans tous ses tournois. Smyslov a rejoint son épouse quelque part en ville.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(1) Kasparov a abandonné au cours de son adolescence le nom juif de son père, Weinstein, pour une version russifiée du nom de jeune fille arménien de sa mère.

SMYSLOV ANNULE LA CINQUIÈME PARTIE

Les « aides-camps » de Smyslov ne restent pas inactifs pendant la première interruption du Tournoi des prétendants. Pour la cinquième partie, comme déjà pour la deuxième, ils préparent une des innovations les plus étonnantes de la théorie échiquéenne, dans un débat archi-analysé par Kasparov.

La surprise commençait par 10.Fd7, considéré jusqu'alors comme un coup inférieur à 10.Cd7 et se poursuivait par 13.Ca6 (1). S'ensuivit une partie tranquille, aux roques opposées, durant laquelle Kasparov refusa deux offres de pions (15.Cxb5 et 25.Dxf5) par crainte de contre-jeux noirs dans le centre. Lorsque enfin il en gagna un, un autre pion de Smyslov allait dangereusement en dame. Pour le stopper, Kasparov était contraint d'accepter la nulle par répétition de coups : aucun des deux joueurs ne pouvait forcer le gain sans risque de... perdre.

Une nulle très combattive. Kasparov mena 3 1/2 à 1 1/2. La sixième partie aura lieu jeudi 1^{er} avril.

Blancs : KASPAROV

Noirs : SMYSLOV

5^e partie

Gambit de la dame

Variante de Botvinnik

1. d4	45. Td4	15
2. Cc3	46. Tc4	16
3. f4	47. Fd7	17
4. Cc3	48. Dd3	18
5. Fg5	49. Dd3	19
6. b4	50. Cb5	20
7. b5	51. Cb5	21
8. Fd4	52. Dd3	22
9. Cxg5	53. Dd3	23
10. Fxg5	54. Dd3	24
11. e4	55. Dd3	25
12. Fxh6	56. Dd3	26
13. g3	57. Dd3	27
14. Fd2	58. Dd3	28
15. Cb5	59. Dd3	29
16. 0-0	60. Dd3	30
17. e4	61. Dd3	31
18. Dd2	62. Dd3	32
19. Td1	63. Dd3	33

TRANSPORTS

POUR SON FUTUR AVION MOYEN-COURRIER Alitalia préfère les Etats-Unis à l'Europe

De notre envoyé spécial

Venise. - Après avoir acquis trente biplaces de cent cinquante à cent soixante-douze places MD-80 auprès de McDonnell-Douglas, qui lui a déjà livré les trois premiers exemplaires, Alitalia aura, d'ici la fin de l'année, une quarantaine d'avions de nouvelle génération pour renouveler son parc de moyen-courriers.

Bien que la compagnie italienne se donne encore deux bonnes années pour réfléchir, il semble bien que les jeux soient à peu près faits en ce qui concerne son choix définitif, ainsi que l'a expliqué à Venise, à l'occasion d'une réunion de presse, M. Ferruccio Ravolani, son directeur général adjoint, chargé des programmes des opérations et de la maintenance. « Nous voulons que notre futur avion soit équipé d'un moteur radicalement nouveau, a-t-il dit. Pour nous, le réacteur franco-américain CFM 56-4 n'est pas un moteur nouveau. Donc l'Airbus A-320, développé autour de ce moteur ne nous convient pas. Et même si on lui adapte par la suite un moteur nouveau, ce n'est pas nous qui serons les premiers à en bénéficier, car nous sommes développés autour d'un réacteur de technologie ancienne, ne sera pas « optimiste » pour permettre à ce nouveau moteur de donner sa pleine mesure. »

En termes très clairs, Alitalia écarte donc l'idée d'acheter le nouvel Airbus A-320 et tourne ses regards de l'autre côté de l'Atlantique, où Boeing vient d'annoncer un accord avec l'industrie japonaise. Cet accord ne laisse pas insensible le constructeur italien Aeritalia puisqu'il s'agit de construire un avion de cent cinquante places qui serait, lui, muni par un réacteur entièrement nouveau, le V-2500, qui tendrait à développer un consortium international groupant notamment l'américain Pratt and Whitney, le britannique Rolls-Royce et l'italien Fiat Aviazione. Mais McDonnell-Douglas pourrait bien, lui-même, troubler le jeu : après avoir annoncé, en automne dernier, l'abandon de tout projet d'avion civil, le constructeur californien, ragaillardisé par le succès des ventes de son MD-80 - notamment celle de soixante-sept avions d'un coup à American Airlines, assortie de cent options (le Monde du 2 mars) - voudrait maintenant lancer une version modernisée de cet avion, équipée précisément de deux moteurs V-2500.

Alitalia manifeste, par ses achats, et ses intentions, un désir ferme de s'accrocher au marché du transport moyen-courrier, plus prometteur selon ses dirigeants que celui du long-courrier. M. Ravolani voit, en ce

sens, comme un heureux présage la modeste reprise enregistrée l'an passé dans le trafic européen (+1%), succédant à trois années médiocres. Et Alitalia se bat pour élargir sa part sur ce marché, avec, comme atouts, ses nouveaux avions (elle alignera dix MD-80 cet été), une multiplication et une amélioration des services. Sur la France, son ambition est ainsi d'assurer, cette année, 51% du trafic bilatéral, contre seulement 40% il y a deux ou trois ans.

Dix ATR-42 pour les lignes intérieures

Dans le trafic long-courrier, où les déceptions n'ont pas manqué (Amérique centrale, Amérique du Sud, Australie), Alitalia entend concentrer ses plus gros efforts sur l'Amérique du Nord, où elle a enregistré une expansion de son trafic de 18% en 1983. Cet été, son offre augmentera de 26% - du fait de l'ouverture d'une ligne Rome-Los Angeles, de la réouverture de Rome-Boston et de la création d'une troisième fréquence quotidienne sur New York. La compagnie a beaucoup d'ambition sur les Etats-Unis, mais l'attitude de l'administration américaine (la FAA) lui freine quelque peu : lorsqu'elle demande des droits de trafic vers Dallas, Houston, Miami et Atlanta, la FAA lui offre en réponse Philadelphie, Detroit et Washington.

Alitalia est aussi devenue une compagnie intérieure très importante depuis l'intégration à son groupe de deux exploitants antérieurement privés, ATI et Aermediterranea. Sur quatre cent cinquante vols quotidiens des trois compagnies, deux cent soixante desservent les villes de la péninsule. Le trafic domestique emploie quarante-deux avions et assure 30% du chiffre d'affaires du groupe, qui atteignit 2.440 milliards de lire l'an passé (12,5 milliards de francs), soit 16% de plus qu'en 1982.

La politique de desserte intérieure vise à mieux relier des villes mal desservies par les autres moyens de transport, y compris sur des liaisons à faible trafic, et à assurer le raffut vers les grands aéroports internationaux (Rome, Milan) de la clientèle empruntant les vols vers l'étranger. Pour mieux assurer ce trafic, Alitalia a l'intention de passer commande, en juin prochain, de dix avions de transport régional ATR-42, construits en commun par la France (SNIA) et l'Italie (Aeritalia) et de prendre une option sur dix autres appareils de ce type.

JAMES SARAZIN.

PLAN

Les contrats de plan
Etat-régions

5 MILLIARDS ET DEMI D'INVESTISSEMENTS POUR LA BRETAGNE

L'Etat et la région de Bretagne ont signé, lundi 19 mars, à Rennes, un contrat de plan, le quatrième conclu au niveau national, qui permettra de réaliser 5,44 milliards de francs d'investissements au cours du IX^e Plan, c'est-à-dire de 1984 à 1988. M. Marcelin, président du conseil régional, a souligné que « ce contrat avait été adopté à l'unanimité » par l'assemblée bretonne et qu'il « constituait un résultat satisfaisant » à condition que « l'Etat respecte ses engagements financiers ».

Ceux-ci seront à hauteur de 1,8 milliard de francs, soit le tiers du total des investissements, a rappelé M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan. Quant au programme de travaux sur cinq ans, il porte essentiellement sur l'achèvement du plan routier, le développement de la recherche et du transfert des technologies vers les entreprises bretonnes, le développement de la formation professionnelle dans l'agriculture, l'agro-alimentaire, l'électronique et les activités maritimes, le renforcement de la production dans les PME et les entreprises artisanales, notamment par un effort de revitalisation des zones en difficulté. Un accord de financement a également été établi en faveur des personnes âgées.

● **ERRATUM.** - L'article intitulé « La cassure » (le plan Delors un an après) contenait trois coquilles. Il fallait lire : « Les prestations sociales continuent bien de progresser mais quel décalage là aussi : + 2 % par tête en 1983 » et non « + 3,4 % ». Un peu plus loin, il fallait lire : « Le consensus est à peu près parfait entre économistes de droite et de gauche sur la nécessité d'une rigueur qu'on ne veut pas appeler austerité » et non qu'on ne « peut pas appeler austerité ». Enfin, dans l'appel de note concernant le ralentissement de la consommation des services, il fallait lire : « Cela est surtout dû à l'infléchissement des dépenses de santé ».

Le Monde

HORS SÉRIE



VENTS D'OUEST

Janvier 1976 : le Monde publie le premier « Bilan économique et social », consacré à l'année 1975, sous le titre : « La crise ».

Janvier 1984 : la neuvième brochure, « Vents d'Ouest », présente les événements essentiels de 1983 dans 145 pays.

Les faits dominants - la reprise aux Etats-Unis, la montée du dollar, l'omniprésence du FMI, les difficultés financières de nombreux pays - sont illustrés de tableaux et de graphiques.

Pour la France, sont notamment présentés le Plan du 25 mars, la troisième dévaluation et les ambitions oubliées. La situation dans les départements et territoires d'outre-mer est analysée pour la première fois.

Doté de cartes et de dessins, « le Bilan » comporte des articles de fond sur les grands dossiers de l'actualité. Un double index par thème et par pays, une chronologie jour par jour, facilitent la lecture de cet ouvrage de 212 pages tiré à 200 000 exemplaires.

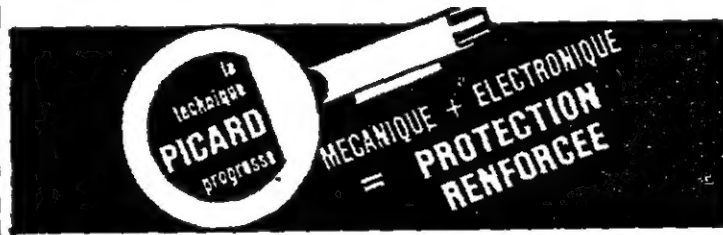
EN VENTE

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX 32 F ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1983

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Nombre d'exemplaire(s) x 35,50 F (frais de port inclus) = F M.O.

Commande à faire parvenir avec votre règlement
au MONDE, service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09



Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant
**LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC**
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCL
8, rue de Bern - 75008 Paris

LE MÉTRO VOUS FAIT DES VACANCES.

Les régions françaises sont à Auber, Saint-Augustin et Gare de Lyon.

A AUBER, C'EST LE FOLKLORE! Les échassiers landais, les alsaciens, les auvergnats et leurs conteurs, le théâtre fantastique de Clermont-Ferrand, les francs-comtois, les rockers picards, les provençaux, les confréries vineuses, la gastronomie de Loir-et-Cher et les périgourdins de Paris; tous sont là.

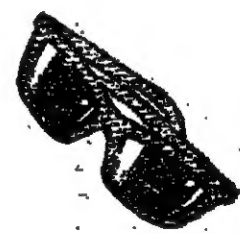
À SAINT-AUGUSTIN, ÇA BAT SON PLEIN! Les échassiers landais, encore eux, les conteurs auvergnats, le sculpteur de pipe et le travailleur de corne sont à vous.

Vive l'Aquitaine, vive l'Auvergne et vive la Franche-Comté!

JE LA TIRE OU JE LA POINTE? Le Languedoc-Roussillon joue à la pétanque Gare de Lyon.

CHÂTELET-LES HALLES : informez-vous auprès de l'ADIMAP, Association des Maisons de Provinces à Paris; on vous écoutera.

Du 20 au 24 mars, de 15 à 19 heures, le métro vous met au vert. Profitez-en.



LE 1^{er} JANVIER 1985

De nouvelles facilités seront offertes aux routiers pour franchir les frontières

Une carte de péage unique internationale sera, avant la fin de l'année, à la disposition des transporteurs routiers français et étrangers circulant sur le territoire national. Ce sera l'une des premières applications des mesures arrêtées au début du mois lors des négociations entre pouvoirs publics et représentants des professionnels routiers après les manifestations de février. La mise en œuvre de la carte de péage unique ne nécessite plus que l'adoption d'un langage commun aux systèmes électroniques de comptabilité des diverses sociétés d'autoroutes françaises.

D'autre part, le passage des frontières, qui avait été à l'origine du conflit des routiers, va faire l'objet de deux séries de réformes, dont a été chargé M. Paul Funel, ingénieur général des ponts et chaussées, l'une au sein d'un groupe de travail national qui vient d'être mis en place pour « rechercher tous moyens d'améliorer, de rationaliser, de simplifier et de coordonner les différents contrôles et formalités » relatifs au passage des frontières, et l'autre dans une « commission de concertation des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus », qui s'est réunie

pour la première fois la semaine dernière, en attendant que d'autres instances analogues s'attachent aux autres grands points de franchissement des frontières.

Le groupe de travail, composé de représentants des ministères, administrations et services intéressés, consultera l'ensemble des partenaires concernés, en particulier les professionnels du transport. Il remettra un premier rapport à M. Charles Fierman le 15 avril prochain et continuera ensuite ses travaux d'une manière qui reste à définir afin de permettre l'application pleine et entière par la France, au 1^{er} janvier 1985, de la directive du conseil des ministres des transports de la CEE du 1^{er} décembre 1983 « relative à la facilitation des contrôles physiques et des formalités administratives lors du transport des marchandises entre Etats membres ».

Dès le 22 mars, à Bruxelles, lors du conseil extraordinaire des ministres des transports de la Communauté, la France précisera les dispositions qu'elle entend arrêter pour appliquer la directive européenne.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COUS INTENSIF D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Souscription 7/7 - 2078 Avenue
Tél. : 05/222.57.58 - Belgique

L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE PARIS DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

convoque ses adhérents à son
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
le jeudi 29 mars 1984
10, rue Vivienne, 75002 Paris
à 19 heures

COMITÉS RÉGIONAUX DE TOURISME

RATP

ÉTRANGER

Les Japonais font leur autocritique

Le gouvernement japonais devrait faciliter l'accès des produits étrangers sur son marché, augmenter son assistance aux pays en voie de développement, accroître ses dépenses sociales et de travaux publics, fortifier son agriculture pour la rendre plus compétitive, stocker plus substantiellement le pétrole et les matériaux rares et précieux. D'une façon plus générale, le Japon devrait s'efforcer d'améliorer ses relations internationales plutôt que de s'en tenir à une politique centrée sur la poursuite de ses intérêts particuliers, notamment dans les domaines de l'économie et de la défense.

Ces conclusions, résumées par la presse japonaise, sont celles auxquelles vient d'aboutir une commission « officieuse » chargée en août dernier par le premier ministre, M. Nakasone, de dresser l'inventaire

des besoins et des intérêts du Japon et de proposer une politique gouvernementale adéquate. Sur le plan des relations internationales, le rapport exhorte tout particulièrement le gouvernement à faire un effort dans deux domaines : celui de l'aide officielle aux pays en voie de développement et celui de l'accès des produits étrangers au marché japonais.

Dans le premier cas, la commission constate que le Japon, seconde puissance économique du camp occidental et nation dont l'économie a été moins touchée par la crise des dernières années que les autres pays industrialisés, reste en pourcentage du PNB au treizième rang sur dix-sept membres du groupe d'assistance de l'OCDE. Il demeure, par ailleurs, très en deçà des engagements pris au début de la décennie - de doublement du montant global de son aide (10,7 milliards de dollars à 21,4 milliards) entre 1981 et 1985.

Dans le second cas, la commission suggère que, d'une part, le gouvernement japonais ouvre plus grand le marché national aux produits et capitaux étrangers et qu'il s'attache, d'autre part, à promouvoir une autre série de négociations commerciales multilatérales, type « Tokyo round ».

Les conclusions de ce rapport n'engagent en rien le gouvernement. Il n'en reste pas moins que, en reprenant à son compte certaines des critiques les plus fréquentes et les plus insistantes formulées depuis longtemps par les partenaires commerciaux du Japon, la commission renforce et leur argumentation et celle de certains milieux japonais - le grand patronat, par exemple - qui craignent toujours que ces difficultés d'accès, ajoutées au dynamisme des exportations japonaises, ne provoquent tôt ou tard un retour de bâton sous formes de mesures protectionnistes.

Selon le ministère des affaires étrangères japonais, trente-huit pays d'Asie, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Amérique latine ont réclamé récemment un meilleur accès au marché japonais pour quelques deux cents produits. Ces demandes couvrent pour l'essentiel une baisse des tarifs douaniers, l'octroi du tarif préférentiel, l'amélioration des procédures administratives, l'annulation de certaines interdictions d'importation pour raisons sanitaires.

Enfin, ces pays se plaignent du fait que les mesures tarifaires et non tarifaires annoncées de temps à autre par Tokyo pour réduire les tensions soient destinées presque exclusivement aux partenaires industrialisés du Japon. A l'heure où Washington et Bruxelles poussent Tokyo à libéraliser son marché des capitaux, celui du bœuf et des biscuits, Pékin et Bangkok réclament une meilleure part de marché pour leurs produits dérivés. Les Philippines, Panama, le Brésil, pour leurs crevettes.

R.P. PARINGAUX.

Aux Etats-Unis L'ECONOMIE TOURNE A 7,2 % DE CROISSANCE L'AN

Washington (AFP). - Le produit national brut (PNB) américain aura progressé au cours du premier trimestre 1984 à un rythme annuel de 7,2 %, ce qui est nettement supérieur aux prévisions (5 à 6 %) publiées le 20 mars par le département du commerce. Ce dernier a également révisé une nouvelle fois en hausse, en portant à 5 % son estimation de la croissance pour le dernier trimestre de 1983, contre 4,5 % annoncés à l'origine. Cela porte à 3,4 % le taux d'augmentation du PNB pour l'ensemble de 1983 (1) contre 3,3 % indiqués précédemment, alors qu'un recul de 1,9 % avait été enregistré en 1982.

Ainsi, la reprise économique se poursuit à un rythme extrêmement rapide aux Etats-Unis. Certains spécialistes craignent même que cela entraîne une surchauffe économique susceptible de relancer l'inflation et de pousser la Réserve fédérale à resserrer sa politique du commerce. Les prix ont augmenté à un rythme annuel de 5,1 % au premier trimestre 1984 contre 4,1 % au trimestre précédent.

Pour le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, le résultat du premier trimestre ne traduit « qu'une accélération temporaire » de l'expansion économique, et non une « surchauffe ». Il estime que le taux de croissance va se tasser, le gouvernement s'en tenant à une progression de 4,5 % du PNB pour l'ensemble de l'année en cours. D'après lui, l'accélération a été favorisée par le report en début d'année d'activités économiques freinées en décembre par le froid et par une bonne demande d'automobiles qui, d'ordinaire, ne se manifeste qu'au printemps.

(1) Le PNB avait progressé en rythme annuel de 2,6 % au premier trimestre, 9,7 % au deuxième et 7,6 % au troisième.

AFFAIRES

LE NOMBRE DES CHÈQUES SANS PROVISION A AUGMENTÉ DE 17,5 % EN 1983

Les Français ont émis pour 2,35 milliards de francs de chèques sans provision en 1983, soit une augmentation de 17,5 %, qui est inférieure toutefois à celle de 27 % enregistrée en 1982. Ce montant doit être rapproché de celui des chèques émis et compensés au banquier, soit un peu plus de 3,5 milliards de francs, ce qui donne une proportion de 0,67 pour mille.

Le nombre de personnes interdites de chèque a augmenté de 13,5 %, s'élevant à 578 828, dont 551 273 interdites pour une durée d'un an (+15 %) et 26 693 interdites par voie de justice (-2,4 %). Le nombre moyen d'incidents par dossier a légèrement augmenté : 5,13 en 1983 contre 4,82 en 1982.

LE CCF PREND UNE PARTICIPATION IMPORTANTE DANS LE CRÉDIT FRANÇAIS INTERNATIONAL

Le Crédit commercial de France (CCF) a racheté à la société américaine Commercial Credit International (groupe Control Data) 46 % du capital du Crédit français international, banque privée sous contrôle étranger qui recueille 100 millions de francs de dépôts et distribue 200 millions de francs de crédits. Outre la société suisse Lybrook Holding, qui a racheté 5 % de son côté, le Banco de Comercio Industria de Sao Paulo (COMIND), détient 49 % depuis 1980 dans le capital du Crédit français international.

LE JUGEMENT DU TRIBUNAL DE LILLE NE MET PAS EN DIFFICULTÉ NOTRE TRÉSORERIE

estime la direction de Bouscass

La Compagnie Bouscass-Saint Frères (CBSP) précise, dans un communiqué qu'elle a diffusé le 20 mars, que le jugement rendu par le tribunal de commerce de Lille ordonnant à la CBSP de restituer aux syndicats les créances de l'ancienne société « sera sans incidence » sur sa trésorerie (le Monde du 20 mars).

Pour la Compagnie, ce jugement stipule qu'elle doit rembourser les « crédits clients » - « sous déduction des paiements qu'elle a effectués pour le compte des sociétés en règlement judiciaire ». Or, « à ce jour, les paiements de la Compagnie effectués pour le compte de Bouscass-Saint Frères (aujourd'hui en règlement judiciaire) en contrepartie de la mise à disposition des comptes clients sont devenus supérieurs au montant des valeurs mises à disposition au 1^{er} juillet 1982 ».

La « Gauloise blonde » sera mise en vente le 2 avril. - La SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes), pour répondre à l'évolution du marché vers les cigarettes blondes, a mis au point une nouvelle cigarette, qui sera vendue 6,30 F le paquet. L'état de la production, dont l'ambition est de reprendre une part de ce marché que les marques étrangères dominent, a coûté trois ans d'efforts et 5 millions de francs.

LE GROUPE THOMSON VA DRAINER 2,3 MILLIARDS DE FRANCS SUR LE MARCHÉ FINANCIER

Le groupe Thomson va lancer une série d'opérations financières destinées à compléter son plan de financement pour 1984.

Thomson SA, la maison mère du groupe, va lancer, dans le public, deux émissions d'obligations. L'une, de type classique, sera d'un montant de 1,5 milliard de francs, et l'autre, plus complexe, de 850 millions de francs. Dans cette deuxième émission, les obligations seront assorties de bons d'acquisition d'actions Thomson-CSF (la filiale à 50,1 % de Thomson SA). Ces bons pourront être détachés et transformés en actions CSF à la convenance des souscripteurs pendant plusieurs années. Les actionnaires actuels de Thomson-CSF autres que Thomson SA bénéficieront d'une priorité de souscription.

Une troisième opération, purement interne au groupe, permettra à la maison mère d'apporter environ 1 milliard de francs de fonds propres à Thomson-CSF par le biais d'une émission d'obligations convertibles de cette société réservée à une filiale de Thomson SA.

Avec le milliard de francs que l'Etat va lui verser au titre des dotations en capital pour 1984, Thomson SA va donc disposer d'un total de 3,35 milliards de francs d'argent frais pour cette année. Sur ce total, 1 milliard sera donc immédiatement transféré à Thomson-CSF, environ 750 millions étant consacrés aux composants électroniques et 250 millions au secteur médical.

En Grande-Bretagne

TALBOT RÉALISE SON PREMIER BÉNÉFICE EN DIX ANS

Talbot Motor Company, filiale britannique du groupe Peugeot SA, pour la première fois depuis dix ans, a dégagé un bénéfice en 1983. Celui-ci a été de 3,1 millions de livres (34 millions de francs) contre un déficit de 54,7 millions de livres en 1982.

Le rétablissement de la rentabilité de cette entreprise est le résultat d'une restructuration draconienne, réalisée par M. Georges Turnbull, qui quitta son poste de PDG dans un mois. Plusieurs ateliers ont ainsi été fermés et le personnel a été réduit de 22 000 personnes en 1979 à 6 000 actuellement. Avec cette amélioration de la productivité, la reprise des ventes sur le marché britannique (+5 % en 1983 par rapport à 1982 et +58 % pour les véhicules légers) a permis le retour à l'équilibre.

International Harvester France au bord de la faillite. - Le fabricant de machines agricoles américain International Harvester a annoncé, le 20 mars, que sa filiale française IH France se trouverait à court de ressources dès la fin juillet et serait alors obligée de déposer son bilan. Cela mettrait en péril les filiales d'IH en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. Une manière sans doute de « maintenir la pression » alors que Renault et IH France discutent de leur coopération future dans le domaine des tracteurs agricoles.

(Publicité)

DEPANOM, SOCIÉTÉ PUBLIQUE GRECQUE POUR LA CONSTRUCTION D'UNITÉS HOSPITALIÈRES

Recherche Société de consultants spécialisée dans le domaine de l'équipement hospitalier, pour donner son expertise concernant trois hôpitaux universitaires en construction en Grèce, sur les domaines suivants :

- Inspection des programmes et plans d'équipement cellule par cellule
- Supervision des achats des équipements basés sur les spécifications officielles.
- Rédaction de spécifications pour matériel médical et hospitalier.

Pour tout renseignement prière s'adresser à :

DEPANOM
CO. MR. S. HATZOPOULOS
120, rue Vas. Sofias
115-26 Athènes Grèce
Tél. : 7750240-44
Télex : 223594 DEAN GR.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE TRANSATLANTIQUE

L'Assemblée générale extraordinaire du 19 mars 1984, réunie sous la présidence de M. Philippe Aymard, a décidé une augmentation de capital réservée à la Banque de Montréal et au Crédit italien, par l'émission de 67 776 actions nouvelles souscrites au prix de F. 230, afin de permettre à la Banque de Montréal de porter sa participation de 10 % à 17,75 % et au Crédit italien de maintenir sa participation à 20 %, les autres actionnaires renonçant à leur droit préférentiel de souscription. Le capital se trouvera, de ce fait, porté à F. 57 784 700, divisé en 577 847 actions de F. 100, nominal.

Elle a, par ailleurs, autorisé le conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital réservée au personnel à hauteur d'un maximum de 7 153 actions, dans le cadre des dispositions de la loi du 27 décembre 1973.

Le conseil d'administration, qui a suivi l'Assemblée, a examiné les comptes de l'exercice 1983 qui feront ressortir un bénéfice net de F. 15 222 620,75 (composant F. 616 011,02 de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale) contre F. 14 147 750,90 (dont

F. 1 609 626,66 de plus-values nettes à long terme).

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 14 mai prochain de distribuer un dividende de F. 11, - par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5,50) contre F. 9,70 l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 4,85).

FINANCIÈRE SOFAL

Le Conseil d'administration, réuni le 16 mars 1984, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1983.

Après 24 828 961 F d'impôt sur les sociétés, le bénéfice net d'exploitation est de 19 727 119 F (contre 18 596 262 F l'année précédente).

Il s'y ajoute 2613 960 F de plus-values nettes à long terme (contre 2718 589 F).

Le Conseil propose à l'Assemblée générale des actionnaires du 11 mai 1984 la distribution d'un dividende net de 26,30 F, contre 25 F en 1983.

SLIMINCO

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE ET CONSEIL DU 15 MARS 1984

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie le 15 mars 1984 a autorisé le conseil d'administration à procéder à l'émission d'un emprunt obligataire à taux de souscription d'actions pour un montant maximum de 300 millions de francs.

Le conseil qui s'est tenu à l'issue de l'Assemblée a décidé d'émettre cet emprunt pour un montant de 281 250 000 francs en 281 250 obligations de F. 1 000 nominal, portant intérêt au taux de 11,25 % annuel, pour une durée de dix ans à compter du 24 avril 1984 (amortissement par 1/5^e à compter du 24 avril 1989).

Caractéristique essentielle de ce type d'emprunt, il sera attaché à chaque obligation un bon de souscription donnant le droit de souscrire à UNE action de la société pour un prix fixé à F. 500.

L'exercice du droit de souscription pourra s'exercer à tout moment du 1^{er} juillet 1984 au 30 juin 1988.

Dans son rapport à l'Assemblée, le Conseil d'Administration a souligné le fait que l'activité de la société au cours de l'exercice 1983 avait été satisfaisante, le montant de ses engagements s'étant accru de 223 millions de francs dont 160 millions hors TVA au titre du Crédit-bail Immobilier. Le montant total des engagements bruts au 31 décembre 1983 atteignait 1 883 millions de francs hors TVA.

Grâce au maintien à un chiffre d'affaires en progression de 12,20 % environ sur l'exercice 1982, le bénéfice, après les premières estimations du Conseil d'Administration, permettra de proposer un dividende en progression sensible par rapport à l'exercice précédent.

GgIP COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INDUSTRIE ET DE PARTICIPATIONS

Le conseil d'administration s'est réuni le 20 mars 1984 sous la présidence de M. Pierre Collier.

Arrêté des comptes de l'exercice 1983

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 120 millions de francs, en légère progression sur celui de l'année précédente. Le compte de pertes et profits enregistré d'importantes pertes et provisions exceptionnelles principalement dues à l'apurement du passif de Carrel Fouché subsistant après la cession de ses activités de construction de matériel ferroviaire - aux engagements pris lors du transfert du contrôle des Forges de Creusot - à la réduction, à son niveau boursier, de la valeur de la participation minoritaire conservée dans le capital de cette société - ainsi qu'aux conséquences de la cession, qui interviendra dans les prochains mois, de tous les intérêts de Lorméal, filiale de GGIP, dans la Compagnie financière Crenet-Lot. Compte tenu de ces charges, ainsi que de plus-values de cessions d'actifs pour 93 millions de francs, le bénéfice a été réduit à 31 millions de francs.

Les pertes et provisions exceptionnelles enregistrées en 1983 ayant contrepartie l'élimination des charges et risques que constituait, pour GGIP, les entreprises concernées, les perspectives apparaissent favorables dès 1984. Le conseil d'administration a décidé en conséquence de proposer à l'Assemblée générale annuelle qui se réunira fin juin 1984 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1983 la distribution d'un dividende de 12,50 F par action représentant, compte tenu de l'avoir fiscal de 6,25 F, un revenu global de 18,75 F par action en nette progression sur celui distribué en 1983 qui s'était élevé par action à 16,44 F, avec fiscal inclus.

Augmentation de capital en numéraire

Afin de poursuivre la politique de modernisation, de développement et de diversification du groupe, le conseil d'administration estime nécessaire de renforcer les moyens financiers de GGIP par une augmentation de ses fonds propres. A cet effet, et sous réserve de la décision des actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 26 mars 1984, il a été décidé de procéder à une augmentation de capital en numéraire de 62 297 000 F par l'émission de 622 970 actions nouvelles, jouissance 1^{er} janvier 1984, à souscrire à raison de une action nouvelle pour six actions anciennes, au prix de 250 F par action; le délai de souscription s'étendra du 9 avril au 9 mai 1984 inclus. Le produit net de cette opération s'élèvera à environ 150 millions de francs.

Absorption de Sofilla

Le conseil d'administration a décidé de soumettre aux actionnaires le projet de fusion-absorption de la filiale Sofilla au cours d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de juin 1984. Sous réserve des vérifications des commissaires aux comptes et aux comptes, le projet de fusion-absorption de la filiale Sofilla au cours d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de juin 1984. Sous réserve des vérifications des commissaires aux comptes et aux comptes, le projet de fusion-absorption de la filiale Sofilla au cours d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de juin 1984.

Cette opération aura notamment pour conséquence de rendre GGIP directement propriétaire de 10,6 % du capital de la Société auxiliaire d'entreprise et de renforcer ses participations dans le capital de la Compagnie financière de Senelle-Maubange, de 37,8 % à 48,3 %, dans celui d'Holophane, de 21 % à 32,1 % et dans celui de Cap Gemini Soged, de 30,3 % à 51,9 %.

RENÉ BERNASCONI EDMOND MAIRE

11^e Colloque de la revue DROIT SOCIAL
Directeur J.-J. DUPEYROUX

"LA SANCTION PÉNALE DU DROIT DU TRAVAIL"

20 Avril 1984
Hôtel P.L.M.

Renseignements : 325.15.25
329.21.40 p. 445 & 538

MARCHÉ

PARIS

Tassement

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

LA V

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

Le marché a été marqué par un tassement général. Les valeurs ont tendance à se replier sur leurs gains de la semaine dernière. Les indices ont enregistré une légère baisse. Les investisseurs restent prudents face aux incertitudes économiques.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 mars

Tassement

Jour - J - même deux. Dans quarante-huit heures la liquidation générale de février aura lieu à la Bourse de Paris. Elle sera probablement négative pour la seconde fois consécutive, ou, au mieux, équilibrée.

Mardi, en effet, les valeurs françaises ont subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de Paris, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

À la clôture, l'indice de la Bourse de Paris a baissé de 0,95 point, passant de 11,75 à 11,74. L'indice de la Bourse de New-York a baissé de 0,15 point, passant de 11,75 à 11,60.

Les valeurs étrangères ont également subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de New-York, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

Les valeurs américaines ont également subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de New-York, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

Les valeurs européennes ont également subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de New-York, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

Une nouvelle fois, l'indice de la Bourse de Paris a baissé de 0,95 point, passant de 11,75 à 11,74. L'indice de la Bourse de New-York a baissé de 0,15 point, passant de 11,75 à 11,60.

La devise-franc a fléchi et s'est échangée contre 10,27 F et 10,33 F.

Stain quo sur l'or à Londres : 393,70 dollars l'once contre 393,60 dollars.

À Paris, le lingot a coté 300 F à 102,100 F et le lingot 1 F à 640 F.

Le volume des transactions a diminué, tombant de 10,40 à 8,71 millions de francs.

NEW-YORK

Reprise

Malgré la pression exercée par de nouveaux courants de ventes, un mouvement de reprise s'est amorcé, mardi, à Wall Street, en cours de séance. Le marché a regagné du terrain perdu et même au-delà, l'indice des valeurs américaines s'établissant en clôture à 11,75, soit à 4,40 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été à l'image de ce redressement. Sur 1,975 valeurs traitées, 909 ont progressé, 631 ont baissé et 435 n'ont pas varié.

Cette reprise a été favorisée par le raffermissement des valeurs pétrolières et de l'action Walt Disney. Les investisseurs ont semblé-t-il pas tenir compte de la menace de surchauffe économique soulevée par l'annonce d'une progression au rythme annuel de 7,2 % du PIB pour le premier trimestre. Il est vrai que si c'était le cas, cela n'aurait pas eu de conséquences immédiates sur le marché des valeurs.

L'activité s'est accélérée, et 36,46 millions de titres ont changé de mains contre 34,57 millions.

Les valeurs américaines ont également subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de New-York, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

Les valeurs européennes ont également subi une baisse générale. On a vu, par exemple, les actions de la Bourse de New-York, qui ont baissé de 1,15 à 1,14, soit 0,85 point en-dessous de son niveau précédent.

Une nouvelle fois, l'indice de la Bourse de Paris a baissé de 0,95 point, passant de 11,75 à 11,74. L'indice de la Bourse de New-York a baissé de 0,15 point, passant de 11,75 à 11,60.

La devise-franc a fléchi et s'est échangée contre 10,27 F et 10,33 F.

Stain quo sur l'or à Londres : 393,70 dollars l'once contre 393,60 dollars.

À Paris, le lingot a coté 300 F à 102,100 F et le lingot 1 F à 640 F.

Le volume des transactions a diminué, tombant de 10,40 à 8,71 millions de francs.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GAUMONT. - La société CINÉPAR vient de prendre le contrôle de Gaumont. Elle a informé la Commission des opérations de bourse que sa participation dans le capital de l'entreprise venait de franchir la barre de 50 %.

CANON. - Ce fabricant japonais d'appareils photo annonce un bénéfice net de 16,57 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 1983, en augmentation de 27,1 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé, pour cette même période, à 2,91 milliards de dollars, en hausse de 13,2 %.

LA COB RETIENDE SON VISA A FWI INVESTISSEMENT. - La COB vient de retirer le mandat d'arrestation qu'elle avait accordé à la société de placements en

contenus, FWI Investissement, confrontée à des difficultés financières.

Les sociétés en placements diversifiés, selon la loi du 3 janvier 1983, soumettent à la COB les documents d'information destinés à décrire le public. Après avoir effectué une enquête sur les opérations et les comptes du groupe FWI, qui gère, notamment, 4 780 contenus détenus par 2 020 investisseurs, la COB a décidé de lui retirer le mandat d'arrestation accordé le 25 juillet dernier. Depuis cette date, 130 contenus appartenant à 84 investisseurs ont été commercialisés par la FWI. Cette mesure n'a pas d'incidence directe sur la poursuite de la gestion des contenus déjà acquis, précise la commission de la COB.

CASINO. - Le bénéfice net pour 1983 baissé de 3,08 %, à 167,3 millions de francs, en raison de la charge fiscale alourdie par l'impôt à payer sur les plus-values réalisées sur l'apport fait aux quatre nouvelles filiales unies. En 1982, l'impôt avait été minime, à la suite de la réintégration de provisions exceptionnelles déductibles.

Le bénéfice d'exploitation augmenta de 5,33 %, à 434,6 millions de francs, pour un chiffre d'affaires accru de 10,2 %, à 16,6 milliards de francs. Le dividende net est tombé de 50 F aux actions ordinaires.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 1000 F, 1000 F, 1000 F)
Valeurs françaises : 11,74
Valeurs étrangères : 11,60
C-DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 1000 F, 1000 F, 1000 F)
Indice général : 11,74

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effet 90 jours : 12,15 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en franc) : 10,27

BOURSE DE PARIS Comptant

20 MARS

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
4 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
5 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
6 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
7 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
8 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
9 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
10 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
11 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
12 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
13 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
14 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
15 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
16 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
17 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
18 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
19 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
20 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
21 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
22 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
23 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
24 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
25 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
26 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
27 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
28 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
29 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
30 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
31 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
32 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
33 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
34 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
35 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
36 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
37 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
38 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
39 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
40 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
41 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
42 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
43 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
44 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
45 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
46 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
47 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
48 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
49 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
50 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
51 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
52 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
53 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
54 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
55 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
56 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
57 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
58 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
59 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
60 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
61 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
62 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
63 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
64 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
65 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
66 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
67 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
68 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
69 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
70 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
71 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
72 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
73 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
74 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
75 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
76 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
77 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
78 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
79 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
80 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
81 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
82 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
83 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
84 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
85 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
86 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
87 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
88 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
89 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
90 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
91 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
92 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
93 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
94 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
95 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
96 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
97 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
98 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
99 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	
100 %	1410		De Dietrich	322		Pardis	187		Stell	130	

Règlement mensuel

Bourse de Paris - 12 mai 1983																
Cours				Différence				Cours				Différence				
+	-	Compagnies	VALEURS	Cours	Précéd.	Décl.	+	-	Compagnies	VALEURS	Cours	Précéd.	Décl.	+	-	
- 1 08	486	Paribas	478 50	490	490	+ 2 82	196	Anglo Amer. C.	302 80	304 30	201 90	- 0 34	52	St-Yolande	91 80	90 50
- 1 04	486	Paribas	478 50	490	490	- 1 22	123	Anglo Amer. C.	302 80	304 30	201 90	- 0 34	52	IT	42 80	42 80
+ 1 08	256	Paribas (Fin)	22	220	219 50	- 1 12	30	BSI, C. Orange	930	930	939	+ 0 06	82	Henricus	84	83 80
+ 0 32	48	(Indic.)	62	52 85	52 50	+ 1 73	666	BASF Ind.	888	887	856	- 1 20	800	Merc	977	969 988
- 2 28	80	Alphab. I.P.	50 30	76 70	75 50	- 1 48	470	Bayer	676	668	650	- 3 70	785	Mitsubishi W.	797	776
- 2 28	80	Alphab. I.P.	50 30	76 70	75 50	- 1 48	470	Bayer	676	668	650	- 3 70	785	Alphab. I.P.	309 60	308
+ 0 47	80	Alphab. I.P.	50 30	76 70	75 50	- 1 48	470	Bayer	676	668	650	- 3 70	785	Alphab. I.P.	309 60	308
- 0 25	328	Polat	250	346	347	+ 0 06	530	Chlor. Ind.	315	305	5 80	- 0 87	800	Honk. Ind.	808	790 791
- 0 04	130	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 08	220	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 85	1700	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
+ 0 99	800	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 88	220	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 11	1510	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 38	380	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 72	370	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
+ 1 10	750	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 1 06	486	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 21	475	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 01	25	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
+ 0 16	610	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 1 27	127	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 17	51	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 0 17	198	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373
- 2 05	486	Procter	128 50	132	132	+ 0 08	296	Gla. Phil. Ind.	610	610	306	+ 0 55	1280	Petrolia	1369	1373

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PROCHE-ORIENT : « Le prénom du facteur », par Jean-Pierre Péroncel-Hugon ; « Force et faiblesse de l'islam », par Marc Bergé.
- LU : *Al-Sabî*, de Daniel Reig.

ÉTRANGER

3. LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX ÉTATS-UNIS.
4-5. L'ÉCHEC DU SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES.
5. EUROPE
5. ASIE
6. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : M. Shamir semble résigné à l'organisation d'élections anticipées.
- LIBAN : un entretien avec M. Nabih Berri.
8. AMÉRIQUES
8. AFRIQUE

POLITIQUE

9. M. MITTERRAND ET M. MAUROY : le partage des rôles.
- POINT DE VUE : « Gary Hart et la V^e République », par Olivier Duhamel.

SOCIÉTÉ

10. Les projets du gouvernement pour l'enseignement privé.
11. Le procès de Bruno Sulek.
12. POLICE
25. ÉCHOS.

ARTS ET SPECTACLES

- 13 à 15. EXPOSITIONS : Images et imaginaires d'architecture au Centre Georges-Pompidou ; Enluminures italiennes à la Bibliothèque nationale ; Histoire d'un musée romain en souffrance.
15. CINÉMA : *Mauvaise conduite*, de Nestor Almendros et Orlando Jiménez Leal.
16. UNE SÉLECTION.
17. FORMES.
17. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
18 à 20. PROGRAMMES DES SPECTACLES.

SUPPLÉMENT

- 22-23. TÉLÉCABLE 84 : LE PRINTEMPS DES RÉSEAUX.
- « La part des programmes », par Bernard Schreiner. Les données techniques de la diffusion, le savoir-faire de la Caisse des dépôts ; A. Evry : Minitel plus canaux de télévision ; Sur les écrans de la ville nouvelle.
24. COMMUNICATION : Radio-France cherche à s'organiser en réseau.

ÉCONOMIE

28. SOCIAL.
29. AGRICULTURE.
30. TRANSPORT.
30. ÉTRANGER.
30. AFFAIRES.

- RADIO-TÉLÉVISION (24)
INFORMATIONS
« SERVICES » (25):
Rétromanie ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (26-27) ; Carnet (12) ; Programmes des spectacles (18 à 20) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde »
daté 21 mars 1984
a été tiré à 457 127 exemplaires

(Publicité)

Moquette :

mieux 50 % moins cher
que chez les
Artisans

Récupérateurs

PLUS DE PROBLÈME pour
payer vos moquettes
avec les Artisans Récupérateurs.
C'est toujours au prix
plancher, car les Artisans Récupérateurs (4 points de vente)
sont à la fois créateurs, éditeurs, exportateurs et acheteurs
des seuls à vendre direct-cha-
rter. Et vous gagnez deux fois,
car une moquette garantie
anti-usure qui dure jusqu'à
5 fois plus, c'est mieux qu'à
moitié prix, non ?

Chez les Artisans Récupérateurs, tout pour murs et sols
coordonnés, anti-froid, anti-
bruit, anti-taches (même éca-
illée, la « tache » roule sans
mouiller), anti-usure, anti-
bruit et anti... ruineux. Le Rêve
B.C.B.G.
Voyez le dépôt mystère de
l'imposant St-Sébastien, 11^e (par
le 32, rue St-Sébastien), que se
ressentent architectes, hôteliers,
décorateurs. Tél. 355.66.50.
(-5% leçons Moquette)

A B C D F G H

AU CONSEIL DES MINISTRES

Examen d'un projet de loi sur la création et la reprise des entreprises

Le conseil des ministres du 21 mars devait être consacré principalement aux restructurations industrielles. M. Fabius, ministre de la recherche et de l'industrie, devait présenter une communication sur la sidérurgie. M. Delors, ministre de l'économie et des finances, annonçait les dispositions fiscales d'encouragement à la création et à la reprise d'entreprises, et M. Pierre Mauroy faisait le point sur les mutations en cours. Les congés de conversion et diverses mesures sociales devaient aussi être examinés.

Voilà six semaines, le 8 février, le gouvernement annonçait son plan de modernisation industrielle et prévoyait d'en discuter les grandes lignes avec les partenaires sociaux avant d'arrêter les décisions. Sur le plan industriel, les chantiers navals se sont vu impartir des objectifs de production, le 1^{er} mars, même s'il reste à préciser les suppressions d'emplois entreprise par entreprise. Le lendemain 2 mars, la direction des Charbonnages de France présentait son programme de production pour 1984 et les réductions d'effectifs (près de six mille personnes) qui en découleraient. Il restait donc

l'épineux dossier sidérurgique — étant entendu que l'automobile et les télécommunications font l'objet d'un travail déjà engagé en commission — sur lequel les différents ministères concernés semblent avoir bien du mal à s'entendre.

Le volet social a été lui aussi élaboré et les congés de conversion comme l'aide au retour des travailleurs immigrés, principales mesures envisagées initialement pour les secteurs sidérurgiques — charbonnages — chantiers navals semblent devoir être à terme élargis (*Le Monde* du 21 mars).

La loi Delors, sur « le développement de l'initiative économique », ne s'appliquera pas aux seuls pôles de conversions (comme cela était envisagé initialement pour les fonds communs de placement à risque par exemple). Trois titres (création et reprise d'entreprises, la fiscalité et l'investissement du capital-risque, la participation des salariés à l'investissement et à la reprise de leurs entreprises) et neuf mesures composent ce texte : le livret d'épargne entreprise (200 000 F de plafond au moins, deux ans de dépôt et 75 % du taux du livret A soit 5 % net

d'impôt) qui donnera accès à des prêts bancaires à taux réduit (8 %) ; le traitement fiscal des intérêts d'emprunts de personnes physiques qui mettront cet argent dans l'entreprise (déductibles à hauteur de 100 000 F) ; les dépenses de recherche et de développement (amorties en un an) ; les apports intellectuels aux entreprises avec des contrats d'association capital-matière grise ; le développement des fonds communs de placement à risque ; les fonds salariaux ; la reprise progressive du capital par les salariés, etc.

Finalement, il ne devrait guère y avoir de décisions nouvelles si l'on excepte l'arbitrage attendu du président de la République sur le dossier sidérurgique et quelques mesures comme des primes pour la réduction du temps de travail et la producti-

SIDÉRURGIE :

DOULOUREUX ARBITRAGES

La réunion interministérielle du lundi 19 mars n'ayant pas abouti, l'arbitrage final sur la restructuration de la sidérurgie devait être rendu, ce mercredi, en conseil des ministres.

Landi, les positions respectives des ministres s'étaient « radicalisées ». Les uns, plus « économicistes », estiment qu'il faut au plus vite sortir la sidérurgie de ses déficits (Usinor et Sacilor ont perdu au total 10 milliards de francs en 1983). Partagée par la rue de Rivoli, à Matignon et par certains conseillers du ministère de l'Industrie, cette position conduirait notamment à ne pas autoriser la construction du train universel d'acier « long » projeté par Sacilor à Gandrange (Moselle), qui entre en concurrence avec celui qu'exploite Usinor à Valenciennes. Les autres, plus soucieux des impératifs politiques, s'inquiètent des éventuelles flambées de violence que provoqueraient des fermetures trop nombreuses d'usines. « Le pire serait d'annoncer des décisions à ce point insupportables pour le gouvernement que le gouvernement serait contraint de les réviser », M. Fabius défendrait, semble-t-il, cette position.

Cocciard les impératifs économiques et sociaux se heurtent à un complexe dans la sidérurgie, d'autant que s'y ajoutent des intérêts régionaux essentiels, comme en témoignent les diverses manifestations qui ont eu lieu ces dernières semaines dans les bassins, en particulier à Longwy, en Moselle ou à Caen. La réalisation du train de Gandrange est à cet égard considérée comme symbolique. Ne pas l'autoriser serait « entrer dans un processus d'abandon de la sidérurgie française », estime-t-on dans l'Est de la France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Les nouveaux suppléments du « Monde »

QUESTIONS A NOS LECTEURS

Le Monde publiera, dans ses éditions de fin de semaine, un questionnaire destiné à recueillir les avis de ses lecteurs sur ses deux nouveaux suppléments : celui du vendredi, daté samedi, le *Monde Laissez* ; celui du samedi, daté dimanche-lundi, le *Monde L'après-midi*.

Nous remercions tous ceux qui nous permettront ainsi de continuer à améliorer la qualité de notre journal.

Communiqué par Brit Air

Un « système » aérien régional à votre service

La plupart des hommes d'affaires bretons et normands connaissent Brit Air. Compagnie régionale, Brit Air dessert par des lignes régulières Londres et Lyon au départ de Rennes, Quimper, Morlaix, Caen, Le Havre, et, associée à Air Inter, exploite Rennes-Paris et Quimper-Paris, participant ainsi au développement et à l'essor de la Région.

Mais savez-vous que Brit Air offre de nombreux autres services : cartes d'abonnement, mise à disposition d'automobiles de 8 à 18 places, vols charters « sur mesure » pour affaires ou tourisme, fret... Brit Air, le complément du système aérien régional.

Pour toute information, appelez le (09) 62 10 62 ou consultez votre agence de voyages.

Sur le vif

Entente cordiale

Il y en a marre des Anglais ! Ce n'est vraiment plus possible, avouez. Ils se comportent comme des sauvages. Ils cessent tout au Parc des Princes. Ils torpillent l'Europe à Bruxelles, ils l'assassinent. Ce pauvre Mitterrand en est revenu complètement groggy. Il ne savait plus ce qu'il disait : il parlait de coups, de blessures, d'état d'urgence, presque, pas tout à fait. Ça ne peut pas durer. M^r Thatcher ne va pas continuer à prendre des grands airs et à repousser du pied des chéquiers de 7 milliards de francs. Non, mais pour qui je me prends ?

Allez, ça suffit. Les perlores, les sommets, les tours de table, tout ça, terminé. On va leur parler le seul langage que comprennent les étrangers, celui des armes. Ça a déjà donné d'excellents résultats dans le golfe de Gascogne : des chalutiers coulés, des jambes qui volent, des camions incendiés, le blocus, quinze cents semi-remorques fuir vers la frontière espagnole... Une belle victoire de la diplomatie à la française.

Maintenant qu'on a réglé son compte à un pays qui ne fait

même pas partie de la Communauté, on va s'occuper un peu de nos chers partenaires. Kohl, bon, ça va. Il a été assez correct dans l'affaire des montants compensatoires et des quotas. On l'épargne. On laisse filer. Il ferait quand même bien de se méfier. Attention ! Au moindre faux pas, il reçoit un Pluton sur la tête.

En revanche, elle va voir de quel bois on se chauffe, la dame de fer. On va lui envoyer nos Mages, port du, au 10 Downing Street. On lâchera une douzaine de bombes sur Westminster, et on va rappeler le Royal Navy au bon souvenir de nos Excoet. Ils ont déjà fait un malheur dans les mains des Argentins. Tiens, pendant qu'on y est, on pourrait demander aux Allemands s'ils ne leur restent pas quelques V-2 qui traînent par-ci par-là, ça peut faire l'appoint.

Le tunnel sous la Manche, plus question ! Pas de cordon ombilical avec la petite mère du peuple britannique. On va leur faire leur fête, aux Anglais, pour le quatre-vingtième anniversaire de l'Entente cordiale.

CLAUDE SARRAUTE.

LE CINÉASTE YOUSSEF CHAHINE EST CONDAMNÉ AU CAIRE A UN AN DE PRISON

Deux des personnalités les plus en vue du cinéma égyptien, l'acteur Adel Imam et le cinéaste Youssef Chahine, respectivement premier rôle et distributeur du film *Avocat*, féroce satire du barreau égyptien, ont été condamnés à un an de prison, apprend-on au Caire. Le tribunal, qui a également ordonné la saisie du film, a estimé qu'il constituait une « diffamation » de la justice. Le conseil de Adel Imam et de Youssef Chahine, M^r Labib Mosaad, a annoncé qu'il demandait d'urgence au procureur général de « saisir » l'« exécution » du jugement et d'introduire un recours en appel. Si ces clients étaient déboutés à nouveau, il introduirait une procédure de cassation, a-t-il précisé.

Le film où Adel Imam campe le rôle d'un avocat prêt à boxer toutes sortes d'intrigues à l'heure des élections au Caire, où il est toujours à l'affiche.

LA HAUSSE DU DOLLAR REPREND : 8,18 F

Après un repli mardi 20 mars, la remontée du dollar sur les marchés des changes a repris mercredi 21 mars. Le dollar américain, passé en début de semaine de 2,61 DM à 2,65 DM et de 8,05 F à 8,16 F pour retomber à 2,63 DM et 8,12 F, s'est rattrapé à 2,6575 DM et 8,18 F environ.

Cette remontée est due à la hausse continue des taux d'intérêt aux États-Unis, où l'Federal Reserve a dit mardi s'être efforcée de faire passer le taux de son taux de base de 10 % à 11 % et où l'argent au jour le jour a dépassé 10 %, au jour à peine après le relèvement du taux de base des banques.

M. MITTERRAND A LA TÉLÉVISION

M. François Mitterrand expliquera les résultats du sommet de Bruxelles et justifiera la position française, mercredi soir, à 20 heures, au cours des journaux télévisés de TF1 et Antenne 2. Il sera interviewé par un représentant de chacune de ces deux chaînes pour une intervention qu'il souhaite relativement brève.

(Publicité)

Un vin de grande table Cramoisy toujours à sa place

6^e SALON DES ANTIQUAIRES SPECIALISES

MEUBLES, CURIOSITÉS, OBJETS D'ART, PEINTURES, DESSINS, GRAVURES, SCULPTURES, CARTES POSTALES, LIVRES

PARIS - PLACE DE LA BASTILLE

DU 22 AU 26 MARS 1984

de 11 h à 20 h Samedi, Dimanche de 10 h à 20 h Nocturne vendredi jusqu'à 23 h.

SOLDES

Deux fabricants de MEUBLES solident

avant transfert de leurs

des modèles expositions et fin de série :

ANDRY (sièges et petits meubles tous styles) et

MING Meubles (meubles laqués contemporains,

meubles de style chinois)

les 24, 25, 26 mars 1984

(de 10 heures à 18 heures)

24, rue de Lappe, 75011 Paris (métro Bastille)

TAPIS PERSAN A LA BAISSE

FORMALITÉS DOUANIÈRES ALLÉGÉES

NOUVEL ARRIVAGE	BALOUTCH	120 x 90	900 F
TRES IMPORTANT	ABADEH	155 x 102	3.950 F
	SEHEN	160 x 125	6.900 F
	ISPAHAN	160 x 102	6.950 F
	VERAMINE	160 x 103	7.650 F
	NAIN (saine et sole)	160 x 105	11.900 F
	GHOUM	160 x 125	12.950 F
	BAKTIAR	281 x 210	19.900 F
	TABRIZ	400 x 300	24.500 F

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées, 8 - 255.62.90

25, prom. des Anjoux, NICE (ouvert même dimanche)

La FNSEA ap
les agricult
à une manifes
nationale
le 26 mar

la Communau
toujours

recommencée

Mitterrand
le premier ministre
d'aujourd'hui
le 26 mars

Après un repli mardi 20 mars, la remontée du dollar sur les marchés des changes a repris mercredi 21 mars. Le dollar américain, passé en début de semaine de 2,61 DM à 2,65 DM et de 8,05 F à 8,16 F pour retomber à 2,63 DM et 8,12 F, s'est rattrapé à 2,6575 DM et 8,18 F environ.

Cette remontée est due à la hausse continue des taux d'intérêt aux États-Unis, où l'Federal Reserve a dit mardi s'être efforcée de faire passer le taux de son taux de base de 10 % à 11 % et où l'argent au jour le jour a dépassé 10 %, au jour à peine après le relèvement du taux de base des banques.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.

Le conseil des ministres devait, en outre, décider de la réalisation d'aciéries électriques et de leur localisation (Longwy, Neuves-Maisons et Caen), fixer les grandes lignes de la restructuration des aciéries ferrées, fermer l'un des quatre trains à fil existant en France.